Les Documents bleus

Notre temps — numéro 45

CARL STEUERMANN

La crise mondiale

Traduit de l'allemand

2e édition

nrf

Librairie Gallimard

43, Rue de Beaune

Les Documents bleus

Notre temps — numéro 45

CARL STEUERMANN

La crise mondiale

ou

Vers le capitalisme d'état

Traduit de l'allemand

nrf

Deuxième édition

Librairie Gallimard

43, Rue de Beaune

PRÉFACE

Pour la quatrième fois, le capitalisme allemand annonce sa banqueroute. La première fois, celle-ci se montra sous l'uniforme des soldats vaincus, à leur retour du front. La guerre mondiale était perdue, le rêve de domination mondiale était cruellement brisé. Le peuple souffrait, en proie à la famine, à la misère, à l'épuisement, au désespoir, mais il ne voulut pas admettre la banqueroute de l'économie. Il renvoya le messager de Job et chanta : « L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout ! »

La seconde annonce suivit de près la première. Celui qui la fit parla avec la voix de la révolution. En effet, l'armée effondrée, ce fut la révolution. « Socialisme ou chute dans la barbarie ! » tel fut le mot d'ordre. « Il n'est d'autre salut que l'orientation à l'Est, le système des soviets, la dictature du prolétariat, la socialisation ! » La terreur s'empara de la bourgeoisie et la paralysa. Sans y croire elle-même, secouée de tremblements, elle put à peine articuler : « Reconstruction ! Nous nous relèverons ! » Vibrant d'enthousiasme et d'espoirs, l'écho des masses lui répondit : « Oui, reconstruction ! » Et la révolution fut réprimée dans le sang.

La troisième fois, la banqueroute fut annoncée sur

les ruines de l'inflation. Il sembla que c'était réellement la fin. Des millions d'hommes devenus des mendiants sombrèrent dans le néant d'une existence sans ressources. Mais avec le courage du désespoir ils se cramponnèrent au fétu de paille d'une dernière tentative : « L'Allemagne ne peut pas, ne doit pas périr !... »

Et voici que, pour la quatrième fois, on nous annonce la banqueroute, et c'est le cri de détresse de l'économie mondiale qui nous en avertit. Les Bourses s'écroulent, les fondements de l'industrie branlent ; c'est une suite d'effondrements. La panique gagne de proche en proche. Plus de vingt millions d'hommes sont jetés à la rue, sans pain, et demandent du travail. La moitié du genre humain presque vit de secours publics. Partout dominent les dettes, la corruption, la faillite... Une atmosphère de fin du monde. Qu'allons-nous devenir ? se demandent les uns aux autres les hommes perplexes et impuissants. « Cela ne peut pas continuer ainsi ! » assure la sagesse des rues. Nul ne sait quel conseil donner. Chacun sait seulement ou a le sentiment infaillible que, cette fois-ci, c'est sérieux ; c'est vraiment la faillite. Il n'y a plus ni aide, ni espoir à attendre. Le capitalisme a fait son temps.

C'est la fin, en effet. Mais y a-t-il une fin sans recommencement ? Un déclin sans renaissance ? L'histoire mondiale continue. Et tant qu'il y aura des hommes animés du désir de vivre, ces hommes travailleront, créeront, produiront pour se maintenir en vie. Ce n'est pas l'économie qui meurt, c'est le capitalisme ; c'est la forme économique dominante aujourd'hui en Amérique, en Europe, et dans les régions du monde les plus évoluées, qui est condamnée à mort. C'est la fin d'un système, non la fin de l'économie tout court.

La crise constitue un tournant. L'effondrement est suivi de renaissance ; du chaos s'élabore un ordre nouveau.

Nous ignorons encore tout du rythme, du genre et de l'envergure des événements qui nous attendent. Nous ignorons la durée et les phases du processus par lequel nous devrons passer. Nous ne nous représentons pas encore les luttes que nous devrons soutenir, ni les sacrifices qu'une évolution implacable exigera de nous. Nous allons à tâtons dans l'inconnu.

Une seule chose nous semble certaine : c'est que le grand système économique qui succédera nécessairement au capitalisme sera le socialisme. Il est vrai que la route est longue qui mène vers lui. C'est vraisemblablement une route pénible, ardue, semée d'obstacles et comportant beaucoup d'arrêts et de paliers, beaucoup d'étapes et de haltes intermédiaires.

Si les signes ne sont pas trompeurs, l'étape prochaine de cette transformation de l'humanité est une variété du capitalisme d'État. L'histoire qui nous emporte dans son tourbillon met le cap dans cette direction.

Suivons-la !

CHAPITRE PREMIER

Essor de la technique

Une population affamée, dénuée de presque tous les biens de première nécessité, un appareil productif complètement désorganisé, incapable de satisfaire aux besoins de la vie civile, voilà le mauvais héritage qui échut à l'économie d'après-guerre en Allemagne. Quel parti en tirer ? Il fallait immédiatement faire machine arrière, et réadapter la production de guerre aux besoins de la paix. Pendant la guerre, l'appareil productif n'avait travaillé que pour la guerre. C'était un monstre de la technique moderne, prodigieusement développé. Il rendait au maximum, stimulé par les exigences extraordinaires de la guerre.

Pendant quatre longues années, le capital privé avait crié : Patrie ! tout en pensant : Profits ! Outre les gros bénéfices de guerre, il avait encaissé des subventions et toutes sortes de secours financiers accordés par l'État pour le développement des installations productives que la guerre rendait nécessaires. Il ne voulut pas renoncer à ses gros profits, maintenant que la guerre était terminée et la production revenue à la normale. Et, comme la classe ouvrière,

qui seule eût pu contrecarrer cette avidité capitaliste du profit, contribua vigoureusement, sur l'ordre de ses chefs, à la reconstruction de l'économie capitaliste — c'est ainsi qu'elle avait compris son rôle après la révolution — les entrepreneurs eurent les mains complètement libres. Ils réussirent à réaliser leurs désirs de profits. Leur activité se déploya tout d'abord dans l'industrie des articles de consommation ; on souffrait d'une pénurie de marchandises, les besoins les plus élémentaires réclamaient hautement satisfaction.

Ici il s'avéra qu'il était nécessaire, en revenant à l'économie régulière, de s'adapter spontanément et intelligemment à des circonstances nouvelles. L'entrée des pays non capitalistes ou semi-capitalistes dans la sphère de l'économie capitaliste entraîna tout d'abord une nouvelle répartition des régions productrices. La situation particulière de la Russie dans l'économie mondiale, l'émancipation économique et politique des Indes et de la Chine, l'éveil à la vie économique indépendante d'autres États coloniaux et tributaires, tous ces facteurs rétrécirent les débouchés et diminuèrent le débit. Puis, effet de la guerre, l'appauvrissement des masses se fit de plus en plus sentir. Il influença le marché d'une manière analogue en diminuant la capacité d'achat et en poussant à la baisse des prix. Le capital perdait des chances de profit. S'il voulait trouver son compte dans l'industrie des articles de consommation, il devait, avant tout, viser à diminuer les prix des marchandises. Cela n'était possible qu'en abaissant les prix de revient et, pour y parvenir, il fallait améliorer l'outillage technique. Le prix d'une marchandise dépend, en effet, de son

prix de revient, où entrent en ligne de compte, à côté des frais d'achat des matières premières, les dépenses destinées à payer le travail. L'entreprise qui, techniquement, rend le plus, est — toutes autres dépenses égales — l'entreprise la moins coûteuse.

Jusqu'ici on avait cru que la production capitaliste avait pour tâche de produire en grandes masses et à bon compte. La force quantitative du rendement, la production maximum qui, automatiquement, entraînait la baisse des prix sur le marché en déterminaient la nature. Maintenant on reconnaissait que cette baisse des prix ne suffisait plus à elle seule à faire face aux nécessités nouvelles. Une loi nouvelle s'affirma. Elle exigeait la production « optima », la mieux adaptée à son but, celle qui employait la technique la plus parfaite et qui satisfaisait aux exigences de la plus stricte économie. Walther Rathenau avait l'idée de cette production lorsqu'il écrivait en 1917 : « A l'époque de l'abondance, où la seule tâche était de produire, les producteurs étaient excusables de renoncer aux avantages que la technique scientifique leur offrait chaque jour. Le gaspillage du travail et des matières premières diminuait le rendement, mais, en fin de compte, c'était l'affaire de chacun. Aujourd'hui, toute perte, tout gaspillage fait tort à la communauté entière ; personne, même s'il en a les moyens, n'a plus le droit d'utiliser un moteur qui dévore cinq fois plus de combustible qu'il n'est nécessaire, pas plus que personne n'a le droit de jeter du pain. » L'idée d'une économie rationnelle, le principe de la rationalisation prirent corps.

L'Amérique, dont la suprématie technique décida le sort de la guerre, résolut la première le problème

technique et scientifique ainsi posé. Plus qu'aucun autre pays elle avait été préparée à cette tâche. C'est en Amérique que F. W. Taylor avait expérimenté la première méthode d'augmentation du rendement, et qu'il avait fondé le premier système d'organisation scientifique des exploitations. Après lui, le procédé consistant à obtenir le plus grand rendement possible par l'organisation rationnelle du travail, et par l'utilisation extrême des forces combinées avec la plus petite dépense de temps, fut adopté couramment, sous le nom de taylorisme, dans les usines les mieux organisées. Par des mesures de temps et de vitesse, effectuées à l'aide de la photographie et du cinématographe, on arriva à établir la tâche de l'ouvrier avec la précision la plus absolue. Pour permettre à l'ouvrier de s'acquitter de cette tâche, on aménagea rationnellement les machines, les outils, les appareils auxiliaires, et on établit la succession rigoureuse des mouvements d'après le caractère de la tâche. L'ouvrier devint presque une machine vivante. Un système raffiné de primes favorisa cette métamorphose. L'automatisation, la normalisation et la standardisation réalisèrent d'immenses progrès. Parmi les principaux avantages que l'on y gagna, on peut compter la grande régularité du travail, la rapidité du processus productif, la diminution considérable des pertes de temps, des interruptions, des pertes par vice de fabrication et une organisation plus claire. Le résultat en fut une productivité accrue, des prix meilleurs, un débit plus grand et des profits plus forts. Cette évolution atteignit son apogée par une division perfectionnée du travail et par la liaison organique d'innombrables fonctions partielles en un processus d'ensemble au moyen de la

« chaîne ». Il est vrai que peu d'entreprises avaient été au début assez perfectionnées techniquement pour pouvoir s'offrir l'immense avantage de ces conquêtes. Ce n'est que l'obligation de diminuer le prix de revient, qui stimula la recherche des moyens d'épargner du temps, de l'argent, des matériaux et des frais de production. Dans son livre intitulé *La tragédie du gaspillage*, Stuart Chase montra la nécessité et la possibilité de réaliser de grandes économies. Sous son influence, l'Union des Associations d'Ingénieurs Américains nomma une Commission pour étudier les conditions de la production dans six grandes branches industrielles prépondérantes. Dans son rapport, cette Commission constata que par une organisation scientifique et un outillage rationnel, on pouvait réaliser une économie de 29 à 64 % représentant une somme de 15 milliards de dollars en chiffres ronds. Immédiatement, Hoover, le président de cette Union, esquissa un programme grandiose de rationalisation qui devint très populaire quand Hoover fut nommé ministre du Commerce. La rationalisation de l'industrie devint le mot d'ordre de l'époque qui commençait et qui devait donner un essor inouï à la technique.

Au début, le capital allemand ne se hâta pas d'imiter l'exemple de l'Amérique. L'inflation lui donnait du temps. Tant qu'un assaut fou d'acheteurs lui arrachait les marchandises à des prix fantaisistes, la question de la diminution des prix de revient ne se posait pas avec acuité. C'est seulement quand la valeur de l'argent ne baissa plus et que l'argent cessa de fuir à la recherche de valeurs réelles, qu'on s'intéressa à la rationalisation. Et ce ne fut pas la situation du marché intérieur qui contraignit à s'y intéresser. A l'intérieur,

l'industrie s'était assuré une certaine prospérité grâce à la protection que l'État garantissait aux dettes, grâce à des actions de secours, à des mesures prises pour enrayer la chute des prix et autres manœuvres analogues. Le souffle qui vivifia le capitalisme allemand vint du dehors, du marché mondial. Les matières premières, les produits coloniaux et les biens étrangers, achetés pour satisfaire les grands besoins allemands, devaient être payés par l'exportation allemande. En outre, dans l'obligation de payer les réparations, on força l'exportation des marchandises, pour se procurer des devises. L'industrie allemande se rendit alors compte qu'elle était insuffisamment armée pour la lutte, en particulier avec la concurrence des États-Unis. Elle comprit que ses marchandises étaient trop chères parce qu'elle avait trop tardé à faire profiter ses entreprises des dernières conquêtes de la technique et de l'organisation. Ainsi, une tâche immédiate lui incombait : augmenter de tout son pouvoir sa capacité de rendement économique en entreprenant immédiatement la rationalisation de ses exploitations.

L'industrie allemande eut beaucoup à rattraper. Depuis 1917, il existait bien une Commission de Standardisation. Mais les résultats dus à son activité furent dépassés de loin par la Commission de Standardisation américaine également née pendant la guerre. Dès 1920, fonctionnaient des sous-commissions spéciales composées des représentants des unions intéressées. En 1925, elles représentaient 263 organisations. Le succès de leur œuvre fut stupéfiant. Par exemple, dans la fabrication des lampes électriques, le nombre des douilles-standard tomba de 179 à 4. Sur 37 modèles différents de prises de courant, on en

retint un seul. Des fabriques de chaussures réduisirent le nombre de leurs modèles de 2.500 à 100 ; des fabriques de chapeaux de feutre d'hommes, réduisirent les leurs de 3.684 à 7. L'industrie des pavés ramena le nombre de ses modèles, qui comprenaient 66 dimensions et 9 catégories différentes, à 11 modèles standard, dont 7 furent encore éliminés par la suite. Pour ne citer que quelques exemples connus, le nombre des catégories de briques ordinaires passa de 44 à 1 ; celui des carreaux de revêtement, de 75 à 2 ; celui des ardoises, de 251 à 25 ; celui des charrues, de 312 à 76 ; celui des poulies, de 3.600 à 600 ; celui des limes et des râpes, de 1.351 à 496 ; celui des lits et des matelas, de 78 à 4; celui des canifs, de 300 à 45; celui des bouteilles à lait, de 78 à 10 ; celui des tableaux noirs, de 90 à 3, etc...

En 1926, la Commission des Standards allemands fit preuve d'une recrudescence d'activité. De nombreux comités de producteurs, de commerçants et de consommateurs, conseillés par des savants et encouragés par des fonctionnaires, travaillèrent à établir un plan d'unification de la production, pour réglementer la forme, les dimensions, la matière, l'utilisation, etc... Grâce à une plus grande division du travail, à l'automatisation et à la spécialisation, on réussit d'emblée à produire plus économiquement, à meilleur escient et à meilleur compte. En même temps on établit aussi un choix d'articles standard les plus en faveur sur le marché et on réalisa une forte normalisation des pièces détachées et des pièces de rechange. Rapidement on standardisa coup sur coup : armatures, tuyaux de canalisation, roues dentées, embrayages, serrures, verrerie de laboratoires, lames pour ma-

chines, rubans pour machines à écrire, etc... Le gaspillage le plus patent prit fin. On évita des dépenses improductives. Le principe de l'économie dirigée devint le nouveau thème principal du développement de la production.

Vers 1925, le Conseil supérieur de l'Économie déploya également une grande activité. La rationalisation de la technique, de la production, de toute la vie économique, orientée par des travaux scientifiques et systématiquement réalisée, inaugura sa marche triomphale. Les années 1925 à 1928 furent entièrement sous son signe. De nombreux comités, associations et offices travaillèrent avec un zèle presque exagéré pour étudier les conditions de livraison, d'organisation et d'administration, le temps de travail, l'utilisation de l'énergie thermique, l'économie du combustible, la résistance des matériaux, la technique du vernissage, le commerce, l'éducation technique, etc... On créa un Conseil supérieur de la Technique agricole, un Centre d'études pour l'organisation économique des constructions immobilières, un Institut pour l'étude de la Conjoncture, un Centre d'études du Commerce, et d'autres Centres d'études qui embrassaient le vaste champ de la rationalisation. A tous ces centres, on assigna des fonds publics. Et tous, par une immense levée en masse de recherches, de mesures, de calculs, de comparaisons, de lignes d'orientation, de suggestions pratiques, et aidés par une propagande littéraire, essayèrent d'apporter une solution au problème de la rationalisation.

Sur le modèle de l'Amérique, admirée sans réserve et vantée comme le bastion d'une prospérité éternelle, on transforma des entreprises, on mit au rebut

des machines, on se procura de l'outillage neuf. Une véritable vague de procédés améliorés, de méthodes et de techniques modernes, de systèmes de travail rationnel, inonda le monde économique allemand. Les techniciens, les organisateurs et les constructeurs repoussèrent le commerçant au second plan. Ils couronnèrent leur œuvre en préconisant le travail à la chaîne comme la méthode la plus parfaite et la plus rationnelle. Encore une fois, une révolution technique bouleversa la vieille Europe. Malgré soi, on se croyait revenu à cette époque où un Kay et un Wyatt, un Hargreave et un Arkwright, un Crompton et un James Watt, penchés sur les problèmes techniques, allaient de découverte en découverte. Le rôle souverain joué alors par la vapeur était cette fois assumé par la chaîne.

Le capital flaira rapidement la hausse de la conjoncture dans l'industrie des moyens de production et quitta la branche de l'industrie des articles de consommation pour de plus gras pâturages. Là où les moyens financiers allemands ne suffisaient pas pour faire face aux besoins immenses de la rationalisation qui exigeait l'investissement d'un grand capital constant, les États-Unis offrirent volontiers d'innombrables prêts. Il semblait qu'une époque de prospérité allait commencer pour l'Allemagne. « Nous nous relevons ! » déclaraient fièrement et d'un air de défi les dirigeants de l'économie. Et les syndicats assuraient que leur politique de démocratie économique et de communauté d'intérêts des producteurs avait brillamment fait ses preuves.

Il est indéniable qu'il y eut un immense essor technique. Il toucha en même temps le domaine de la pro-

duction d'énergie — base de toute activité économique — ainsi que les domaines de la production proprement dite et de la distribution. L'organisation scientifique des entreprises s'imposa dans la production et dans le débit, dans les transports et dans le stockage, dans la comptabilité et dans l'administration. Et, sous les yeux du monde étonné, elle fit des miracles.

La première, l'électricité, prit un essor formidable. Alors qu'en 1913, l'Allemagne ne produisait que 1.293.000 kilowatts de lumière électrique, cette production atteignit 4.503.000 kilowatts en 1924 et 5.660.000 en 1926. Pendant ce temps, la consommation de l'énergie électrique augmenta de plus de quatre fois et demie. D'autres chiffres font aussi ressortir la courbe fortement ascendante de ce développement. Ainsi les masses d'énergie électrique créées sont (en milliards de kilowatts) :

	1925	1926	1927	1929
Dans les usines électriques.	9,9	10,2	12,3	16,4
Dans les installations industrielles.....	10,4	11	12,8	14,2
Soit au total.....	20,3	21,2	25,1	30,6

L'industrie électrique réussit à envoyer un courant de plus de 220.000 volts à des distances très grandes, avec très peu de pertes de transmission. Avant la guerre, 50.000 volts fournis à une distance de 50 kilomètres représentaient un maximum. De plus, en combinant les réseaux de différentes usines, on réussit à effectuer tantôt la concentration, tantôt la compensation des courants, d'où des économies considérables dans les installations et les frais d'exploitation.

Les progrès de l'industrie électrique firent fortement reculer l'industrie du charbon. Tout d'abord, le charbon perdit sa place prépondérante au profit du lignite. Le charbon est cher, car son extraction est coûteuse et il est difficile de la faire mécaniquement. Par contre, il produit plus de chaleur, ce qui jusqu'ici rendait son emploi indispensable dans la production de l'énergie. Vint alors la rationalisation. Elle assigna à la technique la tâche d'obtenir avec du lignite les mêmes températures qu'avec du charbon. Ce problème fut résolu. Immédiatement le charbon perdit sa place prépondérante. Le lignite qu'on trouve en grandes masses et dont l'exploitation se fait facilement par machines est bien moins cher. Entre 1913 et 1928, la consommation du charbon en Allemagne baissa de 4 %, alors que la consommation de lignite augmenta de 60 %.

En outre, du lignite traité chimiquement on obtient des produits importants. Ainsi la « liquéfaction » du lignite, procédé qui donne une huile minérale, est d'une importance incalculable.

Le charbon subit encore un autre traitement dans les cokeries. La transformation du charbon en coke se fait de plus en plus dans les usines les plus importantes, celles dont le rendement est le plus puissant, dans lesquelles la superficie de l'entreprise et la masse de la matière première travaillée nécessitent le perfectionnement des machines. Le nombre de fours a augmenté, leur capacité de rendement s'est accrue grâce aux perfectionnements techniques apportés à leur construction. On peut se rendre compte dans quelle mesure la productivité a augmenté, si l'on compare le nombre d'ouvriers employés par four à différentes époques :

	1914	1930
Nombre d'ouvriers..	30 à 40	5
Production	700 à 800 T.	1.700 à 1.800 T.

Pour transformer ultérieurement en huiles, en benzol, en paraffine, en résine, etc., le goudron obtenu dans les cokeries, des industries entières se sont créées. On utilise en outre au chauffage et à l'éclairage les gaz qui se dégagent au cours de cette transformation. Il existe un projet gigantesque de fournir du gaz dans toute l'Allemagne à partir des usines centrales de la Ruhr au moyen de canalisations à longue distance ; le capital et la technique y travaillent concurremment.

Comme le charbon passe de plus en plus au second rang en tant que matière première de la production d'énergie, le capital investi dans l'industrie charbonnière s'emploie de toutes ses forces à maintenir élevé le niveau des profits en diminuant les frais de production. Il se voit donc contraint à perfectionner jusqu'à la limite du possible la technique et le processus de la production. Si l'on compte le nombre de machines qui étaient utilisées dans la Ruhr pour l'extraction du charbon en 1913 et en 1927, on aura l'idée de ce qu'est le progrès technique. Dans cet intervalle, le nombre des marteaux-haveuses est passé de 17 à 638 ; des cribles, de 294 à 773 ; des perforatrices à percussion, de 12.307 à 39.779 ; des perforatrices à rotation, de 40 à 2.173 ; des perforatrices à moteur, de 2.200 à 8.612.

En 1913, 2 % seulement du charbon étaient extraits mécaniquement ; en 1927, 87 %.

Le processus de la rationalisation de l'extraction

et de la transformation du charbon s'étendit aux industries où il sert de matière auxiliaire. Ainsi, les hauts fourneaux furent complètement réorganisés. A l'aide d'installations combinées, on inaugura un nouveau procédé de préparation du minerai. On installa des batteries à coke modernisées. Vinrent ensuite des installations spéciales qui permirent d'utiliser des charbons moins riches. Les formes des fourneaux furent modifiées, afin d'en augmenter leur capacité. Finalement, on introduisit les ventilateurs à turbine. Ces perfectionnements des méthodes d'exploitation firent passer le rendement journalier de 1.000 à 4.000 tonnes. Voici quelques chiffres :

	Production de fonte (en 1.000 t.)	Période d'exploitation (en semaines)	Rendement par haut fourneau	Pourcentage
1913	9.227	7.423	1.242	100
1927	11.117	4.253	2.648	214
1928	9.172	2.860	3.209	259

Le nettoyage électrique des hauts fourneaux permet à une usine d'économiser 83,4 % des frais. Dans l'ensemble, on peut constater dans les hauts fourneaux une augmentation de la production de 16 % et une diminution du nombre d'ouvriers de 19 %.

Dans la production de l'acier, il faut insister avant tout sur l'augmentation de la capacité des convertisseurs Thomas et des fours Martin.

La capacité moyenne était de :

	Convertisseurs Thomas	Fours Martin
en 1914	de 20 à 25 tonnes	20 à 30 tonnes
en 1930	de 40 à 45 —	100 à 210 —
et, en appliquant le procédé Talbot :		200 à 300 —

Pour ce qui est du laminage, les progrès dus à la rationalisation sont extraordinairement multiples. Ici encore, grâce au chauffage intermédiaire, à la mécanisation des transports et autres procédés nouveaux, on réussit à obtenir une vitesse de laminage considérée jusqu'ici comme impossible. La production de l'acier et du fer laminé augmenta dans des proportions formidables. Ainsi, les forges Thyssen, à Hamborn, produisaient auparavant, avec 10.000 ouvriers, 75.000 tonnes d'acier, et produisent maintenant, avec 9.900 ouvriers, 170.000 tonnes d'acier.

L'Union Hoerder qui, avec 9.000 ouvriers, produisait 40.000 tonnes d'acier, produit avec 5.700 ouvriers, 85 à 90.000 tonnes d'acier.

La Dortmunder Union, avec le même nombre d'ouvriers, 60.000 tonnes d'acier contre 85.000 tonnes d'acier.

Une usine, dans le district de Dusseldorf :

Année	Ouvriers	Fonte	Acier brut
1926	10.848	91.300 tonnes	115.381 tonnes
1927	10.671	116.363 —	168.100 —
1929	10.767	149.725 —	186.924 —

Dans les lamineries Riesa, le rendement par tête augmenta de 100 %, entre 1923-1924 et 1928-1929. D'après les données fournies au Parlement (le 9 mars 1927) par le député Erkelenz, les forges Gute-Hoffnung produisaient :

En février 1914, avec 1.952 ouvriers, dans 9 hauts fourneaux : 60.000 tonnes de fonte ;

En août 1926, avec 1.453 ouvriers, dans 4 hauts fourneaux : 65.000 tonnes de fer brut.

Les Vereinigte Stahlwerke (société anonyme) donnèrent déjà, en 1927, les pourcentages d'augmentation de production suivants :

Coke, 39,9 % ; fonte, 65,9 % ; acier brut, 64,4 % ; fer laminé, 55 %.

L'augmentation du nombre d'employés n'a été, dans cet intervalle, que de 13 %.

La construction et l'application des chaudières à vapeur réalisèrent des progrès analogues. Pour économiser et mieux utiliser le combustible, on porta la surface de chauffe des chaudières jusqu'à 2.000 mètres carrés. La production de la vapeur atteignit ainsi 120.000 kilogrammes de vapeur par heure.. Le surchauffement de la vapeur permit de porter la pression de 20 à 100 atmosphères et la température de surchauffage à 450 degrés. Ce succès résume les nombreuses économies réalisées dans les installations conductrices, dans la consommation des matériaux, dans les frais de production, etc... Les données statistiques suivantes illustrent les progrès formidables obtenus dans la construction des chaudières :

	1913	1921	1927
Dimensions des chaudières (m^2)	750	1.000	2.000
Rendement (kg. par m^2).....	25	50	60
Pression (atm.).....	16	35	45
Température (degrés Celsius) .	350	420	450

La construction des turbines à vapeur dans l'industrie électrique allemande fit des bonds encore plus rapides. Qu'on compare :

	1915	1921	1929
Rendement (KW).....	11.250	12.500	40.000
Consommation de vapeur (kg. par KWh.)	6,2	5,1	3,95
Consommation de chaleur (WE par KWh.)	4,320	3,650	3,020

L'extension de l'application des moteurs prit un essor analogue. L'Allemagne disposait des forces suivantes :

en	1875	1895	1907	1925
	(en 1.000 CV)			
Machines à vent, à eau, à vapeur.....	1.056	3.427	8.264	22.354
dont machines à vapeur.	—	—	—	18.000
moteurs électriques....	—	—	2.059	18.583

Les progrès de l'électricité sont particulièrement frappants et montrent le sens de l'évolution. Même dans les chemins de fer, le nombre des locomotives électriques augmenta fortement dans un temps très court : 4 en 1913 ; 246 en 1925 ; 347 en 1928.

Tous ces progrès — dans l'exploitation des hauts fourneaux, dans la production de l'acier, dans les procédés de laminage, dans la construction des machines et des turbines à vapeur, dans l'application de l'énergie électrique — eurent nécessairement pour effet d'augmenter considérablement la productivité du travail. Aussi bien, augmenta-t-elle de 45 % dans l'industrie des machines entre 1924 et 1927. Dans l'industrie du fer (1925 = 100), elle est en 1926 : 120,8 et en 1927 : 140,6.

Une usine de feuilles de tôle mince vit sa production augmentée de 100 % environ, et en même temps le nombre de ses ouvriers diminuer de 7,5 %.

Dans la fabrique de moteurs Deutz, un ouvrier produisait, en 1927, 62 % de plus qu'en 1924. Les économies réalisées dans la construction d'un petit moteur, grâce à la rationalisation, se répartissent ainsi : salaires, 40 % (malgré une hausse de 28 %), faux frais, 42 %.

Une usine d'émaillage, à Kassel, augmenta sa production de 100 %. La fabrique de machines à coudre Haid et Neu, à Karlsruhe, de 60 à 70 %.

Dans l'usine Borsig, à Berlin, le façonnage d'un certain cylindre sur le tour demandait autrefois 28 heures ; actuellement, le polissoir automatique fait la même opération en 2 heures. Frais : autrefois, 15,68 marks, maintenant, 1,71, y compris les frais d'amortissement de la machine.

L'essor de la technique fait non seulement que la meilleure machine et le procédé le plus adapté l'emportent, mais aussi que le fournisseur d'énergie qui rend le plus détrône celui qui rend moins. Ainsi, la position dominante du charbon et de l'électricité n'est pas indiscutable. L'huile minérale s'affirme puissamment comme source d'énergie. Le charbon l'emporte encore aujourd'hui par son volume d'extraction. Dans le monde entier, on a extrait :

	en 1913 (en millions de tonnes)		en 1928 (en millions de tonnes)	
Charbon	1.212,7	93,7 %	1.224,6	81 %
Lignite	128		213,5	
Huile minérale .	53,4	6,3 %	184,2	19 %

Mais si on considère l'accroissement d'extraction, nous trouvons les indices suivants pour la production mondiale (1913 = 100) :

	1921	1924	1927	1928	1929
Charbon.....	80	98	105	102	108
Lignite.....	124	131	154	167	178
Huile minérale.....	201	265	327	344	386

L'huile minérale, en tant que combustible liquide, est en train de conquérir la suprématie dans la production mondiale d'énergie. Dans la navigation, 38 % du tonnage mondial sont déjà aménagés pour utiliser l'huile minérale comme combustible. Proportion pour l'Allemagne : 5,5 % (11,8 % du volume total).

Mais l'huile minérale fête son plus grand triomphe dans l'industrie des automobiles et des tracteurs. La croissance impétueuse de la production lui trace ici le chemin.

Production d'automobiles des États-Unis :

1908	1916	1920	1925
60.000	1.000.000	2.000.000	4.000.000

Le nombre des voitures et des camions aux États-Unis s'élevait :

	voitures	*camions*
En 1919.....	6.771.074	794.372
— 1922.....	10.864.128	1.375.725
— 1928.....	21.630.000	3.120.000
en 1931.....	26.697.389	

Il est vrai que l'Allemagne est loin d'atteindre ces chiffres. Mais là aussi le nombre des voitures à moteur a considérablement augmenté. Voici la statistique :

1914	84.682
1924	293.032
1925	425.790
1926	544.959
1927	679.895
1928	829.338
1929	991.580

en plus : 222.500 petites voitures à moteur.

Aux États-Unis, il y avait une voiture à moteur :

en	1910	pour	265 personnes.
—	1917	—	22 —
—	1929	—	5 —

En 1929, il y avait une voiture à moteur :

En	Grande-Bretagne	pour	35 personnes.
—	France	—	38 —
—	Suède	—	48 —
—	Allemagne	—	111 —

Aux États-Unis, la production gigantesque, qui bénéficia de toutes les conquêtes de la rationalisation, et la baisse progressive des prix eurent pour effet d'envahir littéralement le pays d'automobiles. Ford raconte : « Le lundi, le minerai de fer était livré à l'usine River Rouge et, le jeudi de la même semaine, les autos construites avec ce minerai-là étaient livrées, en ordre de marche, au client qui habitait à 300 milles de l'usine. »

Sur la totalité des voitures à moteur en circulation

dans le monde, qui était de 31,9 millions au début de 1929, et de 35,8 millions, en 1931, les États-Unis en possédaient respectivement 77 et 74 % et l'Allemagne respectivement 1,8 % et 1,9 %.

Par contre, les transports aériens se développèrent prodigieusement en Allemagne en peu d'années. On compte :

	en 1924	en 1926	en 1928
Km. parcourus (en 1.000).	1.583	6.541	11.450
Personnes transportées ..	13.422	64.594	120.711

Tous ces chiffres montrent l'utilisation croissante de l'huile minérale et de ses sous-produits dans les moyens de transport sur terre, sur mer et par air. Mais l'huile ne sert pas seulement à surmonter des distances, elle fournit aussi du travail. Ainsi, elle permit à la technique de mettre à la disposition de l'agriculture surtout un grand nombre de machines. L'utilisation des tracteurs décupla en 15 ans. En 1913, on employait 80.100 tracteurs ; en 1928 : 852.000.

Grâce aux tracteurs, on peut employer, dans l'exploitation de grands terrains, des monstres mécaniques qu'on aurait encore considérés, il y a une génération, comme les créations d'une fantaisie grotesque.

Il existe des faucheuses-lieuses géantes qui fauchent, lient et nettoient le grain. Comparées aux faucheuses et moissonneuses employées jusqu'ici, les économies de temps et de travail qu'elles permettent de réaliser pèsent lourdement dans la balance. D'après une statistique américaine, il faut le nombre suivant d'heures de travail humain par acre, en utilisant des faucheuses, 3,6; des moissonneuses, 2,8; des faucheuses-lieuses, 0,69.

Si l'on tient compte encore du personnel nécessaire pour actionner les machines, on trouve que la faucheuse-lieuse comparée à la faucheuse, réalise une économie de travail 6,5 fois plus grande et, par rapport à la moissonneuse, une économie 5,5 fois plus grande. Les frais d'une récolte s'élevaient pour un bushel de blé, en utilisant la faucheuse, à 28,5 c. ; la moissonneuse, à 22,5 c.; la faucheuse-lieuse, à 13 c.

Dans les immenses fermes américaines, les « usines à blé », de grandes sociétés par actions cultivent en grand des céréales grâce à une technique perfectionnée, en n'employant que la vingtième partie des forces ouvrières employées dans des domaines fonciers d'Europe Centrale, de même superficie et de qualité de sol égale.

En Allemagne, c'est moins la technique que les engrais artificiels qui apportent une aide puissante à la production agricole. La production de l'azote artificiel tiré de l'air accomplit une transformation importante dans l'utilisation des engrais. La guerre finie, on trouva notamment que l'azote artificiel obtenu pour la fabrication des explosifs pouvait concurrencer le salpêtre du Chili. L'importation du salpêtre, du guano, etc., diminua et l'azote artificiel conquit le marché des engrais. Une tonne d'azote artificiel utilisée comme engrais produit une augmentation de récolte de 20 tonnes de céréales ou de 100 tonnes de légumes. En 1928, la production d'azote artificiel s'éleva à 500.000 tonnes ; la consommation a augmenté de 50 % dans les cinq dernières années ; il en fut de même, dans le reste du monde, entre 1926 et 1928. Presque tous les pays produisent maintenant de l'azote artificiel. En 1930, la production mondiale s'élevait à 2 millions de tonnes.

En combinant l'azote artificiel avec la potasse et le phosphore, des usines chimiques préparent des engrais pour toutes sortes de terrains, de plantes et de conditions de végétation.

La fécondité du sol se trouve ainsi stimulée. En outre, les stations expérimentales et les centres créés par l'industrie chimique donnent des conseils aux agriculteurs sur la manière de traiter le sol, sur le choix des semences, des cultures, sur l'assolement, etc. Dans les associations et au moyen d'une littérature spécialisée, on donne un enseignement systématique. La tradition et l'empirisme des profanes cèdent devant la science. Et la nature, par la richesse croissante des récoltes, compense abondamment les frais que les hommes font en intelligence, en soins et en dévouement.

L'industrie de l'azote engendra une sous-industrie lucrative. Une partie de l'azote est employée pour la production en masse de l'acide nitrique dont on a besoin, entre autres choses, pour la transformation des matières cellulaires en cellulose. Selon le degré de nitrification, la cellulose est ou bien un explosif très puissant, ou la matière de base pour fabriquer la soie artificielle. L'essor de la production de l'azote amena donc une forte augmentation de la fabrication de la soie artificielle : 1913, 5,9 ; 1927, 17 millions de tonnes. L'augmentation est de 171%. Dans le même laps de temps, la production mondiale de la soie artificielle passa de 46,7 à 133 millions de tonnes, ce qui correspond à une augmentation de 182 %. En 1930, elle s'élevait à 220 millions de tonnes.

Les progrès de la technique et du rendement, dans toute une série d'autres industries, correspondent au

rythme du développement de cette branche industrielle. Parmi les exemples qui s'offrent en abondance, prenons-en quelques-uns :

Les industries thuringeoises de ciment et de papier doublèrent leur production sans augmenter le nombre de leurs ouvriers.

Une fabrique de chlorure de potasse augmenta sa production d'un tiers, après avoir renvoyé 1/2 de ses ouvriers.

Une fabrique de caoutchouc embaucha 30 % de personnel nouveau, mais sa production augmenta de 300 %.

Dans l'industrie alimentaire, on réussit à améliorer le pain en économisant de 10 à 15 % de farine ; on augmenta la production des œufs qui passa de 50 à 250 par poule et par an ; la production du lait est deux fois et demie plus forte ; la production du sucre a augmenté de 50 à 60 %. Partout, on peut constater un accroissement quantitatif et une amélioration qualitative de la production. Partout, de nouveaux records sont battus dans la lutte pour la conquête des marchés, et partout, l'expansion technique poursuit sa marche triomphale, partout les tendances à la rationalisation s'affirment, partout on s'efforce à réaliser des économies de temps, d'installation, de matériaux, de travail, d'argent. Après la rationalisation de la production d'énergie, de la production proprement dite, des communications et des transports, ce fut le tour de la rationalisation de l'administration et des bureaux. L'analyse du marché et l'étude de la conjoncture agirent de concert. Le problème se posa de plus en plus largement. Ce fut la fermeture des entreprises non rentables, la formation de plus grandes

unités, l'union des usines, la spécialisation, la nouvelle répartition des quotes-parts. Ajoutons-y encore les questions du risque commercial, des différences d'intérêts, de l'obtention d'une grande vitesse de circulation du capital, des paiements. Finalement, on aborda la rationalisation de l'homme. Science du travail, psychotechnique, caractérologie, graphologie et éducation technique sont les disciplines qui essaient de la réaliser.

Essor vertigineux en l'espace de quelques années ; progrès égal aux réalisations de quelques siècles. Ce que le capitalisme créa ainsi est plus qu'un triomphe de la concurrence, une conquête des marchés, une lutte pour le profit — c'est une œuvre qui servira aux générations futures, un pont jeté vers l'avenir.

Qu'il est fier et orgueilleux, le vainqueur, au sommet de son époque ! Il a pensé à tout, tout calculé, tout pesé. Il a tout étudié, compté, expérimenté. Il a tout osé, tout risqué, il a ouvert toutes les sources de la richesse du travail. Son triomphe semble absolu.

Il n'a oublié qu'une chose : c'est que, dans la logique et dans la réalité de son système, il n'existe pas de consommateur pour absorber cette richesse. Il n'existe pas un acheteur solvable, ayant les moyens d'acheter ces montagnes de marchandises et de biens. Où ira donc le superflu ?

Pas de réponse. Situation sans issue. Le succès se transforme en échec. La bénédiction devient malédiction.

Un roi Midas à rebours, dont l'attouchement transforme implacablement l'or en poussière.

CHAPITRE II

Chômage et baisse des salaires

Les machines coûtent. Il faut payer le renouvellement technique des entreprises. La rationalisation grandiose de la production, c'est l'investissement grandiose des capitaux. A elle toute seule, l'économie allemande employa, entre 1924 et 1928, environ 30 milliards de marks en nouveaux investissements, pour le remplacement d'installations et l'accumulation de matériel.

Toute activité capitaliste : la production de marchandises, commerce, affaire bancaire ou spéculation de Bourse, commence par un investissement de capital. Si le capitaliste veut produire des marchandises, il lui faut tout d'abord des matières premières, des fabriques, des machines, des outils. Ce sont les prémisses de la production, des installations qui absorbent une partie de son capital. Ce capital ne rapporte encore rien par lui-même. Sa valeur ne varie pas, il est constant. Marx le nomme le « capital constant ». De nos jours, on dit plus couramment les « frais fixes ». Ils comprennent aussi les dépenses d'administration, d'organisation de la vente, de loyer, les impôts, les amortissements, etc.,

tous frais plus ou moins indépendants de la marche des affaires et qui grèvent continuellement l'entreprise.

Si la production des marchandises doit aller son train, il faut encore ajouter, aux machines et aux matières premières, la force de travail humain. Elle exige un nouvel investissement de capital. Car on ne peut se procurer la force de travail que contre salaire. La force de travail a la propriété, en transformant les matières premières en marchandises, d'en changer la valeur. Elle ajoute à la valeur déjà existante une valeur nouvelle. Le capital investi en salaires se révèle donc changeant, variable. C'est pourquoi Marx l'a nommé le « capital variable ».

Si nous considérons la marchandise du point de vue de sa valeur, nous y trouvons incorporées une part du capital constant, une part de la valeur du capital variable, et enfin une part de la valeur ajoutée par le travail de l'ouvrier. L'investissement total du capital s'est augmenté de cette dernière valeur. Elle s'appelle la « plus-value ».

La production capitaliste, c'est la mise en valeur du capital investi. Ainsi, la plus-value forme la base de toute l'économie capitaliste. La notion de la plus-value est le point central du système. Il est, pour cette raison, important d'observer la manière dont elle se forme.

Au cours du processus productif, le travailleur dépense sa force de travail. A un certain point de ce processus, son travail est l'équivalent de son salaire. Il pourrait à ce moment, s'il comprenait clairement tout le processus et s'il pouvait calculer les valeurs, s'arrêter de travailler. Car il serait quitte avec l'entre-

preneur. Mais l'entrepreneur veut avoir une plus-value, car le capital investi dans la force de travail doit être « mis en valeur ». En fait, la force du travail humain possède ce don merveilleux de produire plus de valeur qu'elle n'en a elle-même. Ainsi, l'entrepreneur oblige l'ouvrier à travailler plus longtemps. Plus la journée de travail est longue, plus est grande la part du travail supplémentaire, plus est élevé le taux de la plus-value.

Mais la journée de travail a une limite naturelle. C'est pourquoi, le capitaliste cherche à abréger la partie de la journée de travail nécessaire à récupérer le salaire. Il y réussit grâce à une technique meilleure, à une organisation plus rationnelle du processus de travail, et à sa plus grande intensité. Plus la technique du travail est parfaite, plus est court le temps de travail nécessaire, plus est long le temps de travail supplémentaire, et plus le taux de la plus-value est élevé.

Chaque machine nouvelle exige une augmentation du capital investi. Mais chaque machine nouvelle rend superflu l'emploi de forces humaines nouvelles. Une machine à tisser remplace 100 tisserands ; un moteur travaille avec la force de milliers d'hommes. Si la part du capital constant grandit, la part du capital variable diminue. Chaque perfectionnement de l'outillage technique libère donc des forces de travail.

La rationalisation, en tant que méthode systématique d'amélioration des entreprises, pouvait prendre trois chemins pour atteindre son but. Elle pouvait diminuer les frais de production tout en maintenant la masse de la production ; elle pouvait, sans augmenter les frais de production, faire produire davantage ; elle pouvait enfin augmenter les frais de pro-

duction et la production elle-même, mais dans des proportions différentes. La rationalisation technique en Allemagne revenait surtout à machiniser toujours davantage les exploitations et à augmenter leur capacité de rendement. Il fallait, pour cette fin, investir d'immenses capitaux. Plus la part de ces capitaux augmentait et plus la part du capital variable s'affaiblissait. En pratique, cela signifiait que plus la part du rendement dans le processus productif incombait à la machine, plus devenait grand le nombre de mains humaines dont on pouvait se passer. La conséquence inévitable de la rationalisation fut l'accroissement du chômage.

Le capitalisme, depuis qu'il a dépassé son stade primitif, n'a jamais été en mesure d'employer toutes les forces de travail existantes ; non seulement les forces de travail artisanales et agricoles n'étaient pas de son ressort, mais, en outre, il ne pouvait pas occuper suffisamment les forces de travail industrielles qui s'offraient à lui. Il n'avait d'ailleurs aucun intérêt à les employer toutes. Car une offre de forces de travail exerce une pression sur les salaires, et le capitaliste préfère payer des salaires bas que des salaires élevés, car des salaires bas sont récupérés plus rapidement. La plus-value en profite, elle s'en accroît automatiquement. On appelle l'offre constante d'hommes prêts à travailler, sur le marché du travail, « l'armée industrielle de réserve ». L'existence de cette armée de réserve renforce la domination économique du capital sur l'ouvrier. Elle lui permet d'imposer son salaire à l'ouvrier, obligé de vendre sa force de travail s'il ne veut pas mourir de faim. Si l'armée industrielle de réserve est forte, l'offre est forte aussi et

elle fait baisser considérablement le prix de la marchandise force de travail : les salaires sont bas. Et inversement, si l'armée de réserve est faible et si la demande des forces de travail augmente, les salaires montent. L'armée de réserve joue le rôle d'un régulateur des salaires, tantôt à l'avantage du capital, si elle est forte, tantôt à l'avantage de l'ouvrier, si elle est faible. Et qui plus est, le fait même que l'ouvrier produit de la plus-value et accepte le système capitaliste du salaire, et qu'il considère comme une fatalité allant de soi sa condamnation à être exploité, s'explique essentiellement par l'existence de l'armée de réserve. Ainsi, un surplus constant de forces de travail est la condition préliminaire de l'existence même de la production capitaliste.

L'histoire de l'évolution du capitalisme montre comment avec l'accroissement de la composition organique du capital, c'est-à-dire, avec l'augmentation du capital constant, l'armée industrielle de réserve s'accroît régulièrement. Par unité de capital, même si le nombre absolu d'ouvriers occupés augmente, on emploie relativement toujours moins d'ouvriers. Les entreprises nouvelles ne suffisent pas à absorber le surplus des forces ouvrières. Un nombre sans cesse croissant d'hommes déracinés par le capitalisme affluent de la campagne à la ville et dans les régions industrielles. Des membres de la classe moyenne se prolétarisent et sont noyés dans l'armée des chercheurs de travail. « Plus la richesse sociale, le capital en fonction, l'ampleur et l'énergie de sa croissance sont considérables, donc aussi la grandeur absolue du prolétariat et la force productive de son travail, dit Marx, plus grande aussi est l'armée de réserve. La

force de travail disponible se développe sous l'action des mêmes causes que la force d'expansion du capital. L'importance relative de l'armée industrielle de réserve augmente donc en proportion des puissances de la richesse. Mais plus cette armée de réserve est importante par rapport à l'armée ouvrière active, plus est grande la surpopulation dont la misère est en raison inverse des peines causées par le travail. Enfin, plus les couches misérables de la classe ouvrière et de l'armée industrielle de réserve sont importantes, plus le paupérisme officiel est grand. C'est la loi absolue et générale de l'accumulation capitaliste. »

Avant la guerre, il y avait en Allemagne, aux époques de bonne conjoncture, environ 100 à 150.000 chômeurs et, aux époques de crise, de 5 à 600.000. Dès que l'armée de réserve dépassait un certain effectif, plusieurs soupapes s'ouvraient automatiquement. Une partie des forces de travail sans emploi émigrait outre-Atlantique, séduite par la possibilité de gagner son pain et par les salaires. Une autre partie était absorbée par l'expansion capitaliste, dans des régions agraires ou coloniales capitalisées et rendues accessibles comme débouchés, comme marchés de matières premières et comme possibilités d'investissement. Une troisième partie se maintenait en vie, grâce aux institutions créées par la politique et les réformes sociales. Au début, les crises économiques avaient un caractère explosif. De grands krachs de banques, des chutes de cours, des paniques à la Bourse et des faillites en masse les inauguraient. Mais depuis le début de ce siècle-ci, elles ont plutôt le caractère de lentes dépressions qui traînent pendant longtemps. Ainsi le chômage relativement grand devint perma-

nent, impossible à supprimer, non seulement parce que la société n'avait pas intérêt à résoudre ce problème d'une manière définitive, mais aussi et surtout, parce qu'il n'y a pas de solution possible à ce problème dans les cadres du capitalisme.

Après la guerre mondiale, l'économie de la paix eut de nouveau à sa disposition une grande armée de réserve. L'offre de travail, très forte, ne baissa que lentement. Mais avec l'inflation elle reprit. La misère des couches moyennes prolétarisées poussa des centaines de mille hommes sur le marché du travail. En novembre 1923, il y eut bien de 4 à 5 millions de chômeurs en Allemagne. Après la stabilisation, la conjoncture s'améliora de nouveau ; le besoin de forces de travail s'accrut. Déjà, en juin 1924, le nombre de chômeurs ne s'élevait plus qu'à 400.000 ; vers le milieu de 1925, il tomba à 200.000 qui recevaient des secours. Il faut y ajouter encore 260.000 qui avaient droit à une allocation à titre supplémentaire.

Dans l'intervalle, la campagne pour la rationalisation commença. L'économie tenta de rattraper son retard technique. Des forces ouvrières, toujours plus nombreuses, furent remplacées et libérées par les machines. Or, comme en même temps l'industrie des moyens de production, par suite de la rationalisation, eut beaucoup de commandes, les chômeurs trouvèrent à s'employer. Mais, avec le temps, la proportion ne fut plus la même. Les renvois prédominèrent, l'embauchage diminua. L'effectif de l'armée de réserve remonta. Depuis ce temps-là, le rythme et l'étendue de la rationalisation ont eu une répercussion visible sur les chiffres de la statistique du chômage. La courbe du chômage se traduisit aussi par la régres-

sion du débit. Car chômer signifie ne pas trouver à gagner sa vie, d'où diminution de la capacité d'achat, impossibilité de consommer.

Une partie des usines, pressentant le désastre, appliquèrent les moyens éprouvés qu'on employait autrefois pour lutter contre les crises. Elles travaillèrent pour constituer des stocks. Elles améliorèrent l'organisation de la vente, se mirent en grands frais de publicité, éliminèrent les intermédiaires. Par ces moyens, elles dissimulèrent pour un certain temps la baisse de la conjoncture. Les changements de saisons apportaient aussi des soulagements sur le marché du travail. Le travail saisonnier avait pour effet de faire baisser provisoirement le flux. Dans les syndicats, on ne voyait que l'essor technique, sans chercher les conséquences économiques, et on se gargarisait d'un optimisme naïf et superficiel. Un état-major de « compétences » élabora une théorie de la démocratie économique, qui trouva son expression la plus forte dans la déclaration suivante : « La classe ouvrière non seulement conquiert un droit de participation à la formation de l'économie, mais, en outre, il naît intérieurement un sentiment joyeux de coresponsabilité, la volonté d'arriver, par une réorganisation consciente et méthodique, à réaliser une productivité toujours plus grande pour le bien de la communauté. » C'est ainsi que l'on déclamait et qu'on se payait d'illusions, tandis que l'économie capitaliste approchait lentement du bord de l'abîme.

La rationalisation fut terminée. Toutes les roues tournaient ; toutes les machines bourdonnaient ; toutes les chaînes glissaient et remplissaient leurs admirateurs d'enthousiasme. La production fêtait

des triomphes. Un déluge de marchandises inondait les marchés.

Alors il fut manifeste, à l'étonnement et à la terreur des triomphateurs, qu'on avait trop tendu la force de rendement de l'industrie, et que la rationalisation était allée trop loin pour la capacité d'absorption du marché. La surabondance des marchandises se heurta à l'impossibilité de l'écoulement. Car la question de l'écoulement est une question de capacité d'achat. Mais l'armée de chômeurs qui peuple les rues et les marchés n'a pas de capacité d'achat, n'a pas d'argent pour acheter des marchandises. Les renvois d'ouvriers, les réductions de personnel, les diminutions de salaires, les économies réalisées sur la force de travail, aux dépens desquels s'était faite la rationalisation, se tournaient maintenant contre elle. Un gouffre profond se creusa entre la production et la consommation. C'était la crise.

On ne croyait plus au fantôme de la crise. Des économistes célèbres avaient démontré dans des traités savants que le temps des crises était passé. Des chefs éminents avaient assuré aux ouvriers que le temps était enfin venu où il fallait réviser la théorie des crises de Marx. Et voici que soudain la morte ressuscitait. Ce fut la panique. La demande sur les marchés baissa par bonds. Les chômeurs avec leur budget insignifiant ne pouvaient se procurer que le plus indispensable ; même les couches qui travaillaient encore évitèrent elles aussi d'acheter. L'inflation, la guerre, la révolution surgirent dans toutes les mémoires. « Garder l'argent en prévision de temps encore pires ! » tel fut le mot d'ordre. Ou bien : « Mettre l'argent en sûreté ! Le placer à l'étranger ! » Le marché se rétrécit.

Le chiffre d'affaires diminua. Et les montagnes de marchandises s'élevaient de plus en plus. L'offre augmentait. La richesse en biens s'enflait; mais pas d'argent, pas de vente, pas d'affaires, donc pas de profit pour le capital. Tous les châteaux en Espagne des enthousiastes de la rationalisation, qui avaient cru à une nouvelle conquête du monde, s'effondrèrent.

A partir de cet instant, s'alignent les colonnes sinistres du nombre des chômeurs, telles que les fournit la statistique :

Décembre	1924.....	717.000
—	1925.....	1.712.000
—	1926.....	2.127.000
—	1927.....	1.714.000
—	1928.....	2.265.000
—	1929.....	2.851.000
—	1930.....	4.383.000
Janvier	1931.....	4.887.000
Février	—	4.972.000
Mars	—	4.744.000
Avril	—	4.358.000
Mai	—	4.053.000
Juin	—	3.959.000
Juillet	—	3.936.000
Août	—	4.215.000
Septembre	—	4.355.000

Comme d'habitude, l'été apporta un certain soulagement. Mais la situation d'ensemble ne s'améliora guère. Tout d'abord, on cessa complètement de construire, ce qui causa de véritables ravages sur le mar-

ché du travail. On doit à cela un cinquième environ du chômage. Avec les froids, la situation empirera encore. Le fardeau de la dépression sera plus lourd. Et la courbe du chômage descendra encore plus bas.

Il est remarquable que le chômage actuel frappe un nombre d'employés plus grand que les crises précédentes. Nombre de chômeurs :

	Ouvriers	Employés
1895	56,8 %	43,2 %
1907	55,1 %	44,9 %
1925	45,1 %	54,9 %

Il faut donc corriger le tableau social du chômage tel qu'on se le représente habituellement. Les images traditionnelles des manifestations des chômeurs font surgir dans l'esprit de sombres masses en haillons, affamées et transies, des hommes aux gros poings, des femmes aux cheveux défaits et aux mains calleuses, des garçons aux joues creuses et des jeunes ouvrières tuberculeuses. La réalité d'aujourd'hui est différente. En route vers l'office pour y faire timbrer leur carte, on voit marcher côte à côte le prolétaire industriel, le commerçant, l'employé de banque, le technicien, le dessinateur, le chimiste, l'acteur, le libraire, le journaliste. Et à côté de l'ouvrière d'usine, se pressent dans l'office du travail, aux endroits où les grands journaux font coller leurs annonces, dans les bureaux où on engage les figurantes et les mannequins, la sténo-dactylo, la directrice, la danseuse, la secrétaire privée, l'actrice, l'artiste et l'étudiante. D'importantes fractions de la classe moyenne, qui autrefois vivaient à l'aise, sont entraînées dans le tourbillon du

chômage. Le manque de postes, de possibilités de travailler se fait sentir jusque dans les rangs de la grande bourgeoisie.

Pour la jeunesse en voie de maturité, la situation est tout à fait angoissante. Un million de jeunes gens au-dessous de dix-huit ans sont sans emploi. Beaucoup d'entre eux viennent seulement de terminer leurs études ou leur apprentissage. Ils étaient heureux, riches de l'espoir de mettre leurs jeunes forces, leurs projets audacieux et leur joie de créer, à la disposition d'une vie de travail utile et pleine de succès. Mais voici que la baisse de la conjoncture leur ferme la porte au nez. On leur dénie le droit naturel au travail. Une existence désolée les attend. Les portes des usines et des bureaux sont fermées. Les meilleures forces physiques et intellectuelles restent en friche. Le prolétariat universitaire n'a pas d'accès aux emplois et aux postes, aux chaires et aux laboratoires. La carrière des jeunes poètes, savants, ou artistes se termine dans le néant. Neuf dixièmes des hommes ne peuvent plus rien dépenser aujourd'hui pour leurs besoins culturels. Le monde n'a plus un morceau de pain pour le génie. La quatrième « ordonnance de détresse » refuse déjà aux chômeurs au-dessous de vingt et un ans, l'aumône de l'allocation. La jeunesse restera exclue de la joie d'une vie justifiée par le travail. Elle sera condamnée à l'oisiveté, à une existence mutilée et végétative, sans élan. Ainsi, la fleur de l'humanité se flétrit avant de s'épanouir, ainsi elle meurt avant d'avoir fait œuvre de vie.

La première conséquence économique du chômage est la diminution énorme des revenus ouvriers. Les pertes se chiffrent par plusieurs milliards de marks.

Environ 30 à 40% des pertes brutes sont compensées par les secours, et pourtant ces secours ne suffisent pas à couvrir les dépenses les plus indispensables, celles du logement et de la nourriture. D'après les indications fournies par les comptes d'ouvriers et d'employés, environ 55 % des revenus passent dans ces dépenses. Donc, la base même de la vie doit être rétrécie. Pour toute autre dépense il n'y a pas de fonds disponibles. Il ne faut donc pas s'étonner que la consommation diminue formidablement et que la baisse des revenus déprime de plus en plus le marché. D'après une statistique qui vaut jusqu'au premier semestre 1930, voici un tableau de la diminution des revenus (en millions de marks) :

	Pertes brutes	Secours	Pertes nettes
1928	2.680	1.020	1.660
1929	3.820	1.443	2.377
1930	3.050	1.200	1.850

On ne se trompera pas en évaluant à 6 milliards de marks les pertes des revenus pour 1930.

En même temps que le chômage, croissent aussi les sommes attribuées comme secours. Ces sommes, pour 1931, ne sont pas inférieures à 5 ou 6 milliards de marks. Ce sont les fonds publics qui doivent les fournir. Conséquences : impôts de plus en plus lourds, restriction des dépenses publiques, diminution de toutes les dépenses pour le logement, l'hygiène, la protection de l'enfance, les écoles, bref, toutes les fins culturelles. On économise où l'on peut. On licencie le personnel qui n'est pas absolument indispensable. On évite de créer des emplois nouveaux. On apporte

des restrictions de plus en plus grandes aux exigences culturelles. On vit comme pendant le blocus. Mais cette restriction générale de la consommation entraîne une nouvelle diminution du pouvoir d'achat, un nouveau recul de la demande, un nouveau rétrécissement du débit. Et chaînon après chaînon y passent : nouvelle diminution de la production, nouveaux renvois d'ouvriers, nouvel accroissement du chômage. Un cercle vicieux. Chaque mesure adoptée pour soulager la misère des chômeurs entraîne directement ou indirectement un redoublement du chômage. Pour boucher un trou, il faut creuser de nouveaux trous plus larges et plus profonds que les précédents. Ainsi, la fermeture des entreprises est suivie par la fermeture des organisations publiques ; la ruine de l'économie, par la ruine des finances d'État ; la catastrophe économique, par la banqueroute politique. Un cercle vicieux.

Ce qui jusqu'ici n'était qu'une opinion de parti, passe de plus en plus pour une vérité universellement acceptée, notamment, que dans les cadres du régime économique actuel on ne peut pas concevoir la fin du chômage. En effet, la production capitaliste est de par sa nature pour ainsi dire une production d'offre et de superflu. La concurrence, le désir de profit et l'accumulation la maintiennent dans l'orbite de leurs lois. La reproduction du capital et la réalisation de la plus-value exigent un marché dont on ne peut mesurer rationnellement les besoins. La capacité d'achat est la grandeur irréelle qui sépare toujours le producteur et le consommateur. Et le producteur découvre toujours trop tard que, collaborateur isolé dans la production anarchique globale, il a produit

beaucoup trop. Dans un monde économique où la crise est au fond permanente, les manifestations aiguës de la crise ne se laissent pas supprimer. Les supprimer serait supprimer le système tout entier. C'est une vérité cruelle pour les capitalistes. C'est pour quoi les dirigeants du système se gardent bien de l'exprimer. Peut-être même se gardent-ils de se l'avouer à eux-mêmes.

Le gouvernement du Reich préféra, au lieu de reconnaître cette vérité, gagner du temps. A la fin du mois de janvier 1931, il annonça publiquement qu'il avait constitué une Commission chargée « d'étudier les nombreuses propositions pour résoudre les problèmes nés du chômage, d'envisager les mesures à prendre pour lutter contre le chômage et ses conséquences et de donner son opinion au gouvernement ». La Commission composée de 10 membres (le comité « Braun ») siégea pendant quelques mois et le 27 mars donna sa première, et le 29 avril sa seconde expertise. Que trouva-t-elle à proposer ? Des mesures mesquines contre le cumul d'emplois, la diminution schématique du temps du travail, bien entendu sans compensation de salaire, et quelques autres mesures sans valeur, dérisoires, qui ne touchent aucunement au cœur du problème. L'eau bénite de cour habituelle. D'ailleurs, quelle mesure pourrait-on proposer sérieusement pour remédier au chômage ? L'émigration, disent les uns. Mais où émigrer, quand le monde entier, en proie à la crise, se défend contre ceux qui cherchent du travail ? L'exportation du capital, pour mettre en valeur de nouveaux domaines coloniaux, la politique coloniale, disent les autres. Ils oublient d'indiquer où l'Allemagne doit prendre ce capital et ces colonies.

La diminution du temps de travail avec compensation des salaires, proposent d'autres encore. Cette mesure, en effet, amènerait une certaine diminution du chômage. Mais qui a le pouvoir de forcer le capitalisme à renoncer aux profits ? Le gouvernement, qui ne représente que les gérants politiques des intérêts du capital ? Ou la législation qui est entre les mains du grand capital ? Enfin, les derniers recommandent la dérationalisation. On l'a déjà réalisée dans certains cas particuliers. Les fabriques de chaussures ont supprimé la chaîne. Dans d'autres entreprises, on est revenu au travail à la main et on a abandonné la machine. Mais le capital dépensé pour l'installation est perdu. Comme il faut le récupérer, les frais de production augmentent. Et les entreprises, après s'être elles-mêmes mises dans l'impossibilité de faire de la concurrence, restent bientôt sur le pavé. On paie de sa propre ruine la destruction des machines, qui est une action rétrograde. Il n'existe donc aucun remède au chômage. On ne peut y apporter que des soulagements, des palliatifs. Mais, dans le stade actuel du chômage, ils ne peuvent plus rien changer.

Il ne faut pas perdre de vue ce fait que l'enchevêtrement mondial de l'économie a entraîné une crise mondiale et un chômage international. L'Allemagne n'est pas le seul pays où des milliers d'hommes ont perdu leur place dans le processus productif. Ce serait une erreur, ou un fait de démagogie que d'affirmer que « l'esclavage des dettes », le fardeau des réparations, le traité de Versailles et le plan Young, seraient responsables de l'effondrement économique et de l'étendue du chômage. Cette accusation est réduite à néant par ce fait que d'autres pays aussi — qui n'ont

pas conclu de paix avilissante, qui n'ont ni plan Young, ni traité de Versailles, ni réparations — souffrent d'un chômage d'une ampleur jusqu'ici inconnue. Bien plus, des pays qui sont sortis vainqueurs de la guerre, et vers lesquels afflue le flot d'or des réparations, ne sont pas moins frappés par la catastrophe du chômage. On n'exagère pas si l'on admet qu'en avril 1931, il y avait dans le monde entier une armée de chômeurs de 25 à 30 millions d'hommes.

Ce chiffre nous bouleverse jusqu'au fond de l'âme, non seulement par l'immensité de la misère qu'il exprime, non seulement à cause des pertes immenses en valeurs matérielles qu'il représente, mais à cause de la barbarie inouïe qu'il révèle au monde.

C'était la mission historique du capitalisme d'élever le niveau de la production ; il devait être l'école d'un processus de travail plus différencié et à rendement plus grand. Il devait donner à la civilisation humaine une plus grande richesse en biens. Pendant des siècles et des décades, le capitalisme a accompli cette tâche. Il a appris aux hommes à travailler, il a perfectionné la technique du travail, il a augmenté son rendement à l'infini. Mais le système de distribution qui lui est propre l'a empêché de faire bénéficier tout le monde de ses conquêtes ; il ne lui fut pas donné de surmonter cet obstacle. Ce sera la tâche des régimes économiques de l'avenir. C'est pourquoi, même si à un individu l'école du capitalisme apparaît dure et cruelle, même si le travail est pour lui une malédiction, du point de vue de l'évolution, l'épanouissement du travail humain, tel qu'il fut réalisé par le capitalisme, est une œuvre très grande. Et pourtant, à l'apogée de son

triomphe, le capitalisme faillit à sa mission. Il a échoué soudain en tant qu'éducateur de l'humanité. Il condamne des millions d'hommes à un chômage barbare, il les arrache au processus vivant de l'existence économique, les transforme malgré eux en parasites de la société. Il les rend ennemis du travail, auquel ils deviennent étrangers. Il les prive des fruits d'une longue et profonde éducation par le travail, d'une riche civilisation basée sur le travail. Il les dépouille de leur dignité humaine. Par un retour dialectique de ces effets sinistres, il ébranle en même temps l'édifice culturel qu'il a élevé et qu'il représente et, par là, il ébranle sa propre existence. Un capitalisme qui sabote le travail, qui détruit la civilisation basée sur le travail, qui empêche des hommes de travailler, que dis-je ? qui les déshabitue du travail et qui les en dégoûte, n'a plus le droit d'exister. Son mandat historique est terminé.

Même envers ceux qui fournissent encore du travail, le capitalisme faillit à l'accomplissement de sa tâche. Il baisse tant leurs salaires qu'ils ne sont plus en mesure de mener une existence digne d'hommes. Certes, jamais le capitalisme n'a eu pour principe ou pour loi de payer à l'ouvrier la valeur totale de son travail. Elle était toujours diminuée de la plus-value usurpée par le capitaliste. Mais l'ouvrier pouvait vivre de son salaire. Il pouvait même jouir, dans une faible mesure, des conquêtes de la civilisation. Mais avec l'essor de la technique et les succès de la rationalisation, la part du salaire est de plus en plus petite, soit à cause de la réduction des heures de travail, soit à cause de la baisse des salaires. Le tableau des succès de la rationalisation n'est complet que si nous tenons

compte, à côté du chômage, de ces deux formes dissimulées de privation de travail.

Nous savons que le capitaliste, d'après les frais de production de sa marchandise, s'attribue un certain taux de profit. Ces frais de production comprennent naturellement les frais fixes. Leur part a beaucoup augmenté du fait de la rationalisation. En évaluant les possibilités de débit, le calcul envisage un marché normal. Dans le prix de chaque marchandise, les frais fixes ne comptent que pour une très petite part. Cette petite part est de plus en plus faible, à mesure qu'augmente la masse de marchandises produites sur lesquelles la totalité des frais fixes se répartit. Mais, si la production diminue, la part des frais fixes augmente. La crise, à cause du chômage, a eu pour effet une régression du débit et, par là, de la production. Immédiatement la part des frais fixes pour chaque marchandise a augmenté. Si le capitaliste veut maintenir le taux de son profit, il doit, quand le débit diminue, augmenter les prix. Mais il ne le peut pas. Selon la loi de l'offre et de la demande, il doit, pour se débarrasser de sa marchandise, quand la demande baisse, baisser aussi ses prix. S'il ne veut pas supporter lui-même les frais de cette baisse, il doit les mettre au compte d'un autre. Cet autre est l'ouvrier dont il diminue le salaire.

A des époques normales, l'ouvrier opposerait une résistance à cette baisse. Mais le chômage le prive de ses armes. Quand des centaines de milliers d'hommes se tiennent aux portes des usines et convoitent d'y entrer à tout prix, pour travailler, il devient ridicule de vouloir obtenir du capitaliste des concessions au moyen de grèves, de réclamations ou autres procédés

de lutte à la disposition des ouvriers. Aux époques de crises, les salaires subissent la pression immense de l'armée de réserve. Plus celle-ci est forte, et plus le capitaliste a les mains libres pour baisser les salaires. La loi générale des salaires est : hausse quand la conjoncture est bonne ; baisse pendant la crise ; lente diminution du salaire moyen réel dans les intervalles des crises.

Tant que son évolution poursuivait sa marche ascendante, donc avant la guerre, le capitalisme sut, par la conquête des marchés extérieurs, de nouvelles régions d'expansion, par la politique coloniale, par l'exportation des capitaux, réparer les dommages causés par les crises et, par conséquent, les salaires remontaient après chaque crise.

Mais après la guerre, quand le capitalisme déclina, sous l'effet du fardeau des réparations, du manque de capitaux, de l'endettement, de la perte des colonies, de la concurrence plus âpre sur le marché mondial et de la crise générale, les salaires réels des ouvriers se trouvèrent engagés sur une pente, sans espoir de la remonter un jour.

Le début de la crise aiguë, en juin 1929, marqua le commencement de la diminution systématique des salaires. Tout d'abord, on supprima les suppléments en dehors des tarifs. Puis, on diminua les salaires tarifés. Les syndicats essayèrent de s'y opposer. On en vint aux conflits à propos des tarifs et aux dénonciations de contrats. A Berlin, les métallurgistes poussèrent à faire grève. Ailleurs aussi, des conflits éclatèrent. Mais l'institution fameuse de l'arbitrage favorisa toujours le capital. L'étude de la politique des contrats de salaires durant le premier semestre 1930

fournit à cet égard des données intéressantes. Dans ce premier semestre, 61 % des contrats ne furent pas dénoncés, 39 % furent dénoncés. Les entrepreneurs les dénoncèrent dans 37,4 % des cas ; les ouvriers, dans 36,9 % des cas ; les deux parties, dans 25,6 % des cas.

Au cours du second trimestre, quand la crise devint plus aiguë, l'équilibre se rompit. Les dénonciations de contrats furent plus nombreuses et vinrent surtout des entrepreneurs. 43,8 % seulement des contrats furent maintenus ; 56,2 % furent dénoncés dont 94,3 % par les entrepreneurs, 3,4 % par les ouvriers et 2,2 % par les deux parties.

Les dénonciations de contrats frappèrent 6.773.677 ouvriers. Les syndicats furent obligés de céder. La baisse des salaires eut la voie libre.

Les indices suivants des salaires montrent avec quelle rapidité les salaires baissèrent sous la pression des dénonciations de contrats et de la crise toujours plus aiguë :

	1929	1930
Juillet	100	85
Août	100	83
Septembre	99	81
Octobre	98	79
Novembre	96	78
Décembre	91	75

Depuis, les salaires ont encore baissé. Au premier semestre 1931, la baisse a été de 15 %, par rapport à la même période de l'année précédente, si l'on tient compte de la réduction des heures de travail et du chômage. En tenant compte non seulement des tarifs,

mais aussi des suppléments aux tarifs, le recul est de plus de 20 %. La statistique officielle des salaires elle-même indique pour ce trimestre une baisse de 400 millions de marks. Pour toute l'année, cela ferait une diminution de salaires de 1,6 milliards de marks. Pour les entrepreneurs, c'est une économie de 1,6 milliards sur les salaires, égale au montant d'une annuité des réparations.

Vers la fin du premier semestre, une quatrième ordonnance Brüning décréta une diminution générale des salaires de 6 à 8 % qui frappait les employés, fonctionnaires et ouvriers des entreprises d'État, de communes et de « pays ». En même temps, cette ordonnance préconisait une nouvelle diminution de salaires par l'introduction, sans compensation, de la semaine de 40 heures, dans certaines entreprises. Si cette mesure entre en vigueur, de larges couches d'ouvriers et d'employés seront durement frappées. Car il s'agit d'une baisse de 12 à 15 %. Les syndicats — comme d'habitude — sont impuissants à résister à cette nouvelle saignée. Le but de la baisse des salaires est la « liberté des salaires » désirée par les entrepreneurs et qui livrera complètement les travailleurs entre leurs mains, comme si le mouvement syndical, les luttes ouvrières, les tarifs et le haut niveau des salaires n'avaient jamais existé. Avant d'arriver au terme de cette évolution, le prolétariat subira coup sur coup : la suppression du remboursement de l'impôt sur les salaires, la diminution des pensions versées aux invalides et aux mutilés de guerre, l'abolition définitive de l'allocation aux chômeurs, l'abolition de toute politique sociale.

Dès le premier trimestre 1931, la capacité d'achat

de la masse des ouvriers et des employés, sous l'influence du chômage, du travail partiel et de la baisse des salaires, diminua de 1,5 milliards de marks. C'est-à-dire qu'un cinquième de la capacité d'achat totale disparut. Depuis, la diminution de la capacité d'achat a encore fait de grands progrès. Le pillage des salaires, les diminutions des traitements, les impôts de plus en plus lourds, la suppression de la politique sociale ne peuvent naturellement pas avoir d'autre effet que celui de ruiner méthodiquement le débit. Ce qui nous attend donc, c'est un nouveau rétrécissement du marché, une nouvelle compression des besoins en marchandises, une nouvelle restriction de la consommation, une nouvelle limitation de la production. Et le cercle recommencera : nouveaux licenciements d'ouvriers, nouvelle diminution d'heures de travail, nouvelle baisse des salaires, nouvelle augmentation de l'armée des sans-travail, des sans-pain, des sans-existence. Par conséquent, nouvel accroissement du désespoir, de l'accablement.

Un cercle sans fin. Une terreur sans fin !

CHAPITRE III

Crise économique

Deux constatations économiques indépendantes l'une de l'autre s'imposent : la première, que la rationalisation entraîne une augmentation énorme de la productivité du travail. Elle a pour effet d'inonder les marchés et d'accroître l'offre ; la seconde, que la rationalisation entraîne le renvoi en masse des forces de travail et la baisse générale des salaires. Elle a pour effet l'affaiblissement du pouvoir d'achat et la diminution du débit. Ces deux séries de faits expriment deux tendances différentes. La contradiction éclate. L'équilibre de la production et de la consommation est troublé ; il naît un désaccord, une divergence. Aux points d'intersection de ces deux lignes naît, dans la vie économique, ce trouble que nous appelons la crise.

La naissance de la crise prouve que le capitalisme a failli dans l'accomplissement d'une tâche d'importance primordiale. Et sa carence s'est manifestée dans l'écoulement des marchandises plutôt que dans leur production. Car il appartient au capitalisme de résoudre les deux problèmes, celui de la production et celui de l'écoulement. La masse de marchandises qu'il a créée,

qui incarne le capital investi constant et variable ainsi que la plus-value, doit être vendue. C'est seulement en vendant ses marchandises que le fabricant rentre en possession de son capital et réalise la plus-value. Il a besoin du capital pour pouvoir sans cesse recommencer le processus de la production. La plus-value, c'est son revenu. S'il ne vend pas la marchandise, s'il ne s'en débarrasse qu'en partie ou s'il la vend au-dessous du prix de revient, le processus est enrayé. Le mouvement circulaire est interrompu. Le capital avancé pour la production ne revient pas dans la poche de l'entrepreneur. Celui-ci ne peut pas continuer à produire et ne réalise aucun profit. C'est pourquoi tout producteur s'intéresse énormément au débit. Il lutte avec la concurrence, pour la possession du marché. Il n'a qu'un seul désir : apporter à l'homme la marchandise produite par lui, car c'est seulement grâce au prix qu'il reçoit en échange d'elle que son capital se reproduit et que la plus-value se réalise. C'est seulement quand on encaisse le prix de vente que cela vaut la peine d'être capitaliste.

La situation du marché, c'est-à-dire la possibilité de vendre, varie avec le temps et l'endroit. Elle dépend de la capacité de production et de consommation à un moment donné, du rapport des différentes branches industrielles, des conditions générales de l'échange et du degré de l'accumulation du capital. Il est vrai que, dans le mécanisme compliqué de l'économie, on ne produit que pour le profit, mais le profit ne peut exister sous la forme d'espèces sonnantes que si la marchandise est consommée. Si on vend toute la production, l'affaire rapporte au maximum et la conjoncture est considérée comme bonne, mais si une

grande quantité de marchandises reste pour compte, le capitalisme subit des pertes. Il parle de dépression économique ou bien — quand celle-ci s'étend à toute la vie économique — de crise. La connaissance de ces choses constitue l'A B C de l'économie capitaliste.

Il est évident que dans les périodes de production intense, on fabrique beaucoup trop. Ce surplus de marchandises exerce alors une pression sur le marché. C'est là le point de vue du capitaliste. Du point de vue du consommateur, au contraire, il n'y a jamais trop de marchandises. « On ne produit jamais trop de denrées alimentaires par rapport à la population existante ; bien au contraire, on n'en produit pas assez pour satisfaire la masse de la population d'une manière humaine et convenable. On ne crée pas assez de moyens de production pour occuper toute la population capable de travailler, au contraire. Mais, périodiquement, on crée trop de moyens de production et d'articles de première nécessité dont le rôle est de permettre l'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser, dans les conditions de distribution et de consommation en vigueur dans le régime capitaliste, la valeur qu'elles représentent (dans laquelle entre la plus-value) et pour pouvoir les métamorphoser de nouveau en capital. On ne produit pas trop de richesse, mais, périodiquement, on produit trop de richesses dans ses formes capitalistes et contradictoires. » Certes, la population qui doit acheter croît. Mais le rendement de la production croît encore plus rapidement. Et, comme la production, en augmentant, élimine un nombre toujours plus grand d'hommes, rend inutiles un nombre toujours plus grand de mains, elle engendre,

en abaissant la capacité d'achat, des difficultés toujours plus grandes pour l'écoulement des marchandises. Alors que la base productive s'élargit sans cesse, la base de la mise en valeur se rétrécit. Le mécanisme des prix, qui règle la production et le marché par la loi de l'offre et de la demande, ne peut plus fonctionner quand la tension est si grande. Des accords, des règlementations ou une action uniforme, qui pourraient atténuer l'opposition toujours plus tranchée de la production et du débit, sont impossibles dans l'anarchie de l'économie capitaliste. La disproportion entre l'entreprise et le marché ne cesse donc de croître. Elle s'exprime par la crise économique.

Il est vrai qu'il y avait aussi des crises dans la période précapitaliste, mais elles étaient d'une autre nature. Des catastrophes naturelles, des guerres, des sécheresses les causaient. Elles étaient dues à la sous-production. L'économie ne produisait pas assez pour faire face aux besoins. De telles crises n'arrivaient jamais à intervalles réguliers ; elles ne formaient pas des cycles périodiques, elles surgissaient tout à fait irrégulièrement, par accident.

Par contre, les crises capitalistes arrivent cycliquement, à intervalles réguliers. Elles se suivent comme le flux et le reflux. Ce sont toujours des crises de surproduction et elles sont causées par une production exagérée, qui dépasse la capacité d'absorption des marchés et de la consommation de masses solvables. L'écoulement est gêné. Toutes les théories des crises depuis Say, en passant par Marx, jusqu'à Tugan-Baranowski, s'accordent là-dessus.

Si l'on jette un coup d'œil sur l'évolution de la production capitaliste, on constate qu'elle est accompa-

gnée d'une longue série de crises périodiques. Chaque essor de la conjoncture est suivi d'une dépression inévitable. Ces hauts et ces bas, cette succession de monts et de vallées constitue le trait caractéristique du paysage capitaliste. Pendant « l'enfance du commerce mondial », comme l'appelle Engels, de 1815 à 1847, c'est à des intervalles de cinq années, plus tard, à des intervalles de dix années que la courbe change d'orientation. Plus tard encore, l'alternance des conjonctures devient plus lente. Déjà Engels remarque « une alternance plus chronique, à rythme plus lent et réparti différemment sur les différents pays industriels, qui fait succéder à une amélioration d'affaires, relativement brève et sans éclat, une dépression relativement longue et indécise ». Cela s'explique par plusieurs raisons. Ce sont surtout l'extension du commerce mondial, la politique des tarifs protecteurs, les cartels, etc., qui agissent de manière à restreindre l'importance des crises et à équilibrer les conjonctures, mais, actuellement, l'état de crise devient la règle, et l'essor, l'exception, tandis qu'autrefois c'était le contraire. Pour échapper aux effets de la paralysie qui menace le débit, l'expansion du capital et la politique coloniale deviennent les pivots de l'évolution capitaliste. L'impérialisme, qui exalte les tendances d'expansion du capital et se lance à la conquête du monde, marque de plus en plus de son empreinte la politique capitaliste. Grâce aux succès impérialistes, on aplanit et on adoucit les crises. Déjà Bernstein, en posant en 1904 le problème de la révision du marxisme, croyait que « d'ici assez longtemps, il fallait considérer comme invraisemblables des crises générales des affaires analogues aux crises précédentes ».

Mais la guerre mondiale a prouvé la justesse de l'opinion d'Engels, qui affirmait que « chaque élément qui s'oppose à la répétition des crises anciennes porte en lui le germe d'une crise future bien plus violente ». Ce que la guerre mondiale n'avait pas prouvé, l'est maintenant par la crise mondiale, avec une force et une clarté sans pareilles dans l'histoire du capitalisme. La crise actuelle démontre : premièrement, que la loi de la régularité des crises vaut toujours ; secondement, que l'intensité et les dimensions des crises augmentent ; troisièmement, que le moment approche (prévu pour la première fois théoriquement par Rosa Luxembourg) où, devant l'augmentation de la production, les marchandises ne trouveront plus d'acheteur à l'intérieur de l'économie capitaliste ; quatrièmement, que la crise n'est plus, par conséquent, un trouble passager de l'équilibre économique, mais que, bien plus que cela, elle devient un élément destructif de tout le système, et qu'elle déclenche une révolution économique.

Pour les entrepreneurs allemands, la crise fut une grande surprise. On ne s'attendait sérieusement pas à elle. En stabilisant la devise après la période d'inflation, on crut avoir stabilisé l'économie. Le relèvement fut méthodique. Les profits réalisés pendant l'inflation furent investis dans la production. Les stocks pillés furent reconstitués. Les ouvriers et les employés furent encouragés à rendre davantage. Depuis la seconde moitié de 1926, l'économie était en plein essor. C'est alors que commença la rationalisation. Le rendement augmentait. Dans toutes les branches, on allait de l'avant, dans toutes les entreprises régnait l'optimisme. Le sentiment d'avoir relevé l'économie après les misères de la guerre, de la révolution et de

l'inflation, donna un grand élan. Mais cet élan trompa sur le caractère unique des circonstances qui favorisaient l'essor et sur les limites du marché disponible. On s'hypnotisa sur l'exemple américain, on crut au miracle d'une prospérité éternelle et on ne tint pas compte de la grande différence pour ce qui était de l'espace, de l'atmosphère, de la répartition des forces, et on dépassa la mesure dans l'extension de la production. Alors que la consommation ne cessait de diminuer lentement, la production augmentait rapidement. Des « ciseaux » se formèrent entre la production et le marché intérieur. Le contre-coup fut inévitable. Ce fut le reflux — la crise.

Si on avait réalisé la rationalisation d'après un plan unique, en pesant exactement ses effets sur le processus d'ensemble de l'économie, on aurait pu éviter son extension anormale et empêcher à temps le contre-coup. Mais, mesure individuelle du capital privé, la rationalisation subit la loi de l'autodétermination, de la concurrence, de l'anarchie. Cette loi veut que, pour chaque industrie, pour chaque usine, le but soit de battre les autres, de faire tomber les rivaux. Ainsi, on ne réfléchit pas, on ne compara pas, on ne s'en tint pas à une mesure. On ne se départit pas de cette attitude même en 1927-1928, quand on put constater une forte régression de l'économie. La courbe continua à descendre jusqu'au printemps 1929. Pendant tout ce temps, la dépression ne dépassa pas les limites d'une crise ordinaire. C'est seulement en été 1929 qu'éclata, sous une forme aiguë, la crise de confiance dans la solvabilité allemande, déclenchée par la mauvaise impression que causèrent les négociations parisiennes sur les réparations.

Elle ne devint catastrophe que dans sa troisième phase, quand soudain, au milieu d'un ciel serein, la foudre du krach bancaire de New-York frappa l'édifice orgueilleux de la prospérité du capital américain. Le poids énorme de cet événement, non seulement ébranla la conjoncture américaine de manière à la transformer soudain en une profonde dépression, mais encore ruina les bases du capitalisme dans le monde entier. L'économie allemande faillit en être jetée dans l'abîme.

Pour comprendre l'effet du krach de la Bourse de New-York, il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur l'évolution de la vie économique américaine depuis la guerre mondiale.

Les États-Unis, pays débiteur et dépendant financièrement de l'Europe avant la guerre, sont devenus, grâce aux immenses profits de guerre, la première puissance financière du monde et les créanciers de l'Europe. Jusqu'en 1919, non seulement ils payèrent leurs dettes, mais encore ils amassèrent 2,5 milliards d'or. Le besoin de l'Europe en matières premières, en produits coloniaux et en denrées d'outre-mer les poussa à intensifier énergiquement leur production et à y investir leur argent qu'il fallait faire fructifier. Pour financer l'essor de l'économie, on créa un nouveau système bancaire (Federal Reserve Board). Dans un rythme fiévreux, l'industrie se développa fabuleusement. Une rationalisation grandiose multiplia son rendement. L'agriculture ne resta pas non plus en arrière. Elle fut presque entièrement conquise par la machine et par le gros capital. Déjà, en 1926, il y avait (d'après Bonn) 9.000 associations fermières qui avaient ensemble un revenu brut de 709 millions

de dollars, c'est-à-dire presque 6 % du revenu agricole total des États-Unis. En 1928, les investissements dans l'agriculture s'élevaient à 57 milliards de dollars ; la production brute annuelle était de 17 milliards de dollars.

Les besoins en crédits de cet essor économique eurent tôt fait de dépasser les possibilités du marché financier intérieur. La haute rentabilité attira des capitaux étrangers. Ainsi, grâce à l'afflux européen, le volume des crédits des États-Unis passa de 21 milliards en 1924 à 58 milliards en 1929. Les émissions passèrent de 4,25 milliards en 1922-1923 à 10,25 milliards en 1929 ; les crédits d'hypothèques de 1 milliard à 2,5 milliards dans l'année. Keynes évalue l'augmentation des investissements entre 1923-1924 et 1928-1929 à 100 %.

Les affaires marchaient brillamment. Grâce aux salaires élevés payés aux ouvriers (Ford : le salaire le plus haut est encore loin d'être assez haut !), le marché s'anima, le débit fut excellent. La prohibition limita fortement la consommation d'alcool dans les classes moins aisées. Les sommes ainsi économisées servirent à satisfaire d'autres besoins et contribuèrent à la prospérité d'autres industries. On organisa des maisons de vente à crédit qui devinrent très populaires. Grâce à elles, des classes qui avaient une capacité d'achat moindre pouvaient néanmoins augmenter leurs dépenses pour améliorer leur confort. Les constructions immobilières, l'ameublement, l'industrie des automobiles, des films, des gramophones et des appareils de T. S. F. furent les premières bénéficiaires de cette « ère nouvelle ». La conjoncture, qui continuait à être bonne, invitait à dépenser toujours plus ; elle donna l'habi-

tude et la passion du confort, le goût du luxe et de la prodigalité. L'indice de la production industrielle s'éleva de 40 % ; les cours des actions entre 1921 et 1929 augmentèrent de 35 %. Il semblait que la stabilité du capital industriel et financier fût inébranlable. On pensait qu'on avait eu raison des lois dynamiques de l'économie ancienne. A partir de cette époque, devait régner une prospérité éternelle.

Naturellement, ce fut une illusion. A Londres, la fuite de l'or provoqua une inquiétude bien compréhensible. Au même moment, la France inaugura sa politique de thésaurisation. Les taux d'intérêt s'élevèrent. Le marché de l'argent fut moins animé. La production dut par conséquent travailler à des prix plus élevés. Il y eut encombrement du débit ; le marché se ralentit. Le 29 septembre 1929, la Banque d'Angleterre, pour endiguer le reflux d'or, éleva son taux d'escompte de 5 1/2 % à 6 1/2 %.

Tout à coup, l'importation des crédits en Amérique cessa. Plus encore, l'argent européen changea de direction et revint en Europe. Soudain, les renforts de capitaux manquèrent aux États-Unis. Des installations en train de s'agrandir durent interrompre les travaux. L'expansion de l'industrie fut enrayée. Les autres parties du monde ne purent pas apporter une compensation. Toutes les valeurs de capital disponibles étaient déjà investies, absorbées, immobilisées. Le développement impétueux fut brusquement entravé. L'ère de prospérité était terminée. C'était la crise.

Le reflux des capitaux augmenta dans les mois qui suivirent. Au début d'octobre, la totalité des avances à la Bourse de New-York s'élevait à 8.549 millions de dollars ; à la fin du même mois, elle n'était plus que

de 6.109 millions ; à la fin de novembre, elle était tombée à 4.017 millions ; en septembre 1930, à 3.481 millions. Entre octobre et Noël 1929, les actions tombèrent de 48 %. Le nombre d'hommes qui perdirent leur fortune à la suite des spéculations boursières dépassa le nombre des bourgeois expropriés au cours de la révolution russe. Ces pertes devaient être compensées par des économies réalisées ailleurs.

Tout d'abord, sur les marchés d'articles de luxe et d'articles industriels, où les ventes tombèrent d'une manière fantastique. En novembre 1930, le niveau de la production était de 20 % au-dessous de la normale, niveau qu'on ne croyait plus concevable. La baisse de la production dans les automobiles fut de 70 % ; dans l'industrie du fer et de l'acier, de 50 % ; dans les bâtiments, de 30 à 20 % ; dans les textiles, de 25 % ; dans les industries charbonnière, pétrolière, du papier et du cuir, de 10 à 15 %. Les cours des actions continuèrent à baisser par grands bonds. Les moyennes mensuelles étaient en septembre 1929 (en millions de dollars), 257,4 ; en octobre 1930, 145,8 ; en décembre 1930, 124,9 (— 52 %). En 1930, près de mille banques représentant des dépôts de 900 millions de dollars durent fermer leurs guichets. En décembre 1930, la courbe de l'insolvabilité était de 30 % plus basse qu'un an auparavant.

La crise des marchés, de la production et des banques entraîna la crise des matières premières. Il y eut ici aussi une offre trop grande, un effondrement des prix, une augmentation des stocks, des difficultés de paiement. Les États-Unis consommaient 73 % de la production mondiale de la soie, 62 % du caoutchouc, 53 % du café, 53 % du cuivre, 47 % de l'étain.

La diminution de la demande fit baisser les prix. En juillet 1930, les prix des matières premières tombèrent, par rapport à juillet 1929 :

pour le	caoutchouc de	40 %
—	zinc	40 %
—	cuivre	33 %
—	soie brute ...	33 %
—	étain	31 %
—	laine	29 %
—	coton	29 %
—	jute	27 %
—	plomb	24 %
—	chanvre	22 %
—	peaux	18 %

En 1931, la baisse s'accentua encore. Une comparaison avec 1929 montre une différence colossale :

		1929	1931
		—	—
Fer en barres....	1 tonne	124,12	77,91
Étain	100 kg.	447,36	246,00
Huile minérale..	100 l.	7,21	4,72
Cuivre	100 kg.	157,97	98,98
Zinc	—	52,76	24,83
Plomb	—	46,77	27,02
Caoutchouc	—	186,72	73,19
Peaux	—	184,26	64,82
Coton	—	187,23	100,00
Laine	—	468,40	225,19
Soie	—	51,11	26,39

La crise gagna donc tour à tour des branches nouvelles. La crise des crédits se transforma en une crise du débit, celle-ci en une crise de la production qui, à son tour, engendra la crise des matières premières. En dernier lieu, vint la crise agricole provoquée par la chute de tous les prix des matières premières, des céréales, du bétail, des fruits, des œufs, du beurre, du lait, etc...

C'est que, précisément, la production agricole avait été adaptée à un marché vaste et d'une grande capacité d'absorption. La mécanisation immense de la culture, l'extension des surfaces cultivées, les succès des engrais artificiels, la sélection des semences, l'avaient mise à même de produire en masse et l'avaient rendue dépendante du débit en masse. D'aprés Bonn, rien qu'au Canada, les emblavures passèrent, entre 1913 et 1929, de 11 millions à 25 millions d'acres. Comme les progrès de la technique supprimaient les bêtes de trait, le nombre des chevaux et des mulets à lui seul tomba de 21,5 millions à 12 millions ; la culture des fourrages diminua fortement. On les remplaça par des céréales, principalement par du blé, qui fit de plus en plus reculer la culture du seigle. D'immenses capitaux furent investis dans la production agricole, que seul un débit massif pouvait faire fructifier. Si, par suite de la crise, le débit diminuait, la rentabilité du capital investi baissait. Or, le rendement trop fort des récoltes exerça une pression sur les prix qui baissèrent de nouveau et diminuèrent encore les intérêts du capital investi. En 1930, l'agriculture eut 16 % de revenus de moins qu'en 1929. Par conséquent, elle put se procurer moins d'objets manufacturés qu'avant. Ainsi la crise agraire réagit sur la crise des

marchés et sur la crise de la production, renforçant les deux et intensifiant la crise générale.

Étant donné le rôle prédominant que joue aujourd'hui la vie économique des États-Unis dans l'ensemble des forces économiques mondiales, il est clair que la crise américaine créa une situation critique analogue dans les régions agraires et productrices des matières premières du reste du monde. La réaction fut si prompte que son effet se répandit sur toute la terre avec la rapidité d'un courant électrique. « Dans notre monde, » dit Raymond B. Fosdick, dans un mémoire adressé à la Société des Nations, « les interdépendances sont si fortes qu'à n'importe quel jour le planteur égyptien ne peut savoir la valeur de son coton et de son sucre avant de recevoir les cours de Galveston ou de Cuba. Une forte gelée dans la vallée du Mississipi réagit sur les prix à la Bourse de Liverpool, et cet événement trouve un écho en Australie et aux Indes. La chaîne des effets économiques est pratiquement illimitée. Des économies françaises exportées comme prêts en Argentine ou au Chili contribuent au développement de l'industrie belge ou allemande. La prospérité en Tchécoslovaquie augmente la consommation de chocolat et se manifeste par l'essor des plantations du Venezuela. Si un homme boit deux tasses de café au lieu d'une, pour son petit déjeuner, ce fait est ressenti dans les ménages ouvriers du Brésil. Cent mille colons nouveaux à Manitoba achètent des draps anglais et animent ainsi la conjoncture des fabriques à Bradford, ce qui a immédiatement pour effet d'intensifier la demande de coton brut en Afrique du Sud ou en Australie. Les éleveurs de bétail achètent des automobiles, des cotonnades et des matériaux

de construction à New-York et l'argent dépensé par les colons de Manitoba arrive en dernier ressort dans la poche des ouvriers américains qui le portent à la boutique voisine pour acheter des objets nécessaires à leur petit ménage. »

Devant un contact et une interaction aussi étroits, il ne faut pas s'étonner que l'économie mondiale ait répondu à la crise des États-Unis comme à un appel téléphonique. On venait justement d'augmenter la surface des emblavures dans les pays agricoles les plus importants :

	(en millions d'hectares)	
	Argentine	Australie
1925–1929	8,07	4,84
1930–1931	8,62	7,35

Ce fut soudain la crise des plantations, de la production du café, du sucre, du thé et des épices. Les ventes diminuèrent rapidement. Les prix s'effondrèrent. Voici quelques chiffres seulement sur l'importance des entrepôts de grains et des stocks :

	Niveau le plus bas des stocks depuis 1925	Stocks à la mi-1929	Stocks mi-1930
Sucre	1.697	2.693	3.683
Café	391	847	1.555
Coton	506	784	1.186
Caoutchouc	125	275	435
	(en milliers de tonnes)		

Au cours du premier trimestre 1931, les exportations du Brésil tombèrent de 8 millions de livres, et les im-

portations de 7 millions de livres. Par rapport au premier trimestre de 1930, c'est une diminution des exportations de 38 %, et des importations de 44 %. Des masses incroyables de café furent utilisées comme engrais ou brûlées. Des chargements entiers de sucre furent jetés à la mer. La Compagnie Néerlandaise laissa détruire plusieurs milliers de quintaux d'épices pour décongestionner le marché et maintenir les prix. On brûla de gros stocks de coton en Amérique, en Égypte et aux Indes. La nouvelle d'une récolte record de coton de 15,5 millions de balles en Amérique provoqua de véritables scènes d'épouvante à la Bourse de Liverpool. La consommation annuelle de coton américain était de 11 à 12 millions de balles. Par suite de la crise, il faut prévoir un recul d'au moins 9 millions de balles. C'est à quoi se montent exactement les stocks invendus provenant de la récolte de l'année dernière. Le marché ne peut donc pas du tout écouler la récolte de cette année-ci. En un seul jour, les cours des actions tombèrent de 90 points à Liverpool. La misère des planteurs de coton est indescriptible. La presse parlait de l'anéantissement de tout le commerce du coton. La situation est analogue dans la production du caoutchouc et dans le commerce du thé. A Ceylan, on cueillit sur chaque plante deux feuilles seulement au lieu de trois, pour arriver à ne récolter que 75 millions de livres au lieu de 100 millions.

Dans l'ensemble, la baisse des revenus de l'agriculture mondiale est d'environ 20 à 25 milliards de marks. En même temps que l'exportation, le pouvoir d'achat de l'agriculture baissa, entre 1929 et 1930, dans les proportions suivantes :

Allemagne, France, Grande-Bretagne, Amérique Centrale.....	de 10 à 15 %
États-Unis et Indes britanniques....	de 15 à 21 %
Italie, Tchécoslovaquie, Pologne, Brésil	de 20 à 25 %
Australie, Indes néerlandaises, Japon, Égypte, Chine.....	de 25 à 30 %
Canada, Argentine, Espagne.....	de 30 à 40 %

La vague déclenchée par la crise américaine emporta immédiatement l'économie allemande. Sous l'effet de la dépression venue de l'autre côté de l'Océan, la crise allemande s'intensifia. Surtout, les rapports de crédits très étroits entre l'Allemagne et les États-Unis créèrent une tension et une instabilité extrêmes.

L'économie allemande avait investi ses profits de guerre et d'inflation dans l'œuvre de reconstruction. De plus, elle avait emprunté, depuis 1924, environ 3 ou 4 milliards de marks par an. La rationalisation avait été réalisée grâce au concours des finances américaines. On venait seulement de résoudre le problème coûteux de la reconstruction de l'industrie et la production devait se déclencher avec une force décuplée, lorsque la crise éclata. Et, juste au moment où le marché du capital en Allemagne se tournait vers Wall-Street en demandant de l'aide, la prospérité du dollar fut, elle aussi, atteinte par la crise.

Immédiatement, l'importation du capital en Allemagne cessa. Des crédits à court terme furent dénoncés et il fallut les rembourser. Ce fut la panique dans le monde financier. Les gratte-ciel de traites tirées sur le Trésor, d'obligations, de lettres de crédit et de reconnaissances de dettes s'écroulèrent. Prises d'an-

goisse, les classes aisées, fortes en capital, placèrent leur fortune à l'étranger. La production perdit ainsi les fondements de la sécurité. L'exportation continuait encore, mais son chemin était de plus en plus semé d'obstacles : partout on élevait des barrières douanières. L'Allemagne fut aussi menacée d'un flot de marchandises bon marché provenant d'Amérique. Les droits de douane, qu'on éleva immédiatement, arrêtèrent l'inflation des marchandises, mais, comme ils eurent en même temps pour effet de maintenir hauts les prix intérieurs, le marché demeura encombré. Le débit diminua plutôt qu'il n'augmenta. La consommation s'immobilisa lentement.

Vinrent alors les élections au Reichstag et le succès sensationnel des nationaux socialistes. Le monde entier attendit un coup d'État, tout au moins une marche sur Berlin sur le modèle mussolinien. Ce fut une nouvelle fuite des prêts et des capitaux. En un temps très bref, un milliard de marks passa à l'étranger. La confiance des créanciers dans la rentabilité de leurs engagements financiers, dans les possibilités économiques de l'industrie allemande disparut. Des excès politiques et des provocations bruyantes de la part des partis de droite augmentèrent encore la méfiance des créditeurs étrangers. On parla de débiteurs de mauvaise volonté et d'un défaitisme de l'obligation de payer. Les assises mêmes de l'économie furent ébranlées. Toutes les contradictions habilement dissimulées entre la production et la consommation, la rationalisation et le marché du travail, l'augmentation du rendement et le pouvoir d'achat, le progrès technique et l'échec économique devinrent soudain visibles. Elles furent à l'ordre du jour et

servirent d'argument contre le maintien du système.

Avant qu'on ait eu le temps de réfléchir, la crise de la conjoncture se transforma en une crise de structure. Les problèmes de la situation du marché, de l'écoulement des surplus de marchandises, de l'augmentation du pouvoir d'achat n'occupèrent plus le premier plan. Un autre problème, bien plus important, domina. Cent mille banqueroutiers posèrent cette question : le système capitaliste a-t-il encore raison d'être ? Cinq millions de chômeurs posèrent cette question : Une économie qui ne peut plus nourrir ses esclaves a-t-elle encore le droit de subsister ? Et dans les journaux, dans les parlements, dans les offices et dans les bureaux, dans les réunions et au café, d'innombrables millions d'hommes posèrent la question : Où allons-nous ? La crise est-elle le commencement de la fin du monde capitaliste ?

En effet, le capitalisme est arrivé au point où il a besoin de justifier son existence à ses propres yeux. Lorsque, il y a cinq cents ans, la féodalité fut incapable de remplir sa tâche de nourrir la société humaine et de maintenir son niveau culturel, elle fut remplacée par le capitalisme qui hérita de cette tâche et de cette responsabilité. Depuis, le capitalisme ne règne qu'à condition d'accomplir la tâche dont son prédécesseur n'a pas réussi à s'acquitter. Mais, pour remplir cette condition, il ne suffit pas au capitalisme de produire une assez grande quantité de biens ; il faut encore qu'il les fasse parvenir aux hommes, par la distribution. S'il échoue dans l'une de ces deux tâches, il perd son droit d'exister.

Où en est-il aujourd'hui ? Le travail est plus productif que jamais. Jamais, jusqu'ici, la production des

marchandises n'était arrivée à un rendement aussi énorme. Jamais encore le monde capitaliste n'avait vécu comme aujourd'hui dans l'abondance et la richesse, mais jamais encore la pauvreté et la misère des masses n'avaient été aussi grandes, aussi terribles qu'aujourd'hui. Des millions d'hommes sont sans travail, et traînent leur existence grâce à un secours de famine. Les autres doivent se contenter de salaires qui ont fait baisser leur niveau de vie bien au-dessous du minimum. Un tableau comparatif des salaires moyens et du coût de vie moyen montre que, même dans les périodes de bonne conjoncture et d'affaires brillantes, les ouvriers et les employés sont loin d'être favorisés.

	Salaires réels (en marks)	Coût de la vie (en marks)
	—	—
1924	26,50	41,20
1925	35,60	45,15
1926	33,90	45,60
1927	40,55	47,65
1928	42,70	48,95
1929	42,20	49,65
1930	36,95	47,55

Même quand les salaires augmentent, ils sont encore loin, ainsi que le prouve ce tableau, de pouvoir satisfaire aux exigences élémentaires de l'existence. Au cours des trois dernières années, le revenu ouvrier ne s'élevait qu'à 87 %, 85 % et 78 % du coût de la vie établi officiellement, donc, d'après une estimation au-dessous de la réalité.

Ce que cet état de choses signifie pratiquement, on peut s'en rendre compte quand on consulte les

comptes des ménages ouvriers dont la statistique de l'Empire s'est servie pour ses calculs et ses recherches. Les dépenses les plus importantes sont celles du loyer (10 %), des impôts, des versements pour des œuvres sociales, des assurances (12 %) et de l'alimentation (40 %). Même avec un revenu annuel de 3.300 marks (salaire hebdomadaire de 65 marks !), on ne peut dépenser par jour et par personne que 21 pfennigs de lait, beurre et fromage, 10 pfennigs d'œufs et de graisses, 29 de viande et de saucisson, 15 de pain, 19 de sucre et de fruits, 5 de pommes de terre et de légumes. En tout, un mark par tête et par jour. C'est la situation des plus aisés, des mieux salariés des ouvriers ! Que se passe-t-il chez ceux qui ne gagnent que 20 marks par semaine, qui n'ont que 14 marks d'allocation ou 7 marks d'aumône ! C'est la compression la plus extrême des besoins les plus élémentaires ; la privation cruelle devient une chose qui va de soi ; la faim devient un entraînement et une expérience journaliers.

Et quel est l'effet de cette misère de la masse sur la situation du marché ? Le pouvoir d'achat diminue avec une vitesse folle. Les échanges s'immobilisent. On peut lire la baisse comme sur un thermomètre dans les chiffres de vente des coopératives :

Avril 1929 : 9,84 marks par membre.
— 1930 : 8,78 —
— 1931 : 6,70 (— 32 %)

Le chiffre d'affaires des grands magasins passa en même temps de 127,6 à 93,4 (indice : 1925 = 100) ; le recul est de 26,8 %.

Pendant les crises précédentes, dès que le débit

diminuait et que le marché ne pouvait plus se débarrasser du surplus des marchandises, une action se déclenchait aussitôt, dans le mécanisme capitaliste, dont le but était d'accélérer l'écoulement des marchandises. Cette action, c'est la baisse des prix. De même que l'augmentation de la demande fait monter les prix, de même l'affaiblissement de la demande produit presque automatiquement la baisse. Au moyen des bas prix, on réussissait toujours, pendant les crises précédentes, à triompher de la paralysie du marché et à rétablir la circulation des marchandises.

Il n'en est pas de même dans la crise actuelle. Elle semble suivre une loi différente. La demande baisse, mais non les prix ; ou bien, ils baissent trop peu, beaucoup trop peu par rapport à la masse des marchandises superflues, trop peu aussi par rapport à la diminution profonde du pouvoir d'achat des masses. Dans certains cas, les prix ont même une tendance à augmenter. Ainsi, la denrée alimentaire la plus importante, le pain, a subi, pendant la crise, une hausse de prix, malgré une récolte inouïe et des stocks considérables. Il y a là un élément nouveau, tout à fait incompréhensible. C'est comme un défi à la misère, mais le fait est réel. Il détermine l'aspect de cette crise. Nous reconnaissons encore en elle les traits traditionnels des crises précédentes. Mais nous y trouvons en outre des traits nouveaux qui nous surprennent, des traits qui nous font conclure au caractère particulier de cette crise. Et un de ces traits les plus frappants est que, malgré la demande affaiblie et l'offre impétueusement accrue, les prix des marchandises ne baissent pas.

Ce fait étonnant mérite d'être examiné d'un peu plus près, non seulement parce qu'il est intéressant

d'étudier des choses peu communes, mais avant tout parce que, de ce fait inconcevable, que malgré la crise et la surabondance des biens les prix demeurent élevés ou même montent, dépend le sort de millions d'hommes. Recherchons donc les liens, les causes patentes et dissimulées. Voici le blé. Sur le marché mondial, la tonne en vaut 60-70 marks. Mais à Berlin, elle coûte 220-250 marks. Voici le seigle. Dans le monde entier, il y a surabondance de seigle. Son prix sur le marché mondial est de 40-50 marks la tonne. A Berlin, on le paie pourtant 210 marks. Un kilo de pain blanc coûte 86 pfennigs à Berlin contre 40 en Angleterre et en Hollande et contre 30 en France. Un kilo de pain de seigle coûte en Allemagne 38 pfennigs tandis que, dans d'autres pays, il ne coûte que 20 pfennigs. Comment cela peut-il se faire ?

C'est bien simple. Il existe bien du blé en abondance, mais le gouvernement des capitalistes agraires allemands ne le laisse pas entrer en Allemagne. Il établit des barrières douanières pour empêcher l'importation. Avant la guerre, des tarifs protecteurs existaient aussi, mais le droit sur le blé était de 7 marks 50 par tonne. Pendant des décades, les partis de l'opposition du Reichstag luttèrent furieusement contre ce droit. La social-démocratie surtout mena une agitation contre le « droit usurier », contre le « cadeau aux Junkers », contre le « tribut de la faim ». C'était à juste titre, car les droits sur les céréales et sur le pain servaient exclusivement à enrichir une poignée de grands agrariens prussiens aux frais de la communauté. Avant la guerre mondiale le droit sur le seigle était de 5 marks par tonne. Autour de lui aussi se déroulaient, surtout au moment des élections, des luttes violentes, et le

droit sur le pain était l'atout le plus fort dont on jouait dans la propagande. Après la guerre mondiale, la social-démocratie prit le pouvoir, et en 1929 la crise éclata. Quelle fut la première mesure gouvernementale sous le chancelier social-démocrate Muller ? Le droit sur le blé qui, depuis 1924, était déjà de 9 marks 50, fut porté à 12 marks. Quelques semaines après, le gouvernement Brüning, qui succéda au gouvernement Muller, éleva ce droit à 15 marks, puis à 18 marks 50 et finalement à 20 marks. Il en fut de même du droit sur le seigle. Le gouvernement Muller le porta à 9 marks, le gouvernement Brüning l'augmenta et le fixa à 15 et finalement à 20 marks. Politique d'alimentation en temps de crise !

Ainsi, des barrières douanières élevées nous isolent du marché mondial. La concurrence des fournisseurs de blé étrangers est paralysée. Les producteurs de céréales en Allemagne ont maintenant les mains libres pour demander, pour leur blé et leur seigle, des prix aussi élevés que s'il venait de l'étranger et devait acquitter un droit d'entrée. Prix mondial plus droit de douane, tel est le prix que l'acheteur intérieur doit payer et que le junker des céréales met dans sa poche. Il en est de même pour l'orge, pour la viande, pour les légumes et le fromage, pour des centaines, littéralement des centaines d'articles indispensables à la vie. Pour le sucre, le droit de douane est le triple de sa valeur à l'étranger. Oppenheimer a calculé que la charge supplémentaire du consommateur allemand est de 2 milliards de marks par an. Cela fait 35 marks par tête, 175 marks par famille, environ 10 % du revenu ouvrier. C'est une usure révoltante, c'est la ruine des plus pauvres. Mais cela se passe en Alle-

magne, c'est équitable, sanctionné par la loi, sanctifié comme mesure de sauvetage du régime de la propriété et du profit menacé dans son existence.

La statistique essaie de persuader au public que les prix ont subi une baisse générale. Il faut accepter cette affirmation avec la plus grande réserve. En règle générale, il s'agit, dans les baisses de prix effectuées par les commerçants, de machinations proches parentes de tromperies et d'escroqueries. On expose de la camelote qu'on présente comme article de qualité. Les autres cas de baisses de prix correspondent, soit aux changements de saisons, soit à l'époque des soldes. La vie des grandes masses ne s'aperçoit pas du tout de baisses de prix déterminées. Il faut donc corriger les indices officiels fournis par la statistique. On est justifié de soupçonner que les chiffres des indices servent, devant la misère économique grandissante, à l'œuvre de tranquillisation et d'apaisement, plutôt qu'à une recherche et à un éclaircissement objectifs. Ainsi, tout au plus peut-on admettre une baisse de 5 %. Mais la diminution des salaires est d'au moins 20 %, sans faire entrer en ligne de compte le travail partiel et le chômage, sans parler de l'armée immense de ceux qui ne reçoivent même pas de secours.

Plus que jamais, le capitalisme allemand serait actuellement en mesure de produire à bon marché et de lancer des marchandises à des prix très bas. Les prix de gros des principales matières premières ont, en effet, énormément baissé depuis 1927. Comparons les chiffres du tableau suivant :

Marchandise	Poids (kg)	1927	1928	1929	1930	En % par rapport à 1913
Argent	1	78,39	80,26	73,43	53,39	56,8
Zinc	100	57,77	50,98	49,95	32,96	59,3
Étain	100	609,50	470,08	430,08	294,92	55,6
Laine	1	10,22	10,56	8,54	6,01	97,5
Coton	1	1,77	2,01	1,92	1,39	80,3
Soie grège	1	57,07	52,09	48,78	33,97	69,5
Soie artificielle	1	11,39	11,75	7,90	6,82	48,0
Jute	1	0,63	0,67	0,63	0,43	56,1
Houblon	100	855,63	458,33	260,17	174,18	56,0
Café	50	84,49	108,06	98,36	60,40	73,7
Cacao	100	143,97	121,89	94,66	72,44	51,5

Sur le marché mondial où l'offre et la demande exercent encore leur fonction régulatrice des prix, on pouvait dès 1930 se procurer deux fois plus de matières premières à somme égale. L'industrie peut donc acheter bon marché, En outre, elle a un surplus de machines à grand rendement dont la capacité n'est utilisée qu'à 50 % à peine. Enfin, il y a un surplus de forces de travail humaines disponibles. Mais les matières premières pourrissent, les machines tournent à vide ou bien sont arrêtées, et des hommes affamés tombent dans les rues.

Pour soulager la misère croissante de leur ménage, ceux qui avaient pu, dans des conditions plus favorables, se constituer de petites réserves, ont mobilisé leurs économies. Aussitôt après le commencement de la crise, il y eut, dans les caisses d'épargne, un arrêt des versements et une rapide augmentation des retraits. Les versements dépassaient les retraits :

En janvier-septembre 1929 de 1.180 mil. de marks.
En janvier-septembre 1930 — 790 — —

Pour toute l'année 1930, les versements dépassèrent

les retraits de 38 % de moins qu'en 1929. Par mois, la différence était :

En 1928 : 154 à 155 millions de marks.
En 1929 : 98 — —
En 1930 : 61 — —

Depuis juin 1931, les retraits dépassent les versements ; ils s'élevaient :

En 1928 : à 4.201 millions de marks
En 1930 à 6.041 — —

Les retraits des caisses d'épargne de Berlin : dépassaient les versements de 61 % en 1928
76 % en 1929
91 % en 1930

Ainsi, peu à peu, on mange ses économies. Mais les prix des articles de première nécessité ne baissent pas. Dans l'ensemble des dépenses du ménage, il n'y a aucune amélioration essentielle, car la crise a gagné successivement toutes les branches de la vie économique. Les recettes des tramways, des cinémas, des restaurants et des lieux de plaisir baissent continuellement. Les chemins de fer, les postes, les téléphones, se ressentent de la crise de l'industrie et du commerce. Le rendement des impôts dans les Communes, les États et l'Empire baisse, malgré l'augmentation continuelle des droits et la multiplication des catégories d'impôts. Par contre, les sommes dépensées pour les assurances sociales et les soins gratuits croissent dans une proportion immense. Les caisses de maladies sont surchargées de travail, la privation continuelle ayant affaibli la résistance du corps. Tous les budgets

publics se disloquent, se bouclent avec des déficits impossibles à combler. Il devient indispensable de créer des impôts nouveaux. Le fardeau fiscal plus lourd se manifeste par un recul de la production, par de nouveaux licenciements d'ouvriers, par la cherté plus grande de la vie et par des difficultés croissantes. Les rentrées d'impôts diminuent. Les budgets publics sont encore une fois en déficit. Il faut encore une fois augmenter les impôts, imposer des sacrifices, diminuer les traitements, élever les droits de douane. En mai 1931, la somme totale des déficits dans l'Empire, les États et les Communes, d'après une évaluation assez exacte, s'élevait à 2,4 milliards de marks. Depuis, le fardeau des dettes s'est encore accru. Les charges continuent à s'alourdir. La misère est de plus en plus grande. Chacun cherche à faire supporter le surcroît de dépenses aux autres, aux plus faibles. Le plus faible de tous est le prolétaire qui ne vit que grâce à sa force de travail, qui n'a pas de réserves, ni aucun autre appui. C'est pourquoi, il s'en tire le moins bien. Tous les renforts qu'il s'était créés dans des temps meilleurs s'avèrent nuls ; la politique sociale est réduite à néant, les syndicats ouvriers acceptent toutes les humiliations pour conserver au moins leur appareil, les caisses de secours sont à la veille de faire faillite, la social-démocratie se prête complaisamment à toute la sale besogne de sauver le capital. On a calculé l'augmentation du coût de la vie pour les masses depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Brüning jusqu'à la quatrième ordonnance de détresse. Les chiffres sont terrifiants :

Loi des loyers	350 millions de marks		
Hausse des droits de douanes	1.000	—	—
Augmentation d'impôts indirects	1.000	—	—
Impôts directs.....	250	—	—
Frais d'assurances sociales .	400	—	—
Soit au total	3 milliards de marks.		

C'est cette somme énorme qu'il a fallu défalquer de la capacité d'achat des dépenses journalières. Ainsi le salaire réel est tombé. Partout il faut se restreindre. Les employés, les fonctionnaires, les paysans, les petits bourgeois, les artisans, tous ceux qui sont frappés par les sacrifices imposés, par la diminution des traitements, par l'augmentation des impôts, par les droits de douane usuraires, limitent tous leur consommation. La vente des marchandises diminue et se ralentit sans cesse. La crise s'étend toujours plus, pénètre de plus en plus la vie sociale. Et le circuit des effets revient au point d'origine : à la production. Ici, le recul est bien visible ; ainsi la production diminua :

Fonte (en 1913 : 910.000 tonnes par mois) :
Avril 1930 : 910.000 (30.000 tonnes par jour).
Avril 1931 : 529.000 (17.000 tonnes par jour).
Acier brut (en 1913 : 981.000 tonnes par mois) :
Avril 1930 : 1.034.000 (43.000 tonnes par jour).
Avril 1931 : 743.000 (31.000 tonnes par jour).
Potasse (en 1913) : 925.000 tonnes par mois) :
Avril 1930 : 797.000 —
Avril 1931 : 636.000 —
Hauts fourneaux :
Avril 1930 : 90
Avril 1931 : 58

	Lignite	*Charbon*
	(en millions de tonnes)	
1929.....	107,89	172,60
1930	83,84 (—22,3 %)	134,51 (—21,21 %).

En 1930, l'industrie du lignite employa 13.518 ouvriers de moins qu'en 1929. L'ensemble de l'industrie allemande a vu se réduire, du début de la crise à mai 1931, sa capacité de production de 52,6 %, et de 47,7 % la durée de son activité.

Le tableau suivant, établi par l'*Economist* de Londres, illustre le recul général de l'industrie dans les principaux pays atteints par la crise :

				1930 (trimestres)			
1924=100	1927	1928	1929	I.	II.	III.	IV.
Allemagne	145,1	144,9	147,5	135,8	130,0	117,0	114,7
Angleterre	106,8	105,5	111,8	110,9	103,1	99,4	99,0
États-Unis	111,6	116,8	125,3	110,5	109,1	97,2	89,1
Canada ...	134,5	149,1	166,4	149,2	150,7	136,5	129,1

L'institut pour l'Étude de la Conjoncture publia en avril 1931 les chiffres suivants du recul de la production dans différents pays :

Allemagne	32 %
Pologne	32 %
Canada.....	30 %
États-Unis.....	29 %
Grande-Bretagne .	26 %
France	9 %
Suède	21 %
Finlande	23 %

Si l'on désigne par le chiffre 100 la production industrielle en 1928, on trouve qu'en mai 1931, la production était :

En Angleterre....	82,7
Aux États-Unis ..	80,2
En Allemagne ...	74,0

Le recul de la production est étroitement lié au recul de l'exportation. Chiffres d'exportation mensuels moyens :

	1928	1931 (juin)
	(en millions de tonnes)	
Allemagne	1.023,0	746,8
Grande-Bretagne ...	1.229,6	603,2
France	713,5	414,4
Italie	275,4	247,6
Hollande	279,0	113,7
Suède	147,4	—
Norvège	62,5	25,61
États-Unis	1.756,3	770,9
Argentine	355,4	172,1
Brésil	166,1	88,9 (mai)
Canada	467,7	228,4
Chili	84,4	38,0 (mai)
Égypte	95,9	35,7
Australie.....	226,1	99,4

L'importation diminua dans des proportions analogues. Ne citons ici que deux chiffres (juillet) :

	1928	1931
	(en millions de tonnes)	
Allemagne	1.166,8	562,5
États-Unis.....	1.424,2	737,3

En même temps, la marine marchande mondiale a,

depuis 1928, réduit le nombre de ses constructions, de 797 en 1928 à 192 au premier semestre 1931.

Woytinski estime que les pertes totales des pays de civilisation européenne et américaine s'élèvent, à la fin de 1931, à 150 milliards de marks. Cette somme est plus de trois fois la somme totale d'or qui existe, elle est une fois et demie plus grande que la circulation totale d'or dans le monde entier. Les pertes allemandes, dues à la mauvaise conjoncture de 1931, sont dix fois plus grandes qu'une annuité des réparations Young. Les pertes allemandes, d'octobre 1929 à la fin de 1931, dépassent de plusieurs milliers de marks la valeur actuelle de toute la dette des réparations.

L'aspect de l'économie mondiale est désolant. Partout on voit les symptômes de la crise, de la décomposition, de la dissolution ; la destruction progressive du pouvoir d'achat des masses, le rétrécissement croissant des marchés, l'agonie progressive du débit, la diminution de l'envergure et de l'intensité de la production. La partie de l'appareil productif qui travaille à vide ou est complètement arrêtée s'accroît chaque jour. Cela fait augmenter les frais fixes pour chaque produit. Pour cette cause, les prix des marchandises remontent, les marchés se rétrécissent davantage, la circulation se resserre. Il est de plus en plus difficile de réaliser une plus-value. Il n'y a plus de profits. Des banques s'écroulent. Des industries s'effondrent. Au pied de cette courbe descendante nous attend la prolétarisation et la paupérisation de la plus grande partie de l'humanité. Le triomphe de l'époque capitaliste est — ironie cruelle ! — la chute dans la barbarie.

Malheur à nos petits-fils !

CHAPITRE IV

Profits des monopoles

Sans la concurrence, il n'y aurait pas de crise dans l'économie capitaliste, mais le système n'est pas concevable sans la concurrence. Elle est l'éperon et l'aiguillon de l'évolution capitaliste. Elle tient toutes les énergies en éveil, pour permettre au capitalisme, en tant que système économique, de remplir sa mission historique. Cette mission est de fournir à une sphère d'hommes toujours plus vaste des biens toujours meilleurs et à meilleur marché. Donc : production en masse, qualité constamment meilleure et prix toujours plus bas. Comme la réalisation du profit dépend de la vente des marchandises, la domination du marché devient le but de chaque producteur. L'anarchie de la production permet, conditionne même la lutte de tous contre tous. Le producteur qui produit le moins cher remporte la victoire.

Le producteur peut produire à bon compte quand il dispose d'un appareil productif qui rend bien ; quand il peut, à bref délai, lancer de grandes quantités de marchandises sur le marché. Il est vrai que l'appareil productif qui rend le mieux exige le plus fort

investissement du capital ; il incorpore la somme relativement la plus grande des frais fixes. Par contre, l'entrepreneur ne dépense que fort peu de capital variable, grâce à l'économie réalisée dans les forces de travail. C'est un avantage. Mais cet avantage se transforme aussitôt en désavantage, il devient même l'écueil le plus dangereux de l'évolution capitaliste, car ici se manifeste une loi bizarre du système qui veut que plus le capital variable est petit, plus soit petit le taux de profit ; ou bien : que plus est grand le capital constant et moins l'investissement paie d'intérêt. Ces deux manières de formuler la loi expriment la tendance de la chute du taux de profit.

Bien entendu, le capitaliste veut avoir le plus grand profit possible. Aussi doit-il lutter contre la chute du taux de profit. Il ne peut pas diminuer le capital constant, car il resterait techniquement en arrière et serait dépassé par ses concurrents. Il ne peut pas volontairement augmenter le capital variable, car la technique perfectionnée élimine automatiquement des forces de travail. Dans cette impasse, il ne lui reste qu'une seule issue : éliminer la concurrence. Il est vrai que c'est plus facile à dire qu'à faire. En outre, il atteint aussi au nœud vital de tout le système. Mais que peut-il faire ? Il tient au profit plus qu'à toute autre chose.

En tant qu'individu, le capitaliste ne peut pas éliminer la concurrence. Pour cette raison, il s'allie à d'autres capitalistes qui souffrent du même fléau. Au début, l'alliance est assez vague : unions spontanées, conventions, accords. On s'entend sur les conditions de vente, sur les remises à accorder, sur les délais de paiements, sur l'achat des matières premières et

la meilleure mise en valeur des produits. On peut encore, à son gré, faire partie de l'association ou s'en retirer. Il n'y a encore nulle contrainte, c'est à peine si l'on prend des décisions absolues. On s'achemine seulement vers la rationalisation du débit.

Mais, plus les formes économiques progressent, plus, avec le temps, l'union devient stricte. Aux conventions et aux associations succèdent les cartels. Au début, le cartel aussi est une union libre ; par la suite, il devient une union obligatoire qui, il est vrai ne s'appuie pas sur une autorité extérieure, mais sur la majorité des membres d'une branche. Le but avoué du cartel est d'établir les prix. En supprimant ou en paralysant la concurrence on veut artificiellement empêcher la chute des prix et dominer le marché. On se sert pour cela de différentes méthodes : on délimite le marché ; on départage entre les membres la production et les profits ; on organise un contingentement ; on dicte les prix au commerce. Ainsi on établit des prix imposés que tout consommateur doit payer. Les automobiles, les bicyclettes, les machines, les meubles de bureau, les machines à écrire, les livres, le savon, les médicaments, etc., coûtent partout le même prix. D'après la catégorie du marché, de la marchandise, du consommateur, de la situation générale de l'économie, telle ou telle autre forme de cartellisation s'impose. De même, la forme sous laquelle règne le cartel dépend de plusieurs facteurs. Mais cartel régional, cartel de production, ou de distribution des prix, tous ont le même but : maintenir des prix élevés par la maîtrise du marché, réaliser des taux de profit élevés.

A leurs débuts, les cartels ne réussissent pas tou-

jours. Tantôt, les forces économiques se montrent plus fortes que les accords écrits ; tantôt, la puissance exécutive d'une autorité qui fasse valoir, en cas de conflit, d'une façon péremptoire, les décisions des membres fait défaut. Il arrive donc souvent qu'on manque à la solidarité et à la discipline dans les cartels. Puis, il y a encore trop d'outsiders et, par là, trop de concurrence indésirable.

Par la force des choses, les associations deviennent plus strictes encore et prennent des formes plus évoluées. L'activité commerciale se sépare de la production. On crée un centre de vente et de distribution qui règle au nom de toute l'organisation les rapports avec la clientèle. Ce centre s'appelle le syndicat et il donne son nom à toute cette forme de cartel.

Toutes les commandes vont tout d'abord au syndicat. Le syndicat, en suivant un ordre déterminé, les transmet aux usines affiliées. La livraison s'effectue directement, mais la comptabilité et les paiements passent aussi par le centre syndical. Ainsi, on obtient la meilleure vue d'ensemble du marché, l'expérience commerciale la plus parfaite, l'appareil de vente le plus efficace. Cette organisation permet d'accorder de la manière la plus sûre le débit et la production. Le marché de toute une industrie est centralisé ici sous une direction unique, et par conséquent on fait de grandes économies de frais généraux. En outre, il est rendu difficile aux outsiders de continuer à faire de la concurrence. Les membres aussi sont plus tenus de se conformer aux accords et aux décisions.

Le syndicat n'intervient pas dans l'organisation intérieure technique des entreprises industrielles. Sa tâche n'est pas là. Il est vrai qu'il restreint l'indé-

pendance et la liberté de ses membres plus que le simple cartel, mais c'est seulement sur le chapitre du débit, de la domination du marché, de la fixation des prix. Sa sphère d'action ne commence qu'au moment où la marchandise est prête à être livrée sur le marché. La préparation elle-même, c'est-à-dire l'entreprise, la technique, la production, l'achat des matières premières et le marché du travail sont du ressort individuel des capitalistes ou des usines affiliées au syndicat.

Cette circonstance rend souvent difficile d'éliminer tout individualisme des membres dans le domaine de l'organisation du débit. Il arrive toujours que des outsiders entêtés rompent avec la discipline du cartel. On leur déclare alors une guerre en règle, par la concurrence des prix les plus bas, si bien qu'à la fin ils périssent ou acceptent de transiger. Si ce moyen se montre insuffisant, on les achète, puis on incorpore ou on ferme leurs entreprises. Dans les cas les plus difficiles, ils sont l'objet d'un blocus systématique pour les matières premières, les crédits et les livraisons. Ainsi, la tendance à la concentration ne cesse d'augmenter ; la puissance des cartels grandit chaque jour, et le marché du débit en transforme de plus en plus la structure

En Allemagne, l'économie des cartels a pris un essor extraordinaire, dans un temps relativement court. Ce fut surtout la politique des tarifs protecteurs qui favorisa fortement les cartels. Au début, les droits protecteurs étaient conçus pour encourager des industries intérieures encore faibles. Ils devaient maintenir à l'écart la concurrence étrangère afin que l'industrie du pays puisse se développer plus à l'aise. Ce but fut

atteint. Mais on ne supprima pas les tarifs : l'industrie les trouvait à son goût. Au lieu de fournir des marchandises à meilleur prix, elle demandait les prix mondiaux majorés des droits de douane, comme si elle avait importé ces marchandises de l'étranger et acquitté les droits. Le droit de douane devint le droit d'enrichissement. Pour le maintenir et pour serrer encore plus fort la vis des prix, les entrepreneurs s'unirent de plus en plus étroitement. Protégés par les murs douaniers, les cartels s'épanouirent en formations de plus en plus puissantes et de mieux en mieux organisées. La politique douanière de l'État se mit enfin entièrement à leur dévotion.

D'après la première statistique officielle des cartels il y avait, en 1903, 385 cartels en Allemagne, sans compter les cartels « conditionnels », première forme et la plus relâchée des cartels. Environ 12.000 entreprises étaient affiliées aux cartels.

Si, au commencement, la formation de cartels n'avait en vue que le maintien des prix, il était inévitable qu'avec le temps ils s'emparassent aussi de la production. On se rendit compte qu'il était profitable de soumettre à une direction centrale, non seulement le débit, mais aussi la production. L'union stricte des membres, la domination monopolisatrice du marché, la garantie des profits et la diminution des risques favorisèrent ce nouveau développement. Avant tout, le cartel tenta de mettre la main sur les matières premières, nécessaires à la production. Pour cela, il dut changer de forme. Les konzerns et les trusts incarnent ce degré plus avancé de l'évolution.

Si le cartel est une espèce d'État fédéral d'usines qui conservent encore l'indépendance de leurs entre-

prises et le droit de se retirer de la fédération, le konzern et le trust sont des unités économiques organiques sous le rapport de la production, de l'administration technique commerciale et financière. Dans le konzern les usines affiliées gardent encore, le plus souvent, leur indépendance juridique. Par contre, le trust s'élève sur la base d'une propriété commune. Trusts et konzerns sont soumis au pouvoir absolu du centre directeur. Il est indifférent ici de savoir si les usines individuelles se sont fondues en une nouvelle usine, ou si une société purement financière a acheté les usines et les a soumises au contrôle d'une société unique (Holding-Company), ou bien, enfin, si un groupe de capitalistes qui possèdent la majorité des actions exerce d'une manière ou d'une autre sa domination dans l'affaire. De même il est indifférent de savoir s'il s'agit d'une société fiduciaire à structure plutôt juridique, un trust, ou d'une communauté de possession sur des bases plutôt organiques, un konzern. D'une façon ou d'une autre, une concentration s'est faite dans laquelle l'union économique a jailli de la communauté d'intérêts. A ce stade de son développement, l'économie prend un caractère de monopole.

Pour le monopole, dont l'origine, les bases et la structure — comme nous venons de le voir — peuvent être différentes, la concurrence à l'intérieur de son domaine est entièrement éliminée. La situation du marché n'a aucune influence ni sur la production, ni sur les prix, ni sur l'organisation du débit. La loi de l'offre et de la demande ne s'exerce plus que dans des limites très étroites. Le capital des monopoles peut librement dicter sa volonté au marché. Il utilise cette dictature en ajoutant au profit habituel incor-

poré au prix de la marchandise, un surprofit. Désormais, le prix comprend les frais de production, le profit et le profit du monopole. Grâce à ce surprofit, le taux du profit est assuré, quelles que soient les circonstances. L'antagonisme entre l'investissement et le payement des intérêts est aboli, l'angoisse devant la tendance à la chute du taux de profit est bannie. Avec le monopole, le capitalisme s'installe définitivement sur le trône en tant que puissance économique.

Il est vrai que le royaume du monopole est malgré tout limité. Il ne s'étend que jusqu'aux frontières de l'industrie où il règne. Là, il se heurte aux autres monopoles. De même que le globe comprend plusieurs continents, empires et pays, de même l'ensemble de l'économie capitaliste est divisé en plusieurs sphères industrielles, régions économiques et monopoles. Et, ici comme là, il n'existe pas toujours entre les empires et les États des relations amicales, un échange pacifique et profitable des forces et des richesses. Il y a plutôt rivalités, inimitié, guerres, asservissement et exploitation mutuels. Plus encore : on arrive à cet état paradoxal que la concurrence est éliminée en petit, mais qu'elle se déchaîne en grand avec un esprit agressif d'autant plus violent. Entre capitalistes privés, entre usines, à l'intérieur des cartels, des konzerns et des trusts, la paix civile et l'entente règnent. Mais la lutte continue à sévir entre les cartels et les konzerns. Le cartel des matières premières est aux prises avec ses clients, les cartels de production, auxquels il dicte les prix élevés des matières premières. A leur tour, les cartels de production se heurtent à la résistance des syndicats et des cartels de vente qui ne veulent pas payer des prix élevés pour les

matières premières ou les articles semi-fabriqués.

Les trois grands domaines économiques : la production des matières premières, la production des marchandises et le marché du débit sont déchirés par une lutte sauvage et tenace. Le plus fort ne cesse de chercher, dans l'intérêt de ses profits, à faire supporter au plus faible les frais et les charges de l'évolution. Mais, finalement, le capitalisme trouve un moyen d'éviter cette bataille aussi.

A ce stade du développement, la forme générale des associations cartellisées est l'union, sur le même plan, à l'intérieur de la même branche ou de la même industrie. Ainsi, toutes les fabriques de linoléum, toutes les verreries, toutes les fabriques de tôle forment leur cartel, leur syndicat, leur konzern. Il n'existe que des formations horizontales. Mais, plus les cartels et les monopoles de différentes industries s'opposent l'un à l'autre, plus on s'achemine vers une forme d'association qui comprend la production des matières premières et toutes les phases de leur élaboration. Une laminerie cherche à s'unir avec une entreprise d'extraction de charbon ou de minerai et avec un haut fourneau, et, en même temps, — dans l'autre direction, — avec des fonderies, des fabriques de machines, etc. Ainsi, on réalise par la fusion, l'achat, l'incorporation des filiales, etc., des concentrations verticales. Les formes des rapports mutuels changent à l'intérieur de ces concentrations selon les conditions nouvelles. Il n'y règne plus la rivalité ni l'exploitation de l'une par l'autre, mais un effort commun pour augmenter la production et en abaisser les frais. Toutes les tendances sont mises sous un dénominateur commun : obtenir un profit grâce à la coopération.

Si un konzern vertical de cette espèce est en même temps possesseur de matières premières, transformateur et vendeur, et qu'en plus il soit fournisseur de ces mêmes matières premières à d'autres transformateurs, il rendra difficile l'existence de ces derniers par les prix élevés des matières premières. Il veut, en effet, garder pour lui seul l'avantage des matières premières bon marché. Tout autre transformateur est son concurrent. C'est pourquoi, il le presse et l'étrangle tant, qu'à la fin l'autre est paralysé. Alors, l'entreprise est achetée, puis incorporée à celle du vainqueur. Peu à peu, le konzern vertical le plus puissant absorbe toute la production des matières premières, et la production de transformation. Les entreprises moins vastes, moins bien outillées disparaissent, sont achetées et fermées. Par contre, les grandes usines augmentent en rendement et en dimensions. On réalise des concentrations de plus en plus formidables. Des entreprises de plus en plus gigantesques voient le jour. Les luttes et les unions conduisent à des associations de plus en plus étroites, élargissent les cadres de concentration, et poussent à son apogée l'économie des monopoles. Leur puissance sur le marché devient de plus en plus irrésistible. Ils dictent les prix d'une manière de plus en plus impérative. Le nœud coulant du profit qui étrangle le consommateur se resserre de plus en plus. A la fin, on ne peut plus y échapper. « De même que les Vénitiens soumettaient les localités rebelles en refusant de leur livrer du sel, de même le monopole du charbon, du fer, de la potasse, de l'alcool peut diriger toute l'existence économique et, derrière elle, la liberté personnelle de son client ou de son fournisseur direct ou indirect dans une mesure qui

ne trouve sa limite qu'aux frontières économiques du monopole et dans la peur d'une révolution sociale. »

La guerre mondiale favorisa extraordinairement le développement de l'économie des cartels, non seulement parce qu'elle mit à la disposition des grands entrepreneurs, en leur assurant des profits gigantesques, toute l'industrie adaptée aux besoins de guerre, mais aussi, et avant tout, grâce au fait que les conditions de production créées par la guerre, surtout les formes dirigées de l'économie, exercèrent une impulsion puissante sur les tendances à la concentration. De nos jours, la structure de l'économie comporte ce trait caractéristique que des unions horizontales et verticales ne restent plus simplement juxtaposées, mais s'unissent et s'enchevêtrent et que les groupements, les unions et les associations s'absorbent mutuellement et se fondent en d'immenses monopoles qui dominent tout.

Deux exemples peuvent illustrer l'évolution des konzerns et des trusts. Le premier exemple est fourni par le Karstadt-Konzern, dont on parlait beaucoup ces derniers temps et qui, d'abord konzern commercial, passa peu à peu à la production et s'incorpora plusieurs fabriques. L'autre exemple est fourni par les Vereinigte Stahlwerke A. G. (1) [Aciéries Réunies, Société par actions], trust de production qui, par des fusionnements, conquit son propre domaine de production, se soumit ensuite les industries transformatrices et finalement, à l'aide de participations et d'alliances, étendit son influence à toute la vie économique.

Le Karstadt-Konzern a pris naissance dans une

(1) A. G. Aktiengesellschaft, société par actions. (N. du Tr.)

firme privée qui ne s'est transformée en Société par actions qu'en 1920. Son développement commença horizontalement par la fondation et l'achat de grands magasins et de magasins de vente au détail. Peu à peu, 58 grands magasins Karstadt. 14 grands magasins Althoff, 5 grands magasins Lindemann, 32 magasins à prix unique Epa et 14 succursales de grands magasins en Allemagne et à l'étranger furent unis en une section de vente au détail du konzern Karstadt. L'immense consommation des marchandises et l'énorme chiffre d'affaires de ces maisons leur permirent des achats importants pour faire face à leurs propres besoins, et plus tard, aussi pour le compte d'autres grands magasins, en tout, pour 47 clients affiliés en Allemagne et à l'étranger ; 8 centrales d'achats et 8 centrales pour le commerce de gros formèrent la « section de gros ». On créa aussi une section d'exportation qui devint copropriétaire de maisons d'exportation établies en Asie et en Afrique, et qui fonda des magasins à Buenos-Aires. Finalement, passant à la structure verticale, on créa et on acheta des entreprises productrices et des fabriques. Le konzern est propriétaire de 14 fabriques et copropriétaire de 13 fabriques. Ces fabriques fournissent aux grands magasins de détail toutes sortes de cotonnades, des rideaux, des articles de confection, des chemises, des tabliers, des chaussures, des tricots, des dentelles, des chapeaux, des manteaux de fourrures, des imperméables, des articles de cuir, de passementerie, du chocolat, du savon, du saucisson et de la viande, des articles de verre et de tôle, etc. Aux profits commerciaux du konzern s'ajoutent ainsi les profits des producteurs et des intermédiaires. Le chiffre d'affaires en 1929

s'élevait à 500 millions de marks ; 60.000 employés et ouvriers étaient occupés par le konzern.

Si Karstadt A. G. représente un konzern d'une organisation relativement simple, les Vereinigte Stahlwerke sont un trust extrêmement compliqué, une combinaison de grand style aux enchevêtrements multiples et très difficiles à démêler. Né en 1926 de l'Union spontanée des konzerns d'industries lourdes dans la Ruhr, il comprend : 1°) le groupe du Rhin et de l'Elbe (participation 39,5 %) avec les Gelsenkirchner Bergwerks A. G., la Deutsch-Luxemburgischer Bergwerks-und Hütten-A. G. et le Bochumer Verein für Bergbau und Stahlgussfabrikation ; 2°) le groupe Thyssen (participation 26 %) avec l'A. G. für Huttenbetrieb, la August Thyssen-Hütte, la Gewerkschaft Fr. Thyssen, Lohberg und Rhein I., Thyssen et C° A. G. ; 3°) le groupe Phœnix (participation 26 %) avec Phœnix A. G. et les Ver. Stahlwerke et 4°) les Rheinische Stahlwerke (participation 8,5 %). Ces groupes comprennent à leur tour d'innombrables mines de charbon, des hauts fourneaux, des lamineries, des cokeries, des aciéries et autre usines. Le complexe immense qu'ils forment sert de base au trust de l'industrie lourde. Son capital de fondation s'élevait à 925 millions de marks. La participation du trust à l'industrie lourde de l'Allemagne est de : un sixième pour le charbon, un quart pour le coke, deux cinquièmes pour l'acier brut et la moitié pour la fonte. Mais ces chiffres ne sont vrais que pour le noyau proprement dit du trust. Ses tentacules touchent encore à plus de 100 cartels et d'usines importantes. Une moyenne de 20 à 50 % de toute la production de l'acier, du fer, des tuyaux, de la pâte à papier, des tôles

épaisses, du fil laminé, du fer en barres et en plaques sont entre les mains des Vereinigte Stahlwerke. Par ces participations, il s'agissait surtout de dominer la base fondamentale, la production de l'acier et, à cet égard, il était important de participer à la Mitteldeutsche Stahlwerke A. G. Le trust y est représenté directement pour 26 %, et indirectement pour 50 %. Les Mitteldeutsche Stalhwerke possèdent 50 % des parts des Oberschlesische Hüttenwerke A. G., si bien que les Vereinigte Stahlwerke ont conquis là aussi, une influence décisive. En même temps les Vereinigte Stahlwerke participent pour 56 % dans la Alpiner Montangesellschaft, l'entreprise la plus importante de l'industrie lourde en Autriche. Après la conquête des matières premières et de base, le trust se lança à la conquête méthodique de l'industrie de transformation. Pour cela, il créa des konzerns à lui. Ainsi la fabrique des machines Duisburg et la Thyssen und Friedrich Wilhelm Hütte devinrent la Deutsche Maschinenfabrik A. G. (Demag). Les Deutsche Edelstahlwerke A. G. Bochum sont nés d'une fusion de six usines qui produisent 40 % de l'acier fin allemand. On unit ensuite la fonderie d'acier Witten, les Rhein.-Westphalische Stahl- und Walzwerke, la fonderie d'acier d'Annen, les Press- und Hammerwerke Dahlhausen-Bielefeld et la Heinrichhütte zur Ruhrstahl-A. G. A celles-ci s'ajoutèrent encore la Ruhrgas A. G. et la Ruhrstahl A. G. Ainsi, le trust embrassa les entreprises les plus importantes de la transformation de l'acier et du fer et créa en même temps de grandes usines pour la transformation des sous-produits. Finalement, on acheta et on incorpora les entreprises concurrentes les plus considérables. Le nombre est

immense des usines particulières qui appartiennent au trust directement et indirectement, qui sont soumises à son influence par la voie détournée des participations, et qui en Allemagne et à l'étranger, reçoivent en fin de compte ses directives et doivent lui verser une partie de leurs profits. Une étude spéciale serait nécessaire pour guider le profane à travers ce labyrinthe d'enchevêtrements, d'associations et de toutes sortes de combinaisons. Cette opacité complète qui rend presque impossible au non-initié d'avoir une idée de l'affaire et au fonctionnaire de contrôler le rendement des impôts est un trait essentiel de ces grandes formations économiques. D'après un rapport de l'office statistique du Reich, voici les proportions des entreprises cartellisées et concentrées en Allemagne, en 1926 :

Mines de potasse	98,3 %
Industrie minière	97,3 %
Colorants	96,3 %
Lignite	94,5 %
Charbon	90 %
Électrotechnique	86,9 %
Distribution de gaz et de force motrice	81,5 %
Navigation	80,9 %
Banques	73,8 %

Depuis, la concentration a encore fait de grands pas. Avant tout, au cours de ces dix dernières années, les cartels nationaux ont formé des unions étroites et se sont transformés en konzerns mondiaux.

En raison de ce développement, le nombre des puissants de l'économie, le cercle des dirigeants dont le

rôle est décisif diminua de plus en plus. Dès 1906, le consul général d'Autriche à Berlin pouvait écrire dans son rapport : « Jamais auparavant, l'Allemagne économique ne s'était trouvée sous la domination aussi absolue d'un groupe qui comprend à peine 50 têtes ; dans aucune autre époque de conjoncture, l'ancienne formule du libre jeu des forces économiques n'avait été éliminée comme en 1906, date à laquelle les décisions capitales sur le montant de la production, de l'exportation, sur le niveau des prix, sur l'octroi des crédits et des capitaux nouveaux, sur le taux des salaires et des intérêts dépendaient d'un nombre restreint de personnalités qui se trouvaient à la tête des grandes banques allemandes, des grandes entreprises industrielles et des grands cartels. Ce sont ces grandes associations d'intérêts qui ont, en première ligne, profité de la bonne conjoncture mondiale, et les avantages étaient d'autant plus grands que l'industrie donnée était plus syndiquée. » Et, en 1909, Walther Rathenau écrivait à la *Neue Frei Presse* de Vienne : « Dans le champ de travail le plus impersonnel, le plus démocratique, où le public souverain d'une assemblée d'actionnaires décide, conformément aux statuts, de la nomination ou de la démission, il s'est formé au cours d'une génération une oligarchie aussi fermée que dans l'ancienne Venise. Trois cents hommes qui se connaissent tous dirigent le destin économique du continent et se cherchent des successeurs dans leur milieu. » Ces trois cents hommes représentaient la puissance économique de l'Europe, ils formaient le carrefour des rapports économiques du monde entier.

Aujourd'hui, leur nombre est beaucoup, beaucoup plus réduit. Si l'on prend la peine de compter le nombre

de Conseils d'administration où figurent chacun des capitaines importants de l'économie, on se forme une idée approximative des limites étroites du cercle dirigeant. Ainsi, en Allemagne, Voegler et Thyssen siègent ou président dans 24 Conseils : Reusch dans 25 ; von Schwabach dans 43 ; Silverberg dans 46 ; Schlitter dans 50 ; Schroeder dans 53 ; Hagen dans 71 ; et Goldschmidt de la Danatbank dans 83. C'est la dictature du gros sac d'argent. Le capital a atteint le sommet de sa puissance. Il est arrivé au but.

Il est vrai que chaque but atteint marque la fin d'une carrière. Si le capitalisme a atteint, dans le monopole mondial, le but de ses désirs et de son évolution, son ascension est terminée. Une fois le sommet atteint, il n'y a plus qu'à redescendre. Au moment du plus grand triomphe, commence le déclin.

Déjà, en créant le simple cartel, la première coalition défensive encore timide et imparfaite contre la concurrence importune, le capitalisme avait fait le premier pas vers sa propre perte. Il péchait contre le principe fondamental de son système et par là contre la condition fondamentale de son existence. Le capitalisme devait — c'est ainsi qu'on légitimait son existence — fournir à un cercle d'hommes toujours plus large des produits toujours meilleurs et moins chers. En entreprenant la campagne contre la concurrence, dont le dernier effet était une baisse constante du prix des marchandises, le cartel dispensait le producteur de l'obligation de fournir des produits bon marché pour la consommation de masse. En règle générale, les prix uniques fixés par les cartels étaient des prix maxima, calculés d'après les frais fixes les plus élevés, dans une industrie donnée. C'est ainsi seulement que

le cartel put apporter une aide efficace aux producteurs faibles et techniquement arriérés. Seul, cet avantage pouvait les tenter à s'unir et à faire partie d'un cartel. Les usines évoluées, mieux outillées, eurent des surprofits grâce au niveau élevé des prix. La production des marchandises, vantée autrefois comme un « service rendu au client » se transforma ouvertement en un « pillage du client », et le surprofit, en tant que rente différentielle, en tant que profit des monopoles, devint bientôt un élément constant, allant de soi, de l'établissement du prix de vente. Comme on s'est habitué à tenir compte du profit réalisé grâce aux tarifs protecteurs, il est maintenant de règle d'établir des profits de cartel et d'empocher les surprofits des monopoles.

Grâce à cela, les cartels. les konzerns, les trusts — sans parler de leur rôle d'exploiteurs en tant que producteurs — se transformèrent en instruments méthodiques de pillage des consommateurs, par leurs prix usuraires. Ils devinrent les instruments de l'enrichissement parasitaire. L'industrie des cartels devint une industrie rentière.

Mais cela ne suffit pas encore. Le capitalisme doit non seulement produire à bon compte, mais encore il doit mettre les marchandises à la disposition des masses, d'un nombre toujours plus grand d'hommes. Il a péché aussi contre ce principe fondamental le jour où il a créé le premier cartel. La méthode la plus en faveur et la plus courante employée par les cartels pour faire monter les prix consistait, dès le début, à restreindre l'offre et à entraver la production. Si l'économie des cartels, qui dispose de la technique la plus perfectionnée, laissait libre jeu à sa force productive

hautement développée, elle pourrait, dans un temps très bref, inonder tous les marchés d'une abondance inimaginable de biens et de marchandises. Et si elle desserrait les liens qui enchaînent la loi de l'offre et de la demande, le monde entier aurait en un clin d'œil une masse de marchandises incalculable aux prix les plus bas. Il est vrai que le taux du profit baisserait prodigieusement, et qu'on ne pourrait plus maintenir dans sa forme actuelle le système capitaliste.

C'est cela que le capitaliste redoute. Il veut vivre et il vit du profit. Mais le profit est compris dans le prix des marchandises. A partir d'une certaine phase de l'évolution, il n'est possible que si les prix sont élevés, aussi les prix doivent-ils être maintenus à un niveau élevé. Pour les maintenir, il est nécessaire de freiner la production, de l'étrangler, d'organiser artificiellement la demande, de violenter la liberté du marché. Toutes ces nécessités résultent du système même. Tout est fatal. Aucun capitaliste ne pourrait survivre s'il voulait échapper à cette fatalité. Il lui faut demeurer capitaliste et en supporter toutes les conséquences.

En dehors des cartels et des monopoles, la lutte des concurrents continue. Elle se réclame de la vieille loi traditionnelle toujours valable théoriquement : la marchandise la moins chère l'emporte. Cette loi l'emporte avant tout sur le marché mondial. Là, la puissance des cartels et des konzerns nationaux n'existe plus, et la puissance des konzerns et des trusts internationaux qui dominent aussi le marché mondial n'est pas encore bien établie. C'est pourquoi, il faut livrer au marché mondial au prix le plus bas possible. Le capitalisme allemand, auquel la guerre mondiale

a voulu disputer la suprématie sur le marché mondial, s'est lancé dans de nouvelles conquêtes impérialistes. Par chargements entiers il a couvert le marché mondial de marchandises à bon marché. De nouveau, ce furent les prix de dumping. La concurrence allemande, faite de prodigalité, a réapparu. Elle va jusqu'à offrir des marchandises au-dessous du prix de revient. Pourtant le capitalisme n'est pas un bienfaiteur qui distribue gratuitement des marchandises. Ce qu'il perd sur le marché mondial, il veut le regagner sur le marché intérieur. Ses compatriotes sont assez complaisants pour accepter de supporter les frais de sa folle politique. Ainsi, il vend à perte sur le marché mondial et réalise des surprofits sur le marché intérieur, tout comme pendant la période d'avant-guerre, de bienheureuse mémoire. Voici un tableau des prix (par tonne. en marks) :

Marchandises	Marché mondial	Marché intérieur
Fer en barres.....	81	137
Fer en bandes.....	90	159
Fil de fer laminé...	120	142
Tôle épaisse.....	90	153
Tôle moyenne.....	102	160
Tôle mince.....	105/55	178/250
Fil de fer.....	117	217
Clous	117,5	227,5

Pour imposer ses prix élevés sur le marché intérieur, le capitalisme a besoin des tarifs protecteurs, des interdictions d'importation, de la puissance des cartels. Il a besoin d'un gouvernement faible qui obéisse à ses volontés ; d'une politique qui appuie et protège ses intérêts impérialistes.

La politique des bas prix sur le marché mondial entraîne la politique de la baisse des prix de revient. Plus les prix de revient sont bas, moins la marchandise est chère. Produire le moins cher, c'est produire en masse grâce à la technique la plus perfectionnée. Ainsi, par le détour du marché mondial, le capitalisme doit revenir à la simplicité de ses lois et aux formes primitives de sa production. Il doit perfectionner sa technique afin d'être en mesure de produire dans le temps le plus bref de grandes masses de marchandises bon marché. Quand il eut compris cette nécessité, il se lança dans la rationalisation. La science, l'ardeur des investigateurs, l'esprit d'invention lui apportèrent leur concours. La technique fit des miracles. Avec un temps de travail minimum, on obtint le rendement maximum et optimum. La production progressa géométriquement. Des montagnes de marchandises poussèrent sur le marché. Succès enivrant.

Mais le succès a coûté trop cher. Tous les profits de guerre et d'inflation ont été investis dans la technique. D'immenses emprunts grèvent les entreprises. On a investi beaucoup de capital à faux et d'une manière absurde. D'immenses rationalisations manquées ont enlevé à la production des moyens énormes, qu'on ne peut plus lui restituer. Malheureusement, la loi de la rentabilité capitaliste exige que ces sommes immenses dépensées improductivement rapportent elles aussi. Le capitalisme est inexorable, il veut que tout le capital rapporte. Il faut payer les intérêts non seulement du capital investi dans l'industrie qui fonctionne, mais aussi dans celle qui marche à vide ou qui est arrêtée. Les sommes d'intérêts que rapporte une partie doivent donc être calculées de manière à payer l'ensemble.

Il s'agit souvent ici de sommes énormes. Ainsi, par exemple, dans l'industrie du ciment. on a gaspillé 300 millions pour, en 1929, élever la production à 16 millions de tonnes, tandis qu'on n'utilisait les entreprises que de 25 à 35 %. Dans l industrie du fer et des textiles, on a calculé le rendement pour une consommation qui comprenait aussi l'Alsace et la Lorraine. Les pertes dues à cette erreur se chiffrent par milliards. L'industrie de la soie artificielle a tant augmenté sa production que sa disporportion avec la consommation a entraîné une chute catastrophique des actions dans la proportion de 800 à 100. Dans l'industrie des automobiles, du linoléum et de l'azote, mêmes phénomènes. Les konzerns du fer et de l'acier, pour donner plus d'occupation à leurs usines rationalisées, achetèrent des maisons d'outsiders et des stocks et perdirent beaucoup de millions dans cette opération. Des accords passés avec la Suède sur les livraisons de minerai causèrent des pertes qui se chiffrent par des centaines de millions. Toutes ces rationalisations manquées et ces calculs erronés, toutes ces pertes et ces valeurs immobilisées doivent naturellement payer des intérêts. Autrement dit : augmentation du taux du profit, double renchérissement de la production en dépit de la rationalisation, prix surélevés, en dépit de l'augmentation de la production de masse. Tout l'art dépensé pour rendre moins chères les marchandises a eu pour effet de les rendre plus chères. Tout sens est devenu non-sens.

Dans cette course pour la domination du marché mondial, et même avant de saisir le quiproquo de sa situation, le capitalisme a compris soudain qu'il tenait la bonne route, mais dans la fausse direction ; que

chaque chemin que lui désignait l'évolution lui faisait faire fausse route, que chaque loi de son activité se retournait contre lui. Entre le point de départ et le but, ses forces l'ont trahi soudain. La peur l'a fait chanceler. L'anxiété l'a jeté à terre. Il a perdu son assurance. C'était la crise.

Dès 1928, les experts de la Conférence économique mondiale déclarèrent que grâce aux cartels, aux trusts et aux arrangements entre pays, on pouvait arriver à un meilleur ajustement des intérêts opposés que par la lutte et la concurrence. Et le Congrès de l'Internationale Socialiste, tenu à Bruxelles en 1928, fit sienne cette opinion. Il alla plus loin encore : il demanda nettement aux ouvriers de coopérer vigoureusement à ce processus de concentration du capital. Quelques mois plus tard, l'édifice branla un peu ; au bout d'une demi-année, ce fut la crise. Tous les porte-paroles de l'évolution économique pacifique virent, à leur étonnement, que la théorie des crises, cette théorie terne, cette doctrine empoussiérée, était plus que jamais vivante.

Et pourtant, la crise n'est pas une invention du diable. Elle est comme la fièvre dans le corps humain, un processus salutaire qui doit permettre de supprimer des troubles dans le fonctionnement de l'organisme. La tâche de la crise consiste à réaliser un ajustement entre la surproduction et la sous-consommation. Nous avons déjà dit plus haut que cet ajustement n'est possible que si les prix de la masse superflue des marchandises invendables baissent tant qu'elles deviennent accessibles au pouvoir d'achat très faible des consommateurs. La marchandise bon marché trouve des clients. La chute des prix vide les greniers

et les magasins. Une fois les stocks écoulés, la circulation recommence. La production peut reprendre.

C'est la marche normale d'une crise. C'est là son rôle économique. Mais aujourd'hui il s'avère que les prix ne veulent pas baisser. Des mains invisibles les maintiennent hauts par force. Çà et là, un prix surélevé baisse un tant soit peu. Dans certains cas, il y a des ventes au rabais et des baisses. Mais dans l'ensemble — et surtout en Allemagne — le niveau général des prix ne change pas. Par conséquent, il n'y a pas de décongestion. La crise devient chronique, elle traîne, elle devient maligne. L'Office du Commerce à Washington publie sa revue du mouvement des prix dans les principaux pays, pendant la crise. On y voit que c'est en Allemagne que le recul des prix, par rapport à leur niveau le plus haut en 1929, est le plus insignifiant. Les chiffres désignent chaque fois l'indice global :

Pays	Période du prix le plus élevé 1929	Augmentation ou diminution en juin 1931 par rapport : au prix moyen 1913	au plus haut prix 1929	à mai 1931
Canada	Août	+ 12,8	— 26,6	— 1,1 %
Grande-Bretagne..	Mars	+ 3,2	— 26,4	— 1,1 %
France	Février	+ 5,2	— 21,5	— 0,4 %
Belgique.....	Mars	— 7,4	— 26,2	+ 0,3 %
Allemagne	Mars	+ 12,0	— 19,8	— 1,1 %
Italie	Février	— 11,2	— 29,6	— 1,9 %
Tchécoslovaquie..	Mars	+ 12,0	— 20,5	+ 2,8 %
Danemark	Février	+ 10,0	— 30,8	— 2,7 %
Lettonie	Février	— 15,0	— 33,2	— 1,0 %
Pologne	Mars		— 26,3	— 2,7 %

L'Allemagne est donc restée le pays le plus cher. On le verrait encore plus clairement si on pouvait comparer non les indices globaux, mais les indices

des prix de détail, car ce sont justement les articles de consommation des masses qui ont le moins baissé. Des millions d'hommes sont affamés, mais les portes des greniers ne s'ouvrent pas. Le monde entier étouffe à cause de la pléthore, mais des masses périssent de misère et de privations. Quel est donc ce monde ?

C'est le monde des cartels et des monopoles. Cette crise est une crise mondiale du capital monopolisateur. Le capitalisme tremble devant la chute du taux du profit. Dans son angoisse il s'est réfugié derrière les remparts de ses cartels et dans les forteresses de ses monopoles. Il doit maintenir, assurer, défendre ces remparts et ces forteresses qui forment son dernier refuge, son dernier bastion dans sa lutte pour le profit. Malheur à lui, s'il ne se défend pas ! Malheur à lui, s'il se laisse surprendre ou vaincre ! Il s'agit de tenir. De toutes ses forces, il doit conserver le haut niveau des prix. Il faut empêcher toute baisse, il faut empêcher tout soulagement de la conjoncture par la diminution des profits. Les prix élevés sont la base de la sécurité ; les prix élevés garantissent la puissance du capital. Renoncer à la dictature des prix, c'est renoncer à l'existence ; c'est la défaite, la capitulation. la faillite.

Dans les crises précédentes, quand le capital n'avait pas encore atteint la stratosphère de la région des monopoles, les grands effondrements de prix étaient la soupape naturelle de la surabondance des marchandises. Ainsi, les baisses des prix dans la vente des matières suivantes étaient :

	Fonte	Fer en barres
En 1884–1886 ..	49 %	51 %
En 1893–1895 ..	47 %	56 %

Dans la crise actuelle, il en est tout autrement. La puissance des monopoles empêche toute baisse sérieuse. On ne constate que des diminutions tout à fait insignifiantes et inévitables. Jusqu'ici la baisse des prix était tout à fait minime.

	Fonte	Fer en barres
1930-1931	8 %	9 %

Non seulement dans cette industrie, mais dans toutes les autres industries aussi, l'économie est congestionnée par le fardeau des hauts prix. Pour une ampoule électrique dont les frais de production s'élèvent à 10 pfennigs, le consommateur paie de 1 mark 50 à 2 marks ; pour un aspirateur de poussière dont les frais de production sont de 25 à 45 marks, il paie de 150 à 200 marks ; le gramophone que le trust produit pour 12 marks coûte sur le marché de 120 à 150 marks. Toutes les marchandises sont grevées par les surprofits des monopoles. Tandis que les prix des matières baissent, les prix des marchandises montent, malgré des machines à rendement meilleur et des salaires plus bas. Voici un tableau :

	Fin 1913	Juillet 1931	
Coton (la livre) ..... (Liverpool)	6,70 d	4,50 d	— 30 %
Fil de coton (le kg) ... (Stuttgart)	2,02 M	2,17 M	+ 7,4 %
Tissu de coton (le m.)			
calicot	23 pf	26,4/27,8 pf	(+ 10 %)
cretonne..... (Allemagne)	30 pf	32,8/33,8 pf	(+ 10 %)

Toutes les couches sociales qui n'appartiennent pas aux monopoles gémissent sous la rigueur de ses tributs. L'industrie qui dépend des monopoles doit payer cher ses matières premières ; la production lui revient cher, elle doit donc vendre à des prix élevés. L'industrie de transformation doit payer cher les produits semi-fabriqués et contribuer à la cherté de la vie par le prix élevé de ses marchandises. Le commerce de gros voit ses profits continuellement diminués par la toute-puissance des monopoles. Le petit commerçant est le dernier coolie dans le débit des marchandises et ne peut gagner sa pauvre vie qu'en s'exploitant lui-même et en exploitant les siens jusqu'aux plus extrêmes limites. Le paysan doit payer, pour toute marchandise dont il a besoin, des prix de monopoles, tandis que les prix de ses produits, par suite de la demande toujours plus faible, conséquence de l'appauvrissement général, ne cessent de baisser. Qui forcera le capital monopolisateur à renoncer aux profits d'une évolution qui dure depuis plus de cinquante ans ? Qui est assez fort pour l'obliger à abandonner sa position de puissance de monopole ? L'État ? C'est une créature de l'économie, non son maître ; il est l'instrument du capital, non son souverain. Ou bien, par égard pour l'intérêt de la communauté, le capital monopolisateur se résoudra-t-il à renoncer à sa politique ? Le bien de la population n'a encore jamais déterminé les actions des maîtres des monopoles. Ils n'ont que faire du bien-être, du bonheur et de l'humanité. Ce qu'ils veulent, c'est le profit et la puissance.

Aux États-Unis, les conditions ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en Europe, surtout qu'en Allemagne. Il est vrai que, là aussi, la politique des cartels a élevé

le capital à une puissance illimitée. On se partage les marchés, on dicte les prix et on empoche les profits. Mais, d'une part, la position dominante des cartels et des trusts n'est pas aussi inattaquable juridiquement, n'est pas aussi sanctionnée que chez nous ; il existe contre les trusts des lois dont l'application rétrécit parfois sensiblement la souveraineté et la toute-puissance économique des magnats. D'autre part, le débit des marchandises aux États-Unis se répartit sur un marché plus grand ; il a un rayon d'expansion si grand qu'on n'a pas besoin d'insister avec tant de rigueur sur le maintien des prix élevés. Enfin, les salaires des ouvriers et employés américains dépassent de tant le niveau allemand, que même si la production est très intensifiée, la demande correspond toujours à peu près à l'offre. Les trusts et les monopoles américains ont donc maintenu une certaine élasticité dans leur politique des prix. En outre, certains entrepreneurs qui jouissent d'une grande popularité, Ford le premier, ont élevé la propagande pratique des bas prix à la hauteur d'un principe commercial, d'une spécialité. De tels exemples ont exercé une forte influence psychologique. La crise a montré jusqu'à quel point la mentalité publique en est pénétrée. Les trusts les plus forts et les monopoles les plus puissants ont été obligés de tenir compte du marché et des clients qui exigeaient des baisses de prix et des facilités de débit. Mais, là non plus, cela ne dépasse pas une certaine limite.

Cette limite est tracée par des faits objectifs qui sont en dehors de la volonté et de la puissance humaines. Le capital aussi dépend de ces puissances objectives, car elles résultent de la nature même du système économique actuel. Selon les conditions que le capital

trouve en Europe ou en Amérique, son aspect comporte quelques nuances. Mais sa liberté est imaginaire, il n'a que peu de place pour le caprice et l'arbitraire. La logique de la détermination économique est toujours la plus forte, la contrainte des faits l'emporte toujours. Toute la carrière du capitalisme ne nous apprend-elle pas que tout est nécessaire, logique, soumis à de grandes lois ? Que le capitalisme l'ait voulu ou non, il a été obligé de lutter contre la concurrence, de faire des investissements toujours plus forts, de pousser la rationalisation jusqu'au bout, de passer par les cartels et les konzerns, d'ériger la puissance des monopoles et de soumettre les marchés à la terreur de ses prix de monopoles. Il y a été obligé, il y a toujours été obligé et il y est encore obligé maintenant. Le système ne lui laisse pas de choix. Il est son esclave, comme l'ouvrier est son esclave. Il est vrai qu'il porte des chaînes d'or, mais il est tout de même esclave.

Ce système — admirable et effroyable en même temps — augmente au plus haut degré la productivité du travail humain et pourtant apporte aux hommes la pire misère. Il offre l'image de la perfection et faillit, à cause de ses imperfections désastreuses, aux tâches les plus élémentaires. Il est son propre triomphe et sa propre perte. « La vraie limite de la production capitaliste, dit Marx, est le capital lui-même ; c'est le fait que le capital et sa mise en valeur apparaissent comme le point de départ et le point d'arrivée, le motif et le but de la production ; le fait que la production n'est production que pour le capital et non inversement, que les moyens de production ne sont pas de simples moyens pour développer toujours davantage le processus vital, pour le plus grand bien de la société

des producteurs. » De là vient la contradiction constante entre la production et la consommation. De là, le conflit insoluble entre la tâche donnée par l'histoire et l'incapacité notoire de la résoudre définitivement.

Dans ce conflit, le capitalisme périt. Dans la crise mondiale se prépare le déclin de l'Occident capitaliste.

CHAPITRE V

Politique des subventions

La dictature des monopoles est aujourd'hui toute-puissante et partout présente. On ne peut lui échapper. Le monde entier des consommateurs est entre ses mains.

Mais la notion de consommateur n'est pas tout à fait univoque. Plus d'un est producteur et consommateur à la fois, et ce à différents degrés. Par exemple, une laminerie qui utilise du charbon est consommatrice par rapport au monopole du charbon. Mais, fabriquant du fer et de l'acier, elle est, par rapport au marché, productrice. Ainsi, chaque producteur fait partie, à quelque degré, de l'armée des consommateurs, et inversement. En tant que producteur, il jouit des avantages; en tant que consommateur, il souffre des désavantages de l'économie des cartels et des monopoles.

Dans l'ère de la politique des tarifs protecteurs, le consommateur intérieur a pour tâche de se laisser piller par le capital de monopole, qui lui fait payer des prix exorbitants. En outre, — surtout en Allemagne, pays des monopoles les plus rigoureux, — ce consom-

mateur est surchargé d'impôts et, en temps de crise, il doit encore supporter le fardeau de sacrifices imposés par décret : diminutions de salaires et de traitements. Souvent il lance des appels pour demander protection à l'État et la pitié des autorités. Mais tous ses appels retentissent en vain.

Par contre, le producteur arrive à se faire entendre du gouvernement. Le producteur représente le capital et le profit, et l'État est l'organe qui doit protéger les intérêts capitalistes. L'État institution neutre élevée au-dessus des classes, et qui, sans parti pris, veille au bien de la communauté, est une jolie fiction qui fait la joie des enfants en politique. L'État protège le capital et le profit ; il étouffe les conflits de classe et les maintient dans les limites de l'ordre existant, c'est là sa raison d'être. C'est pourquoi il protège le producteur et reste sourd aux appels du consommateur ; c'est pourquoi il déploie des soins attendrissants pour soutenir le capitalisme, tandis qu'il permet de jeter les travailleurs à la rue.

Or, aujourd'hui le capital aussi lance des appels au secours, car son profit, que dis-je, son existence sont en danger. Le petit capital crie au secours, plus fortement encore, car il est violé, réduit aux abois, et dévoré par le gros capital. Il faut que l'État intervienne et protège le petit capital contre le gros capital. Et voici l'État qui apparaît comme arbitre d'un conflit intérieur.

Il fut un temps où prévalait le principe que l'État ne devait pas intervenir dans les affaires économiques. C'était l'époque du libéralisme et du manchesterisme. Le capitalisme s'opposait alors énergiquement à la pratique du mercantilisme. Celle-ci favorisait de toutes

les manières possibles les manufactures, industries et entreprises naissantes par des subventions financières, des remises d'impôts, par la réglementation officielle des salaires, par des primes à l'exportation, etc. Mais en même temps, elle cherchait à réglementer bureaucratiquement toutes les mesures économiques. Cette contrainte administrative gênait considérablement le développement des forces économiques, et on comprend le désir de s'en débarrasser, de supprimer la réglementation schématique et étroite. L'État devait uniquement veiller à l'ordre, tenir les ouvriers en échec et maintenir entière la liberté de les exploiter, le capitalisme devait veiller lui-même à tout le reste. Tel fut le mot d'ordre de l'époque du manchesterisme et du libre-échangisme.

A cette époque, chaque intervention financière dans ses affaires était une gêne pour le capitalisme. Son économie ne prévoyait pas de place pour le protectionnisme commercial, et elle ne comportait pas de justification pour les subventions ou autres faveurs fiscales. Non seulement le capitalisme les considérait comme un obstacle, mais encore elles étaient pour lui l'aveu de sa faiblesse et de son incapacité. L'idée de subvention évoquait celle d'un favoritisme inadmissible des intérêts privés aux frais de la communauté. On confondait cette notion avec le paiement des subsides, avec la poursuite de buts inavouables, avec la corruption. C'est pourquoi on dédaignait les subventions ou bien — quand on les acceptait malgré tout — on les empochait furtivement avec un sentiment de culpabilité.

Il est vrai que l'idéal manchesterien ne vécut pas longtemps dans l'Europe continentale. Chaque capi-

talisme eut tôt fait de conquérir son marché intérieur ; le déploiement de son initiative fut vite limité. Les marchés furent inondés de marchandises à bon prix et la concurrence étrangère s'y donna libre cours. Alors, soudain, le capital souverain demanda sa protection à l'État sous forme de droits de douane, de restrictions d'importation et d'interdictions d'entrée. Que dis-je, il poussa à la lutte à main armée, pour la défense de ses profits. L'État fut obligé d'abandonner de plus en plus son « laissez faire, laissez aller (1) ! » et de gardien passif, il devint serviteur actif du capitalisme. Seule fut conservée l'idéologie surannée qui présentait l'État comme une institution impartiale au-dessus de tout, et dont le but était de veiller au bien-être général. Cette idéologie survit encore allégrement dans les manuels d'économie politique et dans le cerveau des contemporains naïfs.

A l'occasion, le gouvernement se souvient lui aussi de la vieille tradition; ainsi, quand un consommateur appelle à l'aide contre la dictature des monopoles. « A notre très grand regret, nous n'y pouvons rien ; en tant qu'État, nous n'avons pas le droit d'intervenir ! » Mais, s'il s'agit de l'appel au secours d'un producteur menacé de succomber à la terreur des prix de monopoles ? Si des industries entières, par la cherté des matières premières et des produits mi-fabriqués, sont en danger de périr sous les rigueurs de l'exploitation ? Que doit faire l'État ? Doit-il lutter contre les profits des monopoles ? Il est sans force contre eux, car depuis longtemps déjà il est livré pieds et poings liés au capital monopolisateur. Doit-il

(1) En français dans texte, N. d. D

simplement abandonner à leur misère les petits producteurs ? Leur confiance en la puissance de l'État serait détruite et il en résulterait des conséquences politiques désagréables. Que doit-il donc faire, quand aucune des deux attitudes n'est ni possible, ni indiquée ? Il a trouvé une solution. Tandis que, de la droite, il protège et favorise la dictature des monopoles, il donne de la gauche, ouvertement ou secrètement, à ceux que l'économie des monopoles opprime. On octroie des fonds publics à l'économie privée. Pour réparer les conséquences nuisibles de la politique des monopoles, on met l'argent de l'État à la disposition des intérêts et du profit particuliers. Ainsi, la politique de subventions suit de près la politique de monopoles.

La guerre mondiale favorisa largement ce phénomène. C'est elle qui amena à la collaboration la plus intime de l'administration et du capital, de la bureaucratie et de l'industrie. La communauté des intérêts étatiques et économiques, telle qu'elle résulta de la guerre, eut tout à fait ouvertement pour conséquence l'octroi de larges secours accordés à l'industrie, par des moyens fiscaux. Des usines et des entreprises entières virent le jour grâce à la puissance financière de l'État. Et après la guerre, des industries essentielles ne purent souvent être remises en train ou adaptées aux besoins de la paix que grâce aux secours de l'État. Plus tard, la révolution, l'occupation des territoires, les règlements de frontières, l'inflation mirent des entrepreneurs particuliers ou des industries entières dans de si grandes difficultés que de plus en plus souvent l'intervention et le secours du Reich des États ou des communes furent nécessaires. On eut des égards pour

ceux qui étaient durement frappés. Comme il s'agissait souvent d'indemnités uniques ou d'assistances, l'opinion publique ne s'émut pas outre mesure de cette utilisation de l'argent public, pour des buts privés. Ainsi, on accorda de nombreuses subventions à des firmes et des unions industrielles des régions de la Ruhr et de la Sarre, en Haute-Silésie et à Wasserkante. Il est vrai que lorsque le gouvernement du Reich donna, en 1926, 706 millions de marks comme indemnité d'occupation aux industriels de la Ruhr, sans consulter le Reichstag, cette subvention, tant pour son importance que pour la forme sous laquelle elle fut accordée, souleva une vive indignation. De même, on fut surpris et révolté par les subventions accordées à la navigation et aux chantiers maritimes ; elles se montaient à 50 millions et furent prélevées sur les fonds de chômage. La subvention de 500.000 marks et le crédit de 300 millions accordés à la Phoebus-Film A. G. furent considérés généralement comme un effet de la corruption.

De fait, à mesure que les monopoles marquaient de plus en plus profondément la vie économique de leur empreinte, la politique des subventions qui se propageait dans son ombre prenait des formes de plus en plus ténébreuses et suspectes. Les caisses publiques se transformèrent en râteliers, où des capitalistes sans conscience ou incapables venaient de temps en temps se gaver pour atténuer leur détresse chronique, et les pratiques de la bureaucratie : octrois secrets de subsides, refus de publier la comptabilité, encouragement des tendances réactionnaires et fascistes ne contribuèrent pas à établir la confiance en la pureté et l'intégrité de cette politique d'assistance.

Les époques de crise contribuent à une extension de la politique des subventions. Le nombre des maisons qui se trouvent en difficulté et qui doivent trouver assistance et appui augmente. Puis, l'ensemble de l'économie est intéressé davantage à maintenir intactes certaines industries essentielles, surtout quand un système de tarifs protecteurs rend difficiles ou impossibles le rétablissement de l'équilibre des forces économiques et la diminution de la tension entre le marché étranger et intérieur. Par conséquent, sous le règne des cartels et des monopoles, qui dictent non seulement les prix aux consommateurs, mais aussi leurs actes aux politiciens, les dépenses étatiques pour soutenir des entreprises privées sont de plus en plus fréquentes et considérées comme allant de soi.

On peut distinguer les subventions d'après la durée pour laquelle elle sont accordées : subventions uniques, provisoires, régulières ; puis d'après leur forme : directes, indirectes, prêts, garanties, secours, droits de douane, cadeaux, primes, etc... On peut aussi les diviser selon l'élément qui prédomine dans les conditions où elles sont octroyées : économique, national, social ou politique. Il existe plusieurs formes intermédiaires, hybrides et toutes sortes de nuances.

Dans la période d'après-guerre caractérisée par de fortes fluctuations de la conjoncture, une augmentation des besoins de crédit, une rentabilité peu sûre et des perspectives d'évolution trompeuses, toutes les méthodes de subvention se sont développées. Tantôt il s'agit de combattre les effets de la guerre, tantôt de protéger les intérêts menacés de la patrie, tantôt de compenser les pertes de territoires, tantôt de garantir les commandes d'exportation, tantôt de compenser

des différences d'intérêts et des pertes causées par la fluctuation des changes. Des exigences purement matérielles se dissimulent souvent sous des motifs purement idéologiques. On prétend fréquemment protéger les intérêts des ouvriers et des employés quand le désir d'enrichissement est tangible dans toute sa nudité. L'absence de contrôle public facilite les abus. La pression grandissante de la concurrence des monopoles et le fardeau croissant des prix poussent à faire supporter à la communauté les obligations économiques. Ainsi, toute l'économie est aujourd'hui empêtrée dans un filet de prêts, de secours, de garanties, de crédits de compensation, d'assainissement et de mise en train, filet qui, tissé par d'innombrables offices, corps et administrations, lui permet, grâce à sa complication et son opacité, d'échapper à toute constatation précise et à toute statistique. Les renseignements qu'on trouve dans les budgets sont insuffisants et souvent fallacieux. De temps à autre, seulement, et la plupart du temps à l'occasion de faillites, on apprend l'existence de subventions et de secours accordés par l'État et qui n'étaient connus ni du public, ni du Parlement. C'est pourquoi il est impossible de donner un exposé complet de la politique des subventions pratiquée en Allemagne.

On peut seulement choisir parmi les faits connus ceux qui, par leur caractère relativement certain, illustrent le mieux le système.

Considérons tout d'abord les subventions désignées sous le nom de « garanties ». Elles sont, par leur forme, d'origine récente et représentent des crédits qui doivent être remboursés. Leur octroi dépend, d'après un règlement nouveau, d'une autorisation

spéciale. Selon Leop. Heinemann, voici l'état des garanties accordées entre la stabilisation et le 1er octobre 1930 :

	(millions de marks)
Agriculture	109,1
Commerce et industrie	309,1
Navigation	55,6
Logements	199,3
Régions occupées	7,7
Musée allemand à Munich	3,3
Soit au total	684,1

Il faut y ajouter les nouvelles autorisations accordées pour 1930 :

	(millions de marks)
Développement du commerce extérieur	350
Aide aux provinces de l'Est	100

De plus, il reste les autorisations accordées précédemment :

	(millions de marks)
Agriculture	119,0
Commerce et industrie (crédits d'exportation)	567,0
Logements	245,0
Soit au total	931,0

On ne connaît qu'un nombre restreint des bénéficiaires de ces garanties. Une partie considérable en a été gaspillée, si bien que l'État subit une perte d'au moins 56,50 millions de marks. La manière dont cet

argent fut utilisé, on peut la voir, par exemple, dans le cas de la Motorwacht, société créée à l'instigation de l'État en 1925-1926 et qui devait organiser une espèce de centre officiel pour tracteurs. Cette société, dirigée par le secrétaire d'État Hagedorn, dépensa, au cours de ses trois premières années d'existence commerciale, plus d'un million de marks de l'argent de l'État ; elle n'était pas viable, elle avait trop de dettes ; son organisation était manquée et rien ne pouvait justifier son existence économique. Malgré cela, elle recevait continuellement secours et crédits, qui tous furent dépensés en pure perte. Pour justifier ce gaspillage des fonds publics, le gouvernement prétendit que « la liquidation de la société ferait scandale ». La Landkultur A. G. présente un cas analogue. Cette société reprise par le Reich devait faire de la propagande pour l'utilisation des tracteurs ; elle est dirigée par le secrétaire d'État Heukamp et n'a jamais été rentable : elle n'est d'aucune utilité à l'agriculture ; dès le début, elle a été une faillite morale et matérielle et n'est encore maintenant qu'un « mangeur de subventions » qui a dilapidé absurdement un million de marks en un temps très bref.

Ce sont seulement deux cas choisis entre mille.

Pour couvrir les pertes, le budget de l'Empire doit prévoir des réserves considérables ; ainsi, entre 1927 et 1931, les réserves s'élevaient à 66 millions de marks. Le ministre des finances du Reich a dit de ces garanties qu'elles étaient un « mal nécessaire », un mal, parce qu'elles abusent des fonds publics, « nécessaire », parce qu'elles dérivent inéluctablement de la nature des monopoles.

Les garanties ne sont pas d'ailleurs le seul effet

des monopoles. A côté d'elles les prêts accordés à l'économie privée occupent une large place. En 1929, la caisse de l'Empire était grevée de 2.011 millions de marks de prêts. En 1930, cette somme ne s'élevait plus qu'à 838 millions de marks. Cette diminution n'est pourtant pas due aux remboursements ; la cause en est dans les pertes subies par les emprunteurs aux frais de l'État. Voici, d'après Heinemann, la distribution de ces avances dans les diverses branches de l'économie :

	1927	1930
	(en millions de marks)	
Agriculture	149	158
Industrie et commerce	47	43
Navigation	51	13
Transports, aviation	10	11
Office du travail	734	114
Chemins de fer	134	—
Assurances-chômage	370	—
Logements	397	380
Régions occupées	76	76
Divers	43	43
Total	2.011	838

On remboursa 59 millions de marks (3 %), et les pertes s'élevèrent à 1.156 millions (55 %) ; on avança de nouveau 13 millions.

Les relevés montrent quelles sommes immenses il faut chaque année pomper des fonds publics et verser dans les canaux desséchés de l'économie pour maintenir le courant de la vie économique. On renfloue des maisons en faillite, on maintient artificiellement en

vie des affaires non rémunératrices, on soutient des fondations absurdes, on assainit des entreprises endettées. La pression immense des profits de monopoles pèse sur toutes les entreprises. Toutes sont livrées aux accidents et aux surprises de l'anarchie du système ; toutes courent d'une manière ou d'une autre à l'abîme de la crise, et l'État doit leur venir en aide. Mais les sommes qu'il avance comme prêts ou comme garanties manquent dans les caisses. Il faut les faire rentrer par de nouveaux impôts, taxes, droits de douanes et toutes sortes d'expédients financiers. Mais plus le contribuable est saigné, moins il peut dépenser pour vivre. Ainsi le pouvoir d'achat diminue, le débit ne cesse de reculer. Un effet entraîne l'autre. Résultat : la crise empire, s'éternise.

Quand il s'agit de garanties ou de prêts, il existe au moins la possibilité théorique d'un remboursement, mais pour ce qui est des subventions proprement dites, les sommes sont purement et simplement perdues, car les subventions sont des secours directs, des assistances, des cadeaux. Aucune des deux parties ne pense au remboursement.

Après la guerre et pendant l'inflation, on distribua des subventions à pleines mains. Une politique financière sans plan jeta des sommes incalculables dans un trou sans fond. Déjà en 1925, il avait fallu soumettre l'octroi des garanties à l'autorisation de la Commission du budget. En 1926, la Commission du budget demanda la restriction des subventions accordées aux entreprises privées. Cette question fut soulevée à propos de l'indemnité déjà mentionnée accordée à l'industrie de la Ruhr et du Rhin pour les pertes qu'elle avait subies pendant l'occupation de la région de la

Ruhr et du Rhin par les Puissances alliées. Il s'agissait là de sommes respectables, car on paya aux diverses industries 706,4 millions de marks. Cette somme énorme fut dépensée anticonstitutionnellement, car on n'avait pas consulté le Parlement. Pour se justifier, le gouvernement de l'Empire allégua qu'un échange de lettres qui avait eu lieu en 1923 entre Stresemann et Stinnes avait fondé en droit les exigences de l'industrie envers l'État. Par la Commission d'enquête du Parlement il fut démontré que cette allégation était fausse ; on démontra également qu'on avait payé 87 millions de trop. On constata aussi que les indemnités variées à la grosse industrie étaient relativement bien plus élevées que celles distribuées aux autres. Pourtant, ces constatations, d'ailleurs pas essentielles, ne diminuaient en rien la grande saignée opérée sur l'État par le gros capital. Les partis les plus importants, la social-démocratie et le centre, accordèrent l'indemnité après coup. Pourtant, par une loi votée en 1927, l'autorisation du ministre des finances pour l'octroi des subventions fut réglementée de la façon suivante : elle ne devait plus être accordée que si « par suite de l'écroulement d'importantes installations productives l'économie allemande devait supporter de lourds dommages évitables seulement grâce à l'intervention de l'État ». Dans tous les autres cas, on ne devait octroyer de fonds publics à des fins d'assistance économique qu'après décret spécial ou par la voie du budget. Ainsi, bien que la politique protectionniste fût déjà devenue une pratique constante et ouverte, on s'en tenait encore formellement aux objections de l'ère du libéralisme. Comme les ministres disposèrent après comme avant des fonds traditionnels,

sur lesquels ils pouvaient accorder des subventions à volonté, ils pouvaient ne pas prendre à la lettre la décision du Parlement. Par la suite, les exigences de la rationalisation et les effets de la crise empêchèrent qu'on accordât trop d'attention aux lois qui réglementaient les subventions. Le Parlement était bien trop faible pour pouvoir résister sérieusement aux exigences de l'industrie.

Sur une liste établie en 1926, on peut relever particulièrement les subventions suivantes accordées à l'industrie :

	(millions de marks)
Métallurgie du Rhin	19,0
Konzern Rochling (avec la Prusse)	37,0
Oberschl. Hüttenwerke	36,0
Junkers-Werke, Dessau	14,7
Konzern Stumm	12,5

De plus, on accorda de grosses sommes au Siegerländer Erzbergbau, qui, à partir de 1925, toucha une prime de 2 marks par tonne de minerai. En 1929, cette prime fut baissée à 0,5 mark. La Niederschlesiche Bergbau A. G. reçut, en 1928, sur des fonds destinés à aider les entreprises menacées dans les régions frontières. 11 millions de marks, fournis moitié par l'Empire, moitié par la Prusse, pour que cette société pût acheter tout ce que les usines à coke, les usines Rütger et la Société Gluckshilf-Friedenshoffnung possédaient de mines en Basse-Silésie. Enfin, en 1930, on octroya aux mines de cuivre de la Mansfeld A. G. une subvention de 2,5 millions de marks, dans des conditions qui ne pouvaient que pousser au gaspillage.

Mais sur cette liste sont loin de figurer toutes les

subventions accordées par l'Empire aux industries. Les cas cités ne sont qu'un choix qui doit servir d'illustration. Le nombre de subventions accordées par les États est incalculable. Et le filet des subventions tissé par les administrations des provinces, des communes et des districts est encore plus grand et plus enchevêtré. Les cas sont innombrables, où l'on met les fonds publics à la disposition de l'économie privée. Ce ne furent pas seulement des entreprises faibles ou en difficulté qui exigèrent des subsides. La politique des subventions fit école si bien que même les entreprises les plus vastes et les plus productives qui encaissaient des profits gigantesques de monopoles exigeaient et parfois imposaient sans crainte et sans honte des subventions aux communes, aux provinces ou aux gouvernements. Au milieu de la confusion et de la panique qui suivit en juillet dernier l'effondrement financier, Borsig se fit payer un million de marks à titre d' « avance » sur des livraisons futures.

Et l'industrie du benzol (l'I. G. Farben, en tête) se fit accorder par des droits de douane et des subventions un cadeau annuel de 25 millions de marks.

D'autres subventions furent accordées sans provoquer de protestations. Il n'existe aucune statistique là-dessus, aucun relevé officiel pour documenter l'opinion publique. Nulle part la main gauche ne sait ce que donne la droite.

A côté de l'industrie et dans la plupart des cas en liaison avec elle, les transports grevèrent lourdement les caisses de l'État et, avant tout, celles du gouvernement de l'Empire. Sitôt la guerre finie, il fallut mettre à la disposition des entreprises de chemins de fer des moyens considérables pour réorganiser les

communications et remettre en état le matériel roulant. Ce ne furent pas des subventions proprement dites, car à cette époque les chemins de fer étaient encore la propriété de l'Empire ou des États. Plus tard, à cause de l'inflation, il fallut accorder aux transports une aide financière considérable. Il est impossible d'évaluer exactement les sommes englouties par les chemins de fer avant 1924. Neumarck les estime à 5 milliards de marks. Depuis 1924, les chemins de fer allemands appartiennent à la « Compagnie des chemins de fer du Reich » à laquelle on a accordé, à sa fondation, un crédit gouvernemental de 82 millions de marks. Il fallut immédiatement après élever cette somme à 120 millions ; le gouvernement reçut en échange un nombre correspondant d'obligations de chemins de fer. Un second crédit fut accordé en 1925, également contre obligations. En 1926, le Reich accepta de garantir des dividendes pour une somme de 26,5 millions de marks sans contre-partie. En outre, il accorda « pour la réalisation du programme de constructions et d'acquisitions, pour la diminution du chômage et l'animation de l'économie » un premier crédit de 100 millions de marks et, immédiatement après, un nouveau crédit de 54,5 millions pour permettre d'achever une série de voies en construction. Ces deux prêts furent, sans que l'on consultât le Reichstag, simplement rayés des livres en 1930 et portés comme subventions. En même temps, l'Empire se chargea du service des intérêts et des frais d'émission (20 à 21 millions de marks) pour un emprunt de la Reichsbahn s'élevant à 150 millions de marks. En outre, il s'engagea à payer la moitié des intérêts d'un nouvel emprunt de 200 millions (soit 6 à 7 millions de marks). Si ces immenses dépenses

étaient indispensables pour relever les chemins de fer allemands à l'époque d'après-guerre, il est également nécessaire de remarquer que la « Compagnie des chemins de fer du Reich » n'est pas une entreprise d'État, mais une société anonyme privée qui ne cherche que le gain. Elle rembourse une partie de l'argent qu'elle reçoit, sous forme de facilités accordées au fret, de tarifs spéciaux, de rabais consentis à l'industrie et à l'agriculture ; elle continue donc en petit la politique des subventions dont elle profite en grand. A vrai dire, elle devait contribuer à atténuer le chômage par un grand programme de travaux. En effet, elle embaucha à diverses reprises des dizaines de milliers d'ouvriers. Mais des exigences de subventions nouvelles suivaient régulièrement ces embauchages. En juillet 1931, la Reichsbahn avait besoin d'urgence de 60.000 tonnes de matériaux de construction par mois. mais, faute de moyens, elle ne pouvait s'en procurer que 20.000 tonnes. L'Union des Aciéries livra les matériaux à long terme. Le Reich accepta de payer les intérêts de cette livraison. En outre, il accorda une subvention directe de 60 à 70 millions de marks qui devaient être inscrits comme avances sur le programme d'acquisitions.

En subventions aux lignes d'intérêt local, le Reich a dépensé, depuis 1925, environ 8 millions de marks. On ne peut pas calculer le montant des versements à titre d'assistances ou de subsides accordés par les gouvernements des États. La Prusse à elle seule a donné environ 7 millions. Des communes, des unions régionales, des administrations, des districts et des provinces ont également gaspillé de l'argent pour des lignes d'intérêt local. Dans la politique des coteries,

des petits parlements, les petits chemins de fer agricoles jouent un rôle très important, et l'octroi d'argent pour ces fins est la méthode favorite dans la chasse aux électeurs.

On peut établir assez exactement les subventions versées aux chantiers de constructions navales. Nous avons déjà mentionné la subvention de 50 millions accordée à la navigation. Les crédits mis en 1929 et 1931 à la disposition des sociétés d'armateurs et destinés à payer des compléments d'intérêts en font partie. Récemment, le ministre des finances du Reich ordonna d'exonérer les chantiers d'impôts industriels ; les sommes ainsi économisées devaient être considérées comme des avances pour des commandes nouvelles.

Les subventions pour les transports aériens occupent une place extraordinairement importante. Le budget de 1930 accorda à l'aviation, à différents titres, 48 millions environ. Pour encourager l'industrie des avions et pour des tâches techniques particulières, le Reich donna :

	(millions de marks)
En 1925	25,6
— 1926	14,5
— 1927	12,0
— 1928	10,2
— 1929	14,5
— 1930	12,5

Bien qu'une partie de ces dépenses soit dénommée « prêts », il s'agit, en réalité, de subventions pures et simples. En outre, on dépensa de grosses sommes « pour l'encouragement des transports aériens par la

Deutsche-Lufthansa-A.G » dans laquelle intervient aussi le capital privé :

	(millions de marks)
En 1925	9,0
— 1926	12,8
— 1927	23,4
— 1928	24,2
— 1929	13,0
— 1930	21.0

La générosité du Reich à accorder de l'argent pour l'aviation n'a d'égale que la légèreté avec laquelle cet argent est dépensé. La Cour des Comptes elle-même se vit obligée de donner un avertissement et de déclarer dans son rapport de 1928 « qu'il aurait été possible, dans certaines branches, de montrer une plus grande réserve dans les dépenses sans porter dommage au but poursuivi ».

Cependant l'enfant le plus gâté de la politique des subventions est l'agriculture. Ici, les dépenses sont les plus fortes et l'arrière-fond le plus ténébreux. Depuis toujours, ce fut le privilège des « agrariens nécessiteux » de se donner du bon temps aux frais de la communauté. Leur plus grand talent fut d'être insatiables. Les splendeurs en vogue, droits douaniers protecteurs, cadeaux, certificats d'importation, primes avec lesquelles ils réjouissaient leur cœur et remplissaient leurs bourses à l'époque de Guillaume, non seulement sont demeurées, mais encore se sont épanouies aujourd'hui de plus belle. Servez-vous, messieurs ! leur dit le ministre Schiele. Et ils ne se font pas prier. Ils se sont servis plus que royalement.

L'ère actuelle des subventions agricoles débuta en

1926, avec l'ordonnance sur l'utilisation des excédents réalisés par le Centre National des Céréales. Ces excédents ne parurent jamais au budget, mais furent attribués au ministre de l'Agriculture à titre de fonds disponibles. A l'exception de 15 millions de marks, dépensés pour le développement des colonies agricoles, leur utilisation échappe à tout contrôle, car jamais il n'en fut rendu compte. Ni le Parlement, ni l'opinion publique, ne surent jamais où cet argent était allé. En comptant les intérêts, c'est au bas mot 48 à 50 millions de marks qui passèrent par des chemins inconnus dans les poches de bénéficiaires également inconnus.

Dans la même année 1926, on fonda la Société Allemande pour le Commerce des Céréales. Le capital de fondation, de 25,5 millions de marks, s'augmenta en 1927 et 1929 de 1,5 million de marks de prêts. Jamais on ne rendit compte de toutes ces sommes. Elles ne figurent à aucun article du budget.

En 1928, le Reichstag accorda 38 millions pour la réalisation d'un programme agricole urgent. Cette somme fut considérée comme « contribution unique pour le relèvement de la situation actuelle très mauvaise de l'agriculture et pour l'organisation et le développement de la vente du cheptel et de la viande, ainsi que des établissements servant à cette fin ». Car les conséquences de la crise se firent sentir dans l'agriculture. L'agriculteur doit payer pour tout ce dont il a besoin des prix élevés de cartels et de monopoles. Par contre, les prix de ses produits, en conséquence de la demande amoindrie par le chômage et par la baisse des salaires, montrent une tendance de plus en plus forte à la chute. Le paysan doit vendre

bon marché et n'a que de petits profits. Mais la concurrence étrangère qui se fait sentir sur les marchés vend encore moins cher, car elle a développé une technique formidable, tandis que l'agriculture allemande, protégée par des droits usuraires et des cadeaux du gouvernement, est restée techniquement en arrière. Par conséquent, la production agricole allemande n'est pas capable de soutenir la concurrence si les prix baissent sur le marché. Déjà en 1925-1926, elle a subi des pertes de 300 millions sur le seigle, de 200 millions sur les pommes de terre, de 300 à 400 millions sur les porcs. Le concurrent le plus fort est l'Amérique, dont la production agricole est techniquement au premier rang et par conséquent la moins chère. En 1927, il y eut un excédent d'importation qui s'éleva :

		(millions de marks)
Pour la viande, le lard, la graisse...	à	368
— les laitages	—	490
— les œufs	—	274
— les céréales, la farine.....	—	1.504
— les légumes	—	97
— les fruits	—	157
— les pommes de terre	—	59

Pour échapper à cette concurrence, plusieurs chemins s'offraient à l'agriculture allemande. Premièrement : Arrêter les importations en renforçant les barrières douanières, pour pouvoir saigner le consommateur intérieur par de hauts prix imposés comme s'il n'y avait pas d'excédent de marchandises sur le marché mondial et comme si les prix n'étaient pas bas. Deuxièmement : Améliorer et rationaliser les entre-

prises agricoles pour augmenter leur rendement et se rapprocher du niveau des prix mondiaux. On prit les deux chemins. On éleva les droits de douane et comme l'agriculture ne possédait pas en propre assez de capitaux pour se rationaliser, elle emprunta aux banques. Depuis le début de 1924 jusqu'en automne 1927, l'agriculture allemande s'est endettée de 7 milliards, ce qui représente des intérêts annuels de 1 milliard de marks. La tentation, non seulement de se maintenir à flot, grâce aux hypothèques, mais encore de s'assurer la jouissance d'un grand confort de vie et de passions nobles fut trop forte pour les Junkers prussiens. surtout, et ils ne purent pas lui résister. On fit donc des dettes, on engagea un peu de son argent aussi et on vécut dans le contentement. Mais au dehors, la dépression économique s'accentuait. Les nuages de la crise mondiale s'amoncelaient de plus en plus. Et l'agriculture fit la même expérience que l'industrie : on constata un beau jour que, malgré la tentative de rationalisation, malgré les droits de douane élevés, il était impossible de vivre. Qui plus est, on ne pouvait plus payer les intérêts des hypothèques et des emprunts bancaires. La crise agraire s'ajouta à la crise industrielle. On cria pour obtenir une nouvelle augmentation des droits de douane et on demanda son aide au Reich pour le paiement des intérêts. Bien que l'agriculture n'intervienne que pour 5 à 6 % dans les charges publiques et donne à peine 5 % de sa production comme impôts, elle trouva pourtant naturel que la communauté à laquelle elle donne si peu lui vînt généreusement en aide. Elle ne fut pas déçue. Le Reichstag lui accorda le programme de 1928.

Sur les 38 millions jetés en l'air, on ne dépensa tout

d'abord que la moitié : pour l'amélioration des terrains, 6 millions ; pour les cultures fruitières, 1, 5 millions ; pour le débit des œufs et de la volaille, 1 million, etc. L'autre moitié fut reportée à 1929 et, grâce à un nouvel octroi, élevée à 32 millions de marks. L'argent fut dépensé par la suite d'une manière complètement arbitraire et incontrôlable. Les portes furent ouvertes à toutes sortes d'abus, à la poursuite de buts extra-économiques, au gaspillage des fonds publics. En 1929, on reporta de nouveau 18,6 millions sur le budget de 1930. Les 13,4 millions dépensés furent assignés pour le développement de la production du lait, des œufs, des fruits, des légumes et des pommes de terre, pour l'élevage de la volaille, l'achat des semences, l'étude du marché, le débit du bétail, l'utilisation des pommes de terre, etc.,

Indépendamment de ces fonds, on dépensa aussi pour mener les affaires de l'Office du Secours au Seigle qui devait, par une politique coûteuse et mal avisée de valorisation, empêcher la chute des prix du seigle. En 1929, ses propres moyens ne lui suffirent pas, il se fit donner sur le budget de 1930 une avance s'élevant à 3,63 millions de marks. Depuis, on lui assigna encore les sommes du fonds des certificats d'importation. Pourtant les comptes ne furent jamais publiés. Son activité complètement inutile fit subir au Reich, en peu de temps, plus de 100 millions de marks de pertes. Tout cela, uniquement pour assurer une position de puissance féodale aux junkers prussiens et pour maintenir en vie une agriculture dépourvue de toute perspective de viabilité, endettée et dépassée par le développement de l'économie mondiale.

Or, d'après le gouvernement, il existe non seulement

une misère agricole générale, mais encore un état particulièrement grave dans la province de la Prusse Orientale. Pour y remédier, on assigna dans les budgets de ces dernières années des sommes toujours plus considérables, 60 millions de marks entre 1927 et 1930, auxquels s'ajoutèrent 5 millions de marks donnés par la Prusse. Ces sommes furent dépensées principalement en prêts, en hypothèques et en secours, pour compenser les frais des nantissements et des crédits industriels, en intérêts des rentes bancaires et des facilités de frets. Les tentatives de la Commission de comptabilité pour obtenir des comptes exacts sur l'octroi des hypothèques et des crédits aux grands et petits agrariens échouèrent, car « pour des raisons techniques on ne pouvait obtenir aucun renseignement des départements en question ». Il est certain que les gros propriétaires fonciers profitèrent de la moitié au moins des sommes assignées par le Reich et l'État pour se libérer de leurs dettes. Les petits et véritablement nécessiteux ont été, comme toujours, plus ou moins oubliés.

En 1928 et 1929, le ministère de l'Agriculture se débarrassa des fonds qui étaient devenus le rempart notoire d'une politique suspecte de subventions. En 1930, on les reconstitua. Ils furent assignés au même but que le « programme urgent » : amélioration des conditions du marché, adaptation des entreprises agricoles à la production des marchandises en cours sur le marché, consolidation des dettes flottantes. Des articles surprenants apparurent sur le côté dépenses «: Encouragement du mouvement des récoltes », — « Secours aux marchés du bétail », — « Diminution des intérêts des améliorations de terrains », — « Réorga-

nisation des entreprises agricoles et encouragement à la vente »— en tout, en chiffres ronds, 100 millions de marks nets.

Cette politique est encore suivie aujourd'hui. En même temps que le gouvernement allemand supplie Paris et Londres de lui accorder des emprunts, le Reich met à la disposition de l'agriculture un crédit de 350 millions pour « la diminution des intérêts du mouvement de récoltes et ceux des sommes allouées aux crédits municipaux ». En outre, on a accordé des fonds pour emmagasiner 100.000 tonnes de céréales, afin que les agrariens puissent maintenir hauts les prix en gardant la récolte. Rien que pour le seigle et le blé, cette subvention s'élève à 40 ou 50 millions de marks. Enfin, on doit remettre en vigueur le système des certificats d'importation avec un taux de douane diminué pour l'exportation des céréales, mesure qui exige du Reich des dépenses énormes.

On anéantit presque complètement la consommation d'un peuple entier, on écrase le pouvoir fiscal de toute une nation, uniquement pour soutenir une production agricole arriérée, improductive et devenue complètement absurde, étant données les récoltes surabondantes qui, sur le marché mondial, attendent des acheteurs. Avec les sommes immenses jetées, année après année, dans le sac sans fond de l'agriculture en détresse, on eût pu facilement nourrir le peuple entier. Car il faut se rendre compte qu'à ces subventions directes s'ajoutent encore les riches subventions indirectes qui reviennent automatiquement à l'agriculture, grâce à la politique des tarifs protecteurs.

Pour l'Allemagne de Guillaume, l'Allemagne d'avant-

guerre, Brentano calculait que le rendement annuel des droits sur les céréales, alors relativement bas, s'élevait à 1.036 millions de marks. Sur cette somme, 906 millions disparaissaient directement dans les poches de quelques milliers de grands agrariens, et 130,6 millions seulement allaient dans la caisse du Reich. Aujourd'hui, la somme des tributs qu'on est obligé de payer à l'agriculture — c'est-à-dire la somme des subventions indirectes qu'elle reçoit — s'élève largement à 4 milliards de marks, d'après une estimation qui n'est pas exagérée.

Qu'on jette encore un coup d'œil — avec tout le respect qui lui est dû, s'il vous plaît — sur tout le tableau de cette politique : à une époque de crise effroyable, de chômage et de misère, on élève les droits de douane sur les céréales et on maintient artificiellement hauts les prix des articles de première nécessité, alors que les masses peuvent avec peine acheter les articles les moins chers. Le marché intérieur devient le rendez-vous des plus enragés spéculateurs sur les articles de première nécessité, alors que le marché mondial ne peut pas écouler ses abondantes récoltes et offre des céréales aux prix les plus bas. A cause des prix exorbitants des articles de première nécessité, le pouvoir d'achat grâce auquel on peut se procurer des produits industriels ne cesse de diminuer, alors qu'on devrait tendre de toutes ses forces à faciliter l'écoulement des marchandises industrielles pour atténuer la crise. En outre, l'extension de la politique de subventions et l'augmentation des sommes déjà accordées alourdissent de plus en plus le fardeau des impôts et des taxes, alors que la crise exige une diminution d'impôts qui permette d'augmenter le

pouvoir d'achat. Les subventions et les profits usuraires en tant que revenus faciles, ont encore pour effet de ralentir plutôt que d'accélérer l'adaptation de l'agriculture aux conditions nouvelles de production et de débit. La politique agraire d'aujourd'hui est donc un moyen de freiner et d'empêcher la réorganisation technique de l'agriculture bien plus qu'un moyen de la faire progresser. Toutes les parties, tous les articles des dispositions gouvernementales produisent l'effet exactement contraire de celui qu'on devrait obtenir. L'adversaire le plus ardent de ce régime et qui ne serait animé que du désir de le détruire ne pourrait pas agir autrement que le gouvernement officiel qui tente de le maintenir. C'est pourquoi la crise s'aggrave au lieu de s'atténuer. C'est pourquoi les calamités économiques s'amoncellent chaque jour. C'est pourquoi chaque pas fait pour sauver ce système le mène encore plus près de l'abîme et de sa perte. L'absurdité des mesures gouvernementales révèle toutes les contradictions de système. L'embarras des sauveteurs dévoile le fait dur et inexorable qu'il n'est plus de salut possible.

Déjà le processus de dissolution a atteint l'État. Les finances publiques sont dans le chaos ; toutes les rentrées d'impôts sont au-dessous des évaluations, les déficits augmentent, les dettes s'amassent en une véritable montagne ; la couverture des dettes devient une farce ; la devise s'écroule.

Mais l'échafaudage reste debout. La façade donne encore une fausse impression de solidité. Par contre, les murs de soutènement à l'intérieur se crevassent ; les fondements branlent. Après l'effondrement des grandes banques à Berlin et à Vienne, le débat décisif

sur la justification et les possibilités d'existence de ce système est définitivement ouvert. Comme ces événements représentent en même temps l'apogée de la politique des subventions suivie par l'État, il y a lieu de les examiner ici.

Quand l'institut de crédit autrichien, la Nationalbank, s'écroula en mai 1931, le monde capitaliste de toute l'Europe fut saisi de peur, comme devant l'inscription magique de la main invisible : Mane, Tekel. Cette forteresse de la puissance financière s'écroula sous l'assaut des créanciers. L'union douanière austro-allemande, ce « mélange de timidité et de défi provocant », les avait mis en marche. Le capital financier étranger, en particulier le capital anglais, retira ses investissements autrichiens. La Banque d'État à Vienne ne supporta pas ce coup et elle s'effondra. Les conséquences furent incalculables, car presque toute l'économie autrichienne dépendait de l'existence de cette banque. Son naufrage menaça aussi de décider du sort de l'État autrichien. C'est pourquoi l'État, quelque faible et endetté qu'il fût, dut se porter à son secours. Il versa 100 millions de shillings et, au cours de négociations infiniment pénibles, il obtint des créanciers étrangers de longs délais de paiement.

On sentait encore l'effet de cette douche glaciale et on n'était pas encore remis d'avoir vu l'abîme de si près, quand le krach de Vienne fut suivi de l'effondrement de la Danatbank, à Berlin. La plus grande banque privée — et, à ce qu'on disait, — la mieux dirigée d'Allemagne dut fermer ses guichets. La grande tension des crédits, le retrait des devises et des engagements d'entreprises devenues insolvables, la jetèrent dans le tourbillon de la crise. Favag, le Konzern du

linoléum et Karstadt — ces géants qui s'étaient effondrés en l'espace d'un jour — avaient déjà affaibli sa force de résistance. Vint ensuite l'effondrement des laineries du Nord et ce coup la renversa. Étant donnés l'importance énorme de cette banque puissante et ses rapports étendus avec les branches les plus essentielles de l'industrie, il fallait compter avec un ébranlement formidable de tous les fondements de l'économie. Aussi le gouvernement du Reich engagea-t-il immédiatement une action de secours et d'assainissement. Il reprit la garantie des dépôts, mit les affaires de la banque sous la surveillance d'un commissaire d'État et lança à l'opinion publique un appel où il justifiait ses mesures par la nécessité de « sauvegarder leurs dépôts à des centaines de milliers de clients de la banque et de sauver des entreprises de la fermeture ou de la faillite totale ». L'assainissement de la Danatbank fut suivi de l'aide accordée à la Dresdner Bank, sous la forme d'un versement de 300 millions prélevés sur les fonds publics, de la création de la Banque d'Acceptation et de Garantie avec l'assistance de l'État et de l'abandon de la Danatbank à un consortium industriel, d'où, pour le Reich, les pertes les plus considérables.

Ces subventions données aux banques ne représentent pas l'acte le plus capital de la politique de subventions allemande, mais c'est ici que toute cette politique a atteint son apogée qui est en même temps un tournant historique. Ces subventions dévoilèrent le fait que, même les représentants les plus puissants de l'économie capitaliste ne sont plus en mesure aujourd'hui de se maintenir par leur propre force au milieu des antagonismes et des contradictions qu'en-

gendre le système. Elles révèlent que, même les forces les plus rémunératrices de l'économie du capital sont devenues non rémunératrices. Elles prouvent, de plus, que ce sont seulement les moyens de la communauté et de l'ensemble de la société qui peuvent encore assurer la marche de l'économie et l'existence des hommes. Et elles posent au monde, comme conséquence logique de tous ces faits, la question suivante : la communauté qui fournit des secours pour sauver l'économie et assurer par ses forces le maintien de la production, ne doit-elle pas, à partir de maintenant, réclamer aussi son droit économique, moral et historique de devenir le support, le propriétaire et l'usufruitier de cette économie ?

Poser cette question, au moment où le capitalisme privé périt dans la crise mondiale, c'est donner une réponse affirmative.

CHAPITRE VI

Économie planifiée

Depuis que nous sommes sous le régime de la libre économie capitaliste, depuis que le principe individualiste domine dans l'économie, le collectivisme est repoussé au second plan et oublié. Dans un monde où la propriété privée est le fondement de la production et où les profits de l'économie vont aux poches des particuliers, il n'y a pas de place pour le collectivisme. On ne tient compte des intérêts de la communauté que dans la mesure où ils peuvent servir ceux des particuliers.

Mais régulièrement, quand l'individualisme de la vie et de l'économie échoue, quand il ne parvient pas à fournir suffisamment de biens aux hommes ou met leur existence en danger, le collectivisme réapparaît. De même que l'impuissance ou la faiblesse groupent les animaux en troupeaux, de même la misère générale pousse les hommes à unir leurs forces afin de résister à la misère et d'assurer leur existence.

L'homme étant un être qui pense et qui fait des plans, cette union se réalise d'abord dans le domaine de l'esprit. Au début, l'idée de l'union est tout à fait

obscure, elle s'élève à peine au-dessus de l'instinct et du pressentiment. Elle se manifeste sous une forme romantique, sentimentale ou mystique. Finalement, elle prend un aspect net et intelligible et s'exprime en thèses et en buts scientifiquement formulés. Elle est toujours l'étoile conductrice et le mot d'ordre d'un mouvement qui doit mener, des revers et des dangers, vers le bien-être et la sécurité. Tous les rêves d'un paradis humain, toutes les visions des chiliastes, tous les projets utopiques, toutes les théories socialistes et tous les programmes communistes sont remplis et portés par l'idée de collectivisme. Et cette idée a toujours sa source dans la détresse et dans le danger de périr, dans le désespoir profond que cause l'ordre des choses existant et dans la foi à la possibilité de créer un ordre plus juste, meilleur et plus raisonnable pour le salut de l'humanité.

Une ligne droite mène depuis les anabaptistes, en passant par Thomas Morus et Robert Owen, jusqu'au mouvement ouvrier de nos jours. Le prolétariat n'a cessé de détourner son regard des affres et des terreurs du présent pour le porter vers les lointains séduisants d'un avenir meilleur. Aujourd'hui, le prolétariat n'est plus seul. Depuis que les vagues de la crise mondiale ont miné les fondements du capitalisme et ont arraché et submergé, l'une après l'autre, ses positions dominantes, la confiance dans le régime économique actuellement en vigueur disparaît. Devant l'échec de l'individualisme, le principe du collectivisme occupe puissamment le premier plan. Il fait des conquêtes morales dans l'idéologie des hommes, il enflamme leur imagination, il déclenche leur logique, il discute avec leur conscience. De plus en plus, le collectivisme en tant

que système créateur devient l'objet de leurs espoirs, le contenu de leurs constructions intellectuelles. L'économie planifiée, en tant que problème d'actualité, est mise à l'ordre du jour du débat social.

Il n'y a pas longtemps encore un mouvement analogue s'empara du cœur et du cerveau des hommes. Ce fut à la fin de la guerre, quand s'effondrèrent l'armée et la certitude d'une victoire allemande. Le capitalisme gisait impuissant. La nation devint la proie du vainqueur. De même que le système politique avait trouvé sa fin, de même il sembla que la fin du système économique était inéluctable. Abandonnés par l'individualisme, les hommes dans leur désespoir et leur angoisse se tournèrent vers le collectivisme. Lui seul semblait pouvoir les sauver de la mort. Ce ne fut pas seulement un mouvement puissant et spontané vers le socialisme ; dans le domaine intellectuel aussi on s'occupa avec ardeur des problèmes de l'économie planifiée, de la nationalisation et de la socialisation. L'humanité naufragée essaya de jeter l'ancre dans le nouveau principe d'une existence collective.

Déjà pendant la guerre il était apparu que les forces et les moyens du capitalisme ne suffisaient pas pour résister à la misère et aux dangers qui étaient le fait de la guerre. C'est pourquoi on avait subordonné dans une mesure plus forte les intérêts individuels aux intérêts collectifs plus importants, on avait réalisé l'union des forces particulières et remplacé la liberté par la contrainte. La spéculation idéologique s'orienta vers les théories de l'économie planifiée pour y chercher des directives. Et le résultat fortuit des expériences utopiques faites pêle-mêle à différentes époques servit à former un ensemble de créations économiques qui

complétèrent l'économie capitaliste. On improvisa une sorte d'économie de guerre planifiée qui parut aux rêveurs et aux dilettantes naïfs et dépourvus d'esprit critique, comme le degré préliminaire du passage au socialisme. Quand, finalement, le capitalisme allemand s'effondra complètement sous les coups de ses vainqueurs, on fut tenté d'utiliser les effectifs grossiers de cette économie de guerre comme moyens de salut pour réaliser les espoirs économiques. Ainsi on fit une série d'essais théoriques qui esquissaient les fondements d'une économie planifiée laquelle devait mener au delà du capitalisme vers des formes économiques supérieures.

Si nous nommons ici Plenge, Lensch et Renner, ce n'est que pour mentionner les auteurs les plus connus de tels projets. A côté d'eux il y eut encore d'innombrables inventeurs plus ou moins sérieux qui préconisèrent des remèdes pour la reconstruction de l'économie. Aucun de ces plans ou projets ne fut réalisé, car le capitalisme qu'on croyait mort se releva. Plus il devint actif et puissant, plus il abolit les restes de l'économie de guerre, et plus les théories et les constructions d'une économie planifiée tombèrent dans l'oubli.

La théorie d'une économie planifiée de Walther Rathenau eut le même sort. Elle était de conception plus large que tous les autres projets mentionnés plus haut, prenant son point de départ dans l'irrationnel et empreinte d'une grande sincérité. En partant de l'abolition nécessaire du droit d'héritage, elle voyait le type de la nouvelle économie dans la société par actions. « Supposons », ainsi présente-t-il sa conception, « toutes les entreprises d'une même branche

industrielle, artisanale et commerciale unies ; supposons ensuite chacune de ces unions affiliée aux industries qui lui fournissent ou qui lui achètent ; appelons la première catégorie de ces organismes des unions professionnelles, et l'autre, des unions industrielles. Des entreprises mixtes pourraient faire partie de plusieurs de ces unions. Les unions industrielles et professionnelles seraient des organismes reconnus et surveillés par l'État et dotés de nombreux droits. De ces deux formes d'organisation, la plus importante est l'union professionnelle ; c'est elle qui crée l'unité économique, qui lui donne une force unique, de la vie, des yeux, des oreilles, une intelligence, une volonté et une responsabilité. Cette unité est dans un rapport fixe non seulement avec les groupes voisins, mais encore avec la classe ouvrière, avec la nation et avec l'État. Sous sa forme la plus simple, on peut imaginer l'union professionnelle comme une société par actions, et pour ce qui est de son activité, la comparer à un syndicat. Dans la société par actions, les entreprises individuelles interviennent selon leur degré de rendement ; elles élisent l'administration et celle-ci nomme un directeur. En plus du capital de fondation, l'union peut toujours se procurer des fonds dans la mesure nécessaire par des emprunts qui, si besoin en est, peuvent être garantis par les actionnaires ou par l'État. Toute entreprise, dans la mesure où elle appartient à l'union, livre ses marchandises au syndicat. Les comptes se font d'après les prix de revient calculés avec un profit modéré et uniforme, et l'union se charge de la vente à des prix qui sont gradués pour les grands et les petits consommateurs, pour les commerçants et les industries de transformation. Jusqu'ici,

la structure et l'activité d'une telle union se distinguent à peine de celles de n'importe quel syndicat. La différence commence là où l'État intervient. L'État donne à l'union professionnelle des droits considérables : acceptation ou refus de nouveaux candidats, vente exclusive de marchandises fabriquées ou importées, fermeture contre indemnité des entreprises qui ne rapportent pas, achat des entreprises en vue de les fermer, les transformer ou les exploiter. Comme contre-partie, l'État exige d'être représenté dans l'administration, il exige des actes d'utilité sociale et une partie des profits. Sur les gains de l'union, on en réserve tout d'abord une partie pour l'amortissement de tout le capital ; les excédents sont répartis de manière à en attribuer une partie à l'État, une aux assurances sociales et à l'augmentation des salaires, une partie aux producteurs et, enfin, une partie en est destinée à faire baisser le prix des marchandises. » Dans l'ensemble, le plan économique de Rathenau revenait à un capitalisme d'État, profondément rationalisé, sous une direction unique. Le thème principal était non pas l'union de l'économie en une seule main, mais l'union en une idée.

Otto Neurath qui, dans un mémoire adressé en 1919 au gouvernement saxon, et dans une expertise faite pour le conseil d'ouvriers de Munich développa la possibilité de la socialisation de la vie économique, allait encore plus loin. Il appelait la guerre « une organisatrice de grand style » et déclarait : « Ce que le militarisme a enseigné, le socialisme l'accomplira. » Ainsi, il demandait, pour la construction d'une économie centralisée, l'établissement d'un Office Central de l'Économie qui devait jouer un rôle directeur, sa

première tâche étant de faire un relevé de toutes les forces productives et du mouvement des matières premières, des énergies et des produits. « Les données d'une telle statistique universelle seraient utilisées par la Centrale Comptable de l'Office de l'Économie pour des fins d'administration et d'établissement d'un plan économique. » Voici les éléments de ce plan économique : journée de huit heures, fixation des salaires et des prix, élimination du commerce, unification technique, étude du travail et des capacités professionnelles, rapports de compensation avec les autres domaines économiques. « On serait tenté d'utiliser les syndicats, les cartels, les banques, les usines mixtes, les coopératives, les chambres de commerce, les chambres agricoles et autres grandes organisations existant à côté de l'État, comme instruments de la socialisation. On peut facilement concevoir qu'on donnerait à ces organisations, dans leur ensemble, le mandat de réaliser la socialisation d'après certains principes directeurs. Cela se passerait sous la direction d'un puissant gouvernement populaire qui, par l'organe des commissaires et des centres spéciaux, incorporerait ces mesures économiques dans l'activité générale de l'État. On arriverait au but avant tout en aménageant le système des unions, et en associant le plus étroitement possible la consommation et la production. L'étatisation serait un moyen excellent de faciliter certaines associations et d'éliminer des résistances. Mais, avant tout, les centres créés par l'État seraient la dernière instance de la production et de la consommation. Ce procédé procurerait l'immense avantage d'un grand appareil technique et social qui pourrait utiliser un grand nombre d'intelligences douées et

éduquées dont la coopération augmenterait essentiellement le rendement de la socialisation. » Si le plan Neurath n'est qu'une concrétisation bien schématique du programme d'agitation de la social-démocratie, il fut à une époque de perplexité générale le seul projet positif d'un travail pratique de socialisation. Neurath ne pouvait pas douter que son système économique ne fût que le premier pas d'une longue évolution. Il savait que le capitalisme d'État ne trouverait le chemin de l'évolution ouvert que si l'on changeait les rapports de propriété dans le sens du collectivisme. Il est d'autant plus surprenant que Neurath ait laissé complètement de côté la question fondamentale de l'expropriation. Ainsi, son plan économique était dès le début bâti sur le sable.

Pour ce qui est de la transformation des fondements économiques, le gouvernement du Reich, le 18 novembre 1918, décida que les branches industrielles qui étaient arrivées à la maturité nécessaire devaient être socialisées ; une Commission devait être chargée des travaux préliminaires. Cette Commission comprenait les social-démocrates Cunow, Hilferding, Hué, Kautsky et Umbreit ainsi que les professeurs Ballod, Francke, Lederer, Vogelstein et Wilbrandt. La Commission n'avait pas encore commencé ses travaux que déjà le capital, solidement établi dans l'office de l'Économie, dans l'office de démobilisation et la trésorerie, sous la conduite du libéral national Schiffer et du social-démocrate Bernstein, déclenchait sa campagne contre l'idée de socialisation. On fit la découverte déconcertante qu'un capitalisme en banqueroute ne pouvait pas être socialisé et que ce serait folie d'oser pareille chose avec une production effon-

drée. Kautsky déclara : « Déclarer la nationalisation en bloc et se mettre ensuite à créer les conditions pour cela nécessaires, ce serait mettre la charrue avant les bœufs, ce serait créer une période de transition où la production capitaliste n'existerait plus et la production socialiste pas encore, ce serait créer une phase où toute production rationnelle serait impossible. Autrement dit, il faudrait interrompre provisoirement toute production. Réaliser un tel socialisme au moment de la démobilisation ou même simplement l'exiger, serait transformer l'Allemagne en une maison de fous. » Et Kurt Eisner se rangea à son avis : « Nous disons tout à fait franchement qu'il nous paraît impossible, à un moment où les forces productives du pays sont presque complètement épuisées, de faire passer immédiatement l'industrie dans les mains de la collectivité. On ne peut pas socialiser quand il y a à peine de quoi socialiser. » Il en résulta cette chose grotesque que, pour pouvoir abolir le capitalisme, il fallait d'abord le relever, et que la construction du socialisme devait commencer par la reconstruction du capitalisme.

Au premier Congrès des Conseils d'Ouvriers et de Soldats, Hilferding parla de la socialisation. Voici le sens de ses développements : théoriquement, oui, il faut socialiser ; pour ce qui est de la méthode, il faut faire des réserves ; en pratique, non, il ne faut pas socialiser. Seules les entreprises mûres pour la socialisation pourraient passer à la communauté, c'est-à-dire l'industrie charbonnière et sidérurgique, l'industrie métallurgique et l'industrie de la potasse. Il serait encore nécessaire d'étatiser les grands domaines fonciers, les forêts surtout, mais la socialisation serait

un processus de longue haleine. Il faudrait une majorité socialiste dans l'Assemblée nationale. Ainsi on indiqua à toute la bourgeoisie le mot d'ordre de la propagande électorale, et les délégués social-démocrates lui laissèrent tout le temps de faire cette propagande sous la devise : Protégez la propriété ! avec toutes les forces dont elle disposait. Résultat : il n'y eut pas de majorité socialiste à l'Assemblée nationale. Tous les adversaires de la révolution respirèrent librement. On pouvait maintenant abandonner tout à fait l'idée de socialisation. D'ailleurs, la Commission pour la socialisation, dans son rapport du 9 janvier 1919, établit le principe « qu'en vue de maintenir et autant que possible d'augmenter la productivité de l'économie, il fallait, si les moyens de production étaient socialisés, indemniser les propriétaires actuels », afin « d'éviter un trouble ou même une interruption de la production au moment critique actuel ».

Les élections à l'Assemblée nationale décidèrent officiellement du sort de la révolution en faveur de la bourgeoisie. Si la social-démocratie avait sérieusement voulu la socialisation, elle n'aurait jamais dû faire à la politique bourgeoise la concession d'une élection parlementaire, mais plutôt procéder immédiatement à l'expropriation et établir une dictature. Elle manquait pour cela de résolution et de volonté révolutionnaire. Avant tout, elle craignait de faire, avec cette tactique, le jeu du bolchevisme qui la faisait trembler, car dans ce cas, elle aurait eu à subir le jugement des masses pour sa politique en temps de guerre. Ainsi, elle décida pour le parlement, la démocratie et le capitalisme. L'économie capitaliste fut reconstruite, la productivité baissée fut relevée au

moyen des accommodements, du travail supplémentaire, de la répression des « grèves sauvages », etc. On rendit aux entrepreneurs leurs mines, leurs chantiers, leurs usines métallurgiques et leurs banques, on y ajouta encore l'aide militaire de Noske et les secours financiers de la caisse du Reich. Par-dessus le marché, l'Assemblée nationale joua la comédie. Le 1er mars 1919, la fraction social-démocrate présenta le projet-loi suivant : « L'Assemblée nationale : 1°) décide que les richesses du sol nécessaires pour le maintien de l'économie nationale appartiennent exclusivement à la nation ; 2°) invite le gouvernement du Reich à passer, le plus rapidement possible, à la socialisation des mines et de la production de l'énergie et à permettre aux ouvriers et aux employés d'être représentés par l'organe des Conseils d'Usines dans le contrôle et l'administration. » Avec une promptitude remarquable, le gouvernement déposa trois jours plus tard un projet qui, dans des termes très vagues, donnait au Reich le pouvoir de socialiser des entreprises et prévoyait, par une loi spéciale, la réglementation de l'industrie charbonnière. Plus tard suivit encore une loi sur l'industrie de la potasse. De ces projets le Parlement fit une caricature de socialisation. Si la social-démocratie atténua la notion de socialisation jusqu'à en faire « l'économie dirigée publiquement », et si la Commission de socialisation demanda une « indemnité correspondante », le Parlement réduisit la socialisation à un « certain droit de surveillance de l'État » qui libéra les capitalistes du risque, sans diminuer en rien leurs profits. Des essais isolés de lutter contre cet abandon des exigences de la révolution ou de les réparer par une insurrection furent

réprimés par la violence. Bientôt on débarqua tous les membres socialistes ou suspects de socialisme de la Commission de socialisation. Finalement, elle se transforma en une Commission d'antisocialisation.

Nous n'examinerons pas ici dans quelle mesure la socialisation était réalisable étant donné la situation allemande de cette époque-là. En tout cas, une socialisation sans indemnité — et seule une telle mesure mérite le nom de socialisation — n'était plus réalisable bientôt après le 9 novembre 1918, sans déchaîner la guerre civile. Les chefs et les masses reculèrent devant cette guerre civile. Ainsi, il ne resta du programme de socialisation qu'une série de succédanés : socialisation à demi, socialisation partielle, socialisation à un quart, et finalement, socialisation apparente. En fin de compte, on revint au capitalisme d'avant-guerre.

Le ministre social-démocrate de l'Économie, Wissel, essaya alors de sauver la conscience de son parti en exposant dans un mémoire le projet d'une économie dirigée. L'idée du travail collectif devait être appliquée à toute l'économie. Il imagina l'industrie organisée en unions professionnelles auxquelles il voulait assigner les tâches suivantes : établir une statistique de la production et du débit, acquérir des matières premières, centraliser la vente, créer des sociétés spéciales pour l'exportation, veiller sur les ouvriers et les chômeurs, introduire une comptabilité unique, centraliser les brevets et les patentes, acquérir en commun les capitaux et les crédits. Le noyau de l'organisation devait être la « production économique ». « Elle doit déterminer les formes de production de toutes les marchandises selon les besoins du marché,

calculer les frais de production, les rendre intelligibles et les publier ; elle doit réaliser la distribution du travail de manière à permettre à toutes les entreprises, petites ou grandes, de produire économiquement. » Il fallait donc accorder des concessions au commerce, réglementer le marché, fixer les prix par des offices gouvernementaux, créer des unions spéciales pour l'exportation — et tout cela, en maintenant la propriété privée et en tenant compte des dividendes. Pour son bonheur, ce curieux système économique qui n'est oint d'aucune goutte d'huile sociale, n'eut jamais l'occasion de prouver concrètement à quel point il était viable. Il se heurta à une résistance violente dans les cercles capitalistes et ne trouva pas grâce même dans le parti de Wissel.

Ainsi, le problème de la socialisation fut rayé de l'ordre du jour des discussions politiques. D'ailleurs, cette discussion ne fut jamais plus qu'une manière dilettante de s'occuper d'un capitalisme d'État primitif et formel. Tout ce qui resta des conquêtes de la révolution ce fut la « socialisation à froid ». C'est ainsi que des cercles capitalistes dirigeants nommèrent d'une façon cinglante les tentatives d'une économie collective, c'est-à-dire les cas où la communauté s'empare directement de l'économie et produit et distribue à son compte.

L'économie « collective » ou l'économie des pouvoirs publics est officiellement définie comme une « économie populaire, menée selon un plan, au profit de la communauté et publiquement contrôlable ». Elle se distingue par trois traits fondamentaux de l'économie libre privée. Premièrement, elle est financée et dirigée non par un entrepreneur capitaliste ou un

consortium d'entrepreneurs, mais par un organe du gouvernement. Deuxièmement, son rôle, dans la mesure où elle ne poursuit pas des buts purement politiques et financiers et ne représente pas un impôt déguisé, est de faire face à un besoin social. Troisièmement, ce qu'elle rapporte ne revient pas à un capitaliste individuel, mais au gouvermenent. Il est vrai que, dans la société de classes, le gouvernement est une institution où prédominent des intérêts capitalistes, mais selon le développement de la démocratie, d'autres classes sociales aussi ont droit d'intervenir, bien que ce droit ne puisse s'exercer que dans les cadres du régime de classes. Ce serait une illusion que de voir dans les entreprises appartenant à des communautés un début de socialisation de l'économie, car non seulement leur production, mais aussi presque entièrement leur distribution et — ce qui n'est pas l'élément moindre — toute leur structure, sont capitalistes. Il est vrai qu'elles s'écartent de l'image du capitalisme classique. Et ces écarts sont si grands qu'on est en droit de les désigner comme le germe d'un capitalisme d'État et, avec beaucoup d'optimisme politique, comme le début d'un socialisme d'État. En tous cas, les entreprises appartenant à des communautés marquent une tendance vers une économie planifiée. Elles représentent un petit segment détaché de l'ensemble de l'économie capitaliste, mais encore inséré dans la masse de l'économie privée, encore écrasé par les intérêts du système dominant, et pourtant déjà une économie démocratisée, avec une nuance de collectivisme — « la socialisation à froid ».

Les entreprises appartenant à des communautés se sont affirmées le plus dans le domaine des transports.

Chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones, T.S.F., sont l'objet de l'économie étatisée. Seule la navigation reste encore essentiellement le royaume du capitalisme privé, grâce, il est vrai, à de fortes subventions versées par l'État. Le nombre d'entreprises publiques, dans le domaine de transports, s'élevait, en 1925, à 556 en Allemagne ; elles occupaient 1.190.563 ouvriers et employés. Il s'agit ici, en dehors des chemins de fer et des postes, de 77 lignes de tramways, 197 aménagements de canaux et de ports, 73 lignes de chemin de fer, 151 entreprises de transports automobiles, 32 entreprises de navigation fluviale. Sur les employés, 755.000 appartiennent aux chemins de fer et 355.000 aux postes. En 1929, des organismes publics intervenaient pour 25 millions de marks dans la Lufthansa A.G.

Viennent ensuite les entreprises de gaz, d'eau et d'électricité. La distribution du gaz est surtout l'affaire des communes. En 1928, sur 1.209 usines à gaz, 82 % appartenaient à des communes et étaient exploitées par elles ; 6 % appartenaient encore à des collectivités ; le reste était entre les mains du capital privé. Environ 84,5 % de la production globale de gaz viennent des usines publiques (3,3 milliards de mètres cubes). Pour ce qui est de l'électricité, 347 usines, sur 608, appartenaient, en 1929, aux collectivités. Si l'on tient compte des entreprises où l'État participe, 80 % de la distribution du courant sont exploités par la collectivité. La distribution d'eau, qui est, pour des raisons hygiéniques, la première entreprise publique, se trouvait, en 1930 (avec 1.088 réservoirs), pour 94, 2% entre les mains des communes, et était pour 1,4 % la propriété d'entreprises mixtes.

Dans l'industrie, la propriété et la participation de l'État sont relativement faibles. 2 % seulement du nombre global des personnes occupées dans l'industrie appartiennent à des entreprises publiques. La participation de la collectivité dans l'industrie est de 40 % pour le sel, de 20 % pour le minerai de fer, de 12, 1 % pour le charbon, de 12 % pour la potasse, de 7, 7 % pour le lignite, de 7 % pour le coke, de 6,5 % pour le sel gemme, de 4,2 % pour les briquettes. Cette participation est encore plus faible dans l'industrie métallurgique : fonte : 5 % ; fer en barres : 2,75 % ; acier brut : 0,86 %.

Pour ce qui est des banques, l'État disposait, en 1925, de 10 banques d'État, de 15 banques de « pays », de 6 banques communales et de 4 autres banques. Le bilan mensuel de ces banques s'élevait en mars 1930 à 12,2 milliards de marks, contre un bilan des banques privées de 17,3 milliards de marks. Le nombre global de toutes les entreprises bancaires et caisses d'épargne était de 2.806 ; elles occupaient 52.765 personnes.

Sur les entreprises agricoles et forestières, l'État possédait, en 1925, plus de 4 millions d'hectares, les communes environ 1,5 million. Il faut ajouter 201 entreprises d'élevage, de jardinage et de pêche maritime.

Dans les entreprises de construction des grandes et moyennes villes allemandes, des organismes publics ont bâti, en 1929, 9,6 % des nouveaux logements, et les entreprises d'utilité publique en ont bâti 34,9 %.

Pour ce qui est de l'hygiène, 2.599 hôpitaux et cliniques, 807 établissements de bains et de natation, 256 dispensaires publics et 552 instituts pour la

canalisation, le nettoiement des rues et l'enlèvement des détritus appartenaient à la collectivité ; 166.000 personnes y étaient employées.

En outre, la collectivité possédait 203 entreprises de commerce de gros et de détail, 149 théâtres et 734 entreprises hôtelières et de débits de boisson.

Le nombre global de toutes les entreprises appartenant à la collectivité s'élevait, en 1925, à 22.481 et représentait 0,6 % de l'ensemble des entreprises commerciales et industrielles. Le nombre global de personnes occupées était de 1,7 million, soit 9,4 % de la totalité du personnel en Allemagne.

Cette section de l'économie planifiée et publique est relativement petite et d'une importance assez insignifiante. Elle s'élargit un peu si l'on tient compte du rôle joué par les unions coopératives dans l'ensemble de l'économie. Il y avait, en 1928, 52.158 coopératives enregistrées. Sur ce nombre, 40.396 (77 %) reviennent à l'agriculture sous forme de coopératives de crédit, de coopératives d'achat, de coopératives fruitières, etc. Il y avait 1.324 coopératives de consommation, dont 1.279 comptaient 3,6 millions de membres, possédaient des biens pour 108 millions, un capital investi apporté du dehors de 327 millions et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard.

Ces chiffres épuisent la base concrètement existante aujourd'hui en Allemagne, d'une formation économique plus ou moins orientée vers le collectivisme. De même qu'il est sûr que tous ces commencements et toutes ces tentatives ont leur origine dans l'intérêt vital, de même encore qu'il est sûr qu'ils expriment tous une tendance très nette vers le collectivisme, de même, il est sûr qu'ils ne présentent

qu'une transformation structurelle insignifiante pour ce qui est de leurs formes économiques. Dans la plupart des entreprises appartenant à des collectivités, un propriétaire collectif a simplement remplacé le propriétaire privé. Le titre de propriété est devenu collectif. La méthode d'exploitation est l'exploitation capitaliste ordinaire qui ne se distingue en rien de celle pratiquée dans les autres entreprises capitalistes. Même les coopératives social-démocrates, les maisons du peuple, les entreprises de journaux et d'imprimerie qui appartiennent à des collectivités sont exploitées et administrées d'après les méthodes capitalistes. Plus encore, on met souvent toute son ambition à démontrer qu'on s'entend aux affaires, qu'on a l'esprit d'initiative et qu'on est capable de réaliser des profits aussi bien que les capitalistes « nés ». En effet, le capitalisme domine le champ entier de l'économie et le profit domine toute la pensée économique. C'est pourquoi les entreprises publiques n'ont remporté que des succès bien modestes dans leurs essais de s'affirmer contre le capital privé et de pousser toute l'évolution économique dans la direction qu'elles représentent. Le capital a toujours été assez fort pour lutter contre les expériences collectivistes et les tentatives de réformes, pour leur enlever toute valeur et toute efficacité.

Encore moins fut-on enclin dans les cercles capitalistes à s'engager dans des discussions théoriques sur la possibilité ou la nécessité d'une transformation du système économique. Même dans les cercles ouvriers les projets d'économie planifiée ne trouvèrent pas longtemps un public après l'échec de la révolution. La déception eut un effet très fort. L'idée socia-

liste fut discréditée. Ainsi, par exemple, le socialisme corporatif, qui naquit en Angleterre et y trouva des adhérents surtout dans les cercles fabiens, ne fut jamais populaire en Allemagne. Son influence n'alla pas au delà d'étroits cercles littéraires et scientifiques. Le socialisme corporatif prône l'abolition du système des salaires et l'administration autonome de l'industrie. Les moyens de production seraient la propriété de l'État. Mais celui-ci ne produirait pas lui-même, il laisserait ce soin aux ouvriers qui, sortes de chargés d'affaires de l'État et non ses employés ou ouvriers, dirigeraient la production. Les ouvriers d'une entreprise donnée formeraient une corporation complètement indépendante, très démocratiquement organisée et dépourvue de tout appareil bureaucratique. Le représentant suprême de toutes les corporations serait le congrès des corporations. L'État représenterait les intérêts des consommateurs. Il prendrait livraison des produits des corporations, fixerait les prix qui ne seraient plus régis par l'offre et la demande et assurerait la distribution. La partie de la production déduite comme salaire serait, par les soins de la corporation, partagée également entre tous ses membres. Un comité spécial recruté par l'État et les corporations réglerait les conflits. Le socialisme corporatif est une espèce de pont jeté entre le capitalisme et le syndicalisme ou l'unionisme. Il n'a eu aucune influence, ni sur l'opinion publique, ni dans le mouvement ouvrier. Il semblait même qu'avec le relèvement vigoureux du capitalisme dans les périodes de prospérité après la guerre, il était pratiquement déconsidéré.

Il est vrai qu'au bout d'une décade il s'avéra que

la foi en la prospérité éternelle, ou même en le maintien du capitalisme était trompeuse. La crise a repris l'œuvre de destruction interrompue de la guerre et elle ruine maintenant d'une manière plus lente, moins sanglante, mais non moins cruelle les fondements mêmes du système. Des milliers d'hommes sont saisis par l'angoisse. Le déclin menaçant pousse les hommes à s'unir plus fortement, il les pousse à créer des mouvements pour chercher un salut et à former des associations intellectuelles qui essaient de découvrir des plans de sauvetage. Nous avons de nouveau un climat où fleurissent les programmes et les théories de l'économie planifiée.

Parmi les nouveaux mouvements qui prétendent apporter le salut, le parti ouvrier national-socialiste a conquis une popularité extraordinaire dans toutes les sphères de la population. Aux élections de septembre 1930, il a obtenu un succès immense. Et il a délogé presque entièrement du centre de l'intérêt politique les partis ouvriers socialistes traditionnels. Le parti national-socialiste comprend tous les éléments qui ont subi des pertes matériellement et moralement, dans la période de l'après-guerre et au cours de la crise, et qui n'ont pas été absorbés par les partis ouvriers anciens, ces grands collecteurs de toutes les existences prolétaires et prolétarisées. Ce sont des intellectuels, des membres des classes moyennes, des fonctionnaires, des petits bourgeois, des paysans, des ouvriers, tous des hommes déclassés, déracinés, ratés, sans ressources et sans espoirs, sans convictions politiques ou économiques, sans une claire orientation idéologique, mais remplis de préjugés, de refoulements intérieurs, et perplexes devant le chaos. Ils sont

entraînés dans le tourbillon fou du déclin, ils appellent au secours et se fient aveuglément à toute promesse, à toute phrase, à toute démagogie qui leur offre le salut. On annonce pompeusement la création d'un « troisième empire » et on promet de briser « l'esclavage des tributs ». Un pêle-mêle de demi-connaissances et de lieux communs leur sert de programme. « Le national-socialisme reconnaît en principe la propriété privée et la met sous la protection de l'État ». Il est vrai que « le bien du peuple trace une limite à l'accumulation démesurée de richesses entre les mains des particuliers ». Mais : « La coexistence saine des entreprises petites, moyennes et grandes, dans tous les domaines de la vie économique est maintenue. » En même temps, « nous demandons une loi d'expropriation sans indemnité des terrains pour des fins utiles à la communauté, l'abolition de la rente foncière et des mesures contre la spéculation des terrains ». Pourtant, « le passage sur l'expropriation sans indemnité est dirigé en première ligne contre les sociétés juives de spéculation de terrains ». Et ainsi thèses et antithèses se succèdent. Ce sont les principaux points contradictoires du programme économique dont le seul côté positif est précisément l'absence de tout programme. On n'y trouve ni une analyse théorique de la situation économique actuelle, ni une tentative d'élaboration de plan pour l'avenir. Ce qui veut passer pour du socialisme n'est qu'un galimatias de dilettantisme et de confusion. Il s'y ajoute une théorie de l'argent complètement stupide : « Quand à l'avenir l'État entreprendra la construction de canaux, de chemins de fer, de logements, d'usines d'azote ou d'aluminium, etc., il fera une émission suffisante de bons

exonérés de tout intérêt ; il achètera au moyen de ces bons les matériaux nécessaires à la construction, payera en bons les salaires et les frais généraux, et, avec les recettes des entreprises ainsi construites, il retirera les bons qui auront circulé comme de l'argent ». Dans cette « réorganisation de nos finances dans l'esprit allemand », on considère comme une chose allant de soi que des entreprises financées à l'aide de bons sans intérêt soient viables. Mais, en pratique, il n'en est pas nécessairement ainsi. C'est pourquoi personne n'accepterait ces bons, et à l'étranger surtout, ils n'auraient aucune valeur. La devise serait immédiatement ruinée et l'économie plongée dans le chaos. Il est superflu d'insister davantage sur ces divagations.

Tant que la crise était une crise de production, elle trouvait un état-major de capitaines d'industrie complètement perplexes. Quand elle devint crise financière, elle se heurta à un agrégat confus d'hommes de banque et de finances, et quand elle menaça de s'étendre à l'État, elle trouva en face d'elle un gouvernement complètement impuissant et privé de toute intelligence. Le vieux Oxenstiern aurait pu trouver des illustrations fabuleuses de sa maxime d'après laquelle personne ne se doute avec combien peu d'intelligence on gouverne le monde. La constitution qui doit être l'échafaudage de fer de l'État fut mise au rancart. Le Parlement qui doit conseiller et appuyer le gouvernement fut renvoyé. L'absolutisme, aboli comme un danger pour l'État après une guerre perdue, fut restauré. La dictature qu'on avait crainte comme une peste inventée par les bolcheviks s'installa. Ce fut une pluie « d'ordonnances de détresse » qui, précisément, ordonnaient une détresse plus grande

encore. On accumula fautes sur fautes, comme si on avait organisé un concours dont l'objet fût de plonger encore plus profondément le peuple dans sa misère. Au milieu de ces semaines turbulentes de juin, en pleine faillite financière et économique, Léopold Schwarzschild publia son « ordonnance de détresse non publiée ». Il y faisait des propositions dont le but était de « remettre en marche l'appareil économique et de le rendre viable sans détruire les titres juridiques de propriété capitaliste qui le caractérisent ». Dans cette ordonnance de détresse il s'agissait donc de renflouer le capitalisme tombé en déconfiture. Elle était conçue comme une mesure extrême de protection contre « l'anarchie économique qui menaçait immédiatement l'Empire Allemand ». Schwarzschild, partant de la conception qu'on ne peut recréer le pouvoir d'achat qu'à l'aide de nouveaux crédits, proposait, en conséquence, ce qui suit : Toutes les banques allemandes de crédit qui publient des bilans mensuels accorderaient au gouvernement, pour la réalisation de l'assainissement économique, des crédits de deux à deux fois et demi plus grands que leur capital de fondation et auxquels s'ajouteraient les fonds de réserve, pour un délai de 18 mois contre 1 % d'escompte. Ce crédit serait mis à la disposition d'un office de planification qui utiliserait cette somme, sur le modèle de l'organisation en vigueur pendant la guerre, pour produire des marchandises, et notamment de manière à forcer les firmes capitalistes à utiliser les installations qui ne travaillent pas pour exécuter des commandes supplémentaires. Les frais de production de ces marchandises seraient très bas, puisqu'ils ne comporteraient pas d'intérêt pour le capital, ni de profits pour

les entrepreneurs, ni de frais fixes. Tous les cartels et monopoles seraient privés du droit de travailler pour l'office de planification. A l'aide d'organisations ouvrières, de coopératives et autres consommateurs, l'office s'occuperait du débit des marchandises ains produites, aux prix les plus bas et avec un tarif fixé pour la revente. Avec cette production on ne satisferait que les besoins qui, dans les conditions actuelles, ne sont pas satisfaits du tout ou ne peuvent pas l'être avec les seuls produits allemands. Pour satisfaire les autres besoins, on se servirait de la production libre qui continuerait à fonctionner, comme avant, en dehors de l'économie planifiée. Le but de tout le plan économique est de « passer avec la plus grande célérité des commandes supplémentaires à l'industrie, d'aider ainsi de grandes masses d'ouvriers à trouver des revenus nouveaux et de reconstituer ainsi la clientèle ». Dès que ce but serait atteint, le plan serait abandonné et l'économie assainie reviendrait aux formes d'exploitation habituelles.

Cette dernière phrase permet à elle seule de juger de la valeur ou du manque de valeur de tout le plan. Elle montre qu'il ne s'agit pas ici d'une réorganisation ou d'une régénération du capitalisme, de sa continuation ou de son développement supérieur, mais simplement d'une mesure provisoire d'assainissement, d'une mise en train. Supposons qu'on réussisse à trouver les capitaux dans les banques contre 1 % d'intérêts, supposons que, pour des cas de résistance, il existe un pouvoir qui forcerait les banques à fournir les capitaux de manière à rendre le plan réalisable — qu'obtiendrait-on alors ? Rien ne serait changé dans la nature ou dans le fonctionnement du capital. Ses

lois économiques continueraient à agir. Elles fonctionneraient de nouveau avec la concurrence, les taux des profits, l'économie des cartels, l'offre massive, les prix élevés, les bas salaires, le pouvoir d'achat en diminution et tôt ou tard nous serions de nouveau en crise. L'action d'assainissement devrait recommencer et la comédie pourrait reprendre. De plus, comme on produirait les uns à côté des autres et qu'on apporterait à la consommation des articles bon marché et des articles chers, on encouragerait inévitablement le commerce clandestin, la spéculation et la vente en sous-main et la corruption infesterait toute l'économie. La menace de pénalités exorbitantes ne serait pas une protection suffisante, car même une justice barbare n'a jamais rien pu contre des nécessités dérivées de la logique d'un système. D'ailleurs, quel système, s'il ne peut se maintenir sans la police !

Le projet d'économie planifiée de Schwarzschild, de même que d'autres projets et propositions tendant à l'introduction de l'économie planifiée, est le résultat de l'invention spéculative ou d'une construction intellectuelle. On peut, dans de tels projets, admirer l'audace de l'imagination, l'originalité des idées, l'élan de la combinaison, on peut saluer avec une satisfaction morale le souci de la justice et l'annonce d'une noble humanité, mais, pour ce qui est de l'évolution réelle de l'économie et de la réalité de la vie sociale, ils n'ont pas la moindre importance. Dans la réalité, seul prend vie ce qui résulte nécessairement de l'évolution, ce qui naît organiquement de l'ensemble des conditions économiques et sociales données. Seule l'observation des lois de ce devenir fournit des points

de départ à la prévision : Seule l'analyse du processus historique peut nous donner des renseignements sur le rythme, la direction et la prochaine étape.

Dans la mesure où l'observation pénétrante et la combinaison géniale sont capables d'esquisser en traits grossiers et en contours tout à fait schématiques un tableau de la forme prochaine de l'économie, il faut prendre le point de départ dans deux facteurs du régime économique actuel qui montrent la direction de l'avenir.

Le premier facteur est la tendance à la concentration toujours plus dense des forces et des formes productives. L'ascension déjà décrite des entreprises particulières, en passant par la société par actions, le cartel, le syndicat, le konzern, le trust, jusqu'au monopole, caractérise ce chemin de l'évolution. Une dynamique immanente pousse chaque forme de concentration à s'élever au-dessus d'elle-même et produit des formes toujours supérieures. Le dernier résultat imaginable de ce processus serait une sorte de trust universel, un cartel général qui exercerait un pouvoir suprême et unique sur la société. « Toute la production capitaliste » — c'est ainsi que Hilferding esquisse cette phase, — « serait consciemment réglée par une instance qui déterminerait l'ampleur de la production dans toutes ses sphères. A ce stade, la fixation des prix n'a qu'une valeur nominale et traduit seulement la répartition du produit global entre les magnats des cartels d'une part, et la masse des autres membres de la société, d'autre part. C'est la société réglée consciemment ». Ce serait donc un trust géant, le résultat d'un processus automatique de concentration, un monopole qui réglerait toute la vie sociale.

En lui disparaîtraient les dernières libertés individuelles. Toute activité, tout événement seraient conditionnés par une série d'obligations et de règles impératives. Cette société bien réglée est l'incarnation achevée de l'idée de l'économie planifiée, autoritaire et centralisatrice. Son seul cadre possible, c'est l'État, le seul appareil politique et administratif concevable serait la machine de l'État. Ce serait, notamment, un État dont on pourrait dire que « d'État destiné à garantir la sécurité il s'est élevé à un État qui garantit le bien-être social ». Ce serait une machinerie de l'État qui formerait l'instrument tout-puissant de la dictature toute-puissante d'un monopole.

Le second facteur du régime économique actuel qui oriente vers une économie planifiée d'État dérive de la politique de subventions dont on ne peut plus se passer dans la phase du capitalisme avancé et surtout à son déclin. Sans prêts, sans subsides, sans garanties et sans secours, sans subventions de toutes sortes, ouvertes et dissimulées, le capitalisme ne peut plus exister. Pendant longtemps ce tribut sera payé aux puissants de l'industrie et de l'agriculture, semblable à des dîmes et à des tailles. Mais, plus ce système ruine les finances de l'État, plus l'État doit se résoudre à contrôler l'utilisation des subventions et à ne les octroyer que sous certaines conditions. Il doit tenir compte des dispositions des entreprises subventionnées, il doit exiger qu'elles mènent leurs affaires d'une façon économique. Ainsi il devient co-responsable et intéressé dans l'entreprise. A la Danatbank, le gouvernement Brüning a encore donné une garantie sans conditions ; mais il n'a pu aider la Dresdner Bank qu'en achetant des parts

pour 300 millions de marks. Il est devenu co-propriétaire, possesseur de la majorité des parts et, par là, a obtenu la direction de la banque. C'est le premier pas dans la voie du capitalisme d'État. L'administration et les affaires fusionnent. Les intérêts étatiques et capitalistes se confondent. Les finances d'État et l'économie du profit ne forment plus qu'un.

L'évolution de l'économie européenne et nord-américaine a atteint aujourd'hui une phase où les facteurs de la concentration et des subventions étatiques agissent comme des forces d'impulsion si puissantes qu'il n'y a plus de place pour un nouveau développement des énergies et des formes économiques dans les limites de l'économie libre. Le capitalisme privé est plus que mûr. L'évolution, accentuée par la crise, l'oblige à une transformation nouvelle.

Il ne faut pas, d'ailleurs, oublier que le changement de propriétaire n'est pas en lui-même un progrès dans l'évolution structurelle de l'économie. L'achat d'un paquet d'actions contre des billets du Trésor n'amène aucune transformation dans l'exploitation de la Dresdner Bank. Mais, et le fait mérite d'être noté, immédiatement des voix se sont élevées dans des cercles boursiers et bancaires pour suggérer au gouvernement Brüning de transformer le caractère de la banque, d'établir un contrôle permanent et de mettre toutes les banques sous la surveillance renforcée de l'État. Ainsi les mesures gouvernementales créent elles-mêmes des tâches, les tâches deviennent des devoirs qui s'expriment par des actes et qui, d'une façon ou d'une autre, engendrent des faits nouveaux. Tout est pris dans l'engrenage, une roue fait tourner l'autre.

L'état de crise et l'augmentation des difficultés économiques pour le capital privé feront naître des nécessités toujours nouvelles, l'État et l'économie se croiseront et se mêleront de plus en plus. Plus est serré le filet de telles nécessités et de telles unions, plus le règne de l'individualisme est comprimé et rétréci, et plus s'affirment les éléments d'un ordre collectiviste. L'organisation, la planification, l'union consciente de toutes les forces transforment le principe même de la libre économie capitaliste et appellent à la vie l'économie planifiée portée par les forces créatrices de l'évolution immanente. Le capitalisme privé est remplacé par le capitalisme d'État.

CHAPITRE VII

Essor des Soviets

La seule économie planifiée qui ne soit pas restée simplement théorie et construction sur papier, mais qui soit devenue une réallté concrète est l'économie d'État planifiée des Soviets russes.

Elle aussi fut engendrée par une nécessité vitale et par le danger de périr. Il est vrai que la situation qui l'a provoquée était d'une nature différente de celle qui a conditionné l'existence des autres théories d'économies planifiées. Dans les économies planifiées de Rathenau à Schwarzschild il s'agit de régimes et de projets économiques qui naissent au moment où le capitalisme, trop mûr, menace de glisser sur une pente. Elles représentent des formes historiques d'une évolution ultérieure, des cristallisations nouvelles où les énergies et les éléments d'un système en dissolution cherchent à s'organiser selon un principe supérieur. Dans l'économie planifiée russe, par contre, l'impulsion est venue des formes primitives de l'évolution capitaliste. Là, il s'agit non de la conséquence d'un processus qui veut se dépasser lui-même, mais de son commencement. L'économie planifiée fut introduite en Russie avant que l'économie capitaliste libre ait atteint sa plénitude, avant que son processus

vital l'ait conduite à la sénilité. Pour parler concrètement, elle fut une naissance avant terme rendue possible par une situation historique particulière.

La guerre mondiale a détruit le féodalisme russe, mais en même temps interrompu la carrière pleine d'espoirs du capitalisme. L'armée a levé les crosses et exigé la paix. Les masses sont revenues du front et ont voulu travailler. Mais il n'y avait plus de tsarisme, ni de capitalisme. Avec un faible reste de force et de volonté de vivre, la bourgeoisie considérant son propre intérêt essaya de sauver la puissance ébranlée de l'ancien régime. Cependant, la faiblesse économique, l'incapacité politique, la débâcle et la corruption la paralysèrent. Comme elle ne pouvait pas faire la paix, elle fut dévorée par la guerre. Au bord même de l'abîme, en face du néant, le prolétariat s'empara du pouvoir avec un élan fabuleux. Il était venu d'en bas, des profondeurs, il était petit et faible, il était encore au début de la carrière du capitalisme. Soudain il se trouva en haut, à la tête du pouvoir et, pour ainsi dire, au terme de la carrière capitaliste. C'est dans ces conditions que naquit l'économie planifiée russe.

La tâche de relever la vie politique et économique était doublement et triplement difficile. Une poignée seulement d'intellectuels avaient réfléchi d'avance aux exigences d'une telle tâche. C'étaient des socialistes instruits à l'école de la culture occidentale et des théories marxistes. Ils étaient socialistes et se reconnaissaient collectivistes, ce qui leur montra le chemin. Il est vrai que la route était coupée, qu'il fallait franchir le gouffre d'une période balayée par la guerre. D'après le schéma de l'évolution tel qu'il avait été

tracé et représenté par Marx, le processus capitaliste devait d'abord arriver à son terme, atteindre son apogée, avant que l'économie et le régime socialistes ne fussent possibles. Mais, dans l'intervalle, le capitalisme avait disparu — que pouvait faire le prolétariat russe ? Lui fallait-il se résigner, reculer avec anxiété, laisser passer l'heure de l'histoire et s'abandonner à la débâcle ? Ou devait-il — comme plus tard les chefs allemands le conseillèrent à leur propre prolétariat — contribuer au rétablissement du capitalisme ? Il préféra risquer le saut au-dessus l'abîme. Le saut fut réussi. Le prolétariat s'empara du pouvoir. Et il prit la résolution de construire, selon un plan, un nouveau régime économique et social.

Les intellectuels socialistes prirent le gouvernail, Lénine, le premier. Dans une brochure rédigée en avril 1917, Lénine écrivait : « Le parti du prolétariat ne doit, dans aucune circonstance, se proposer comme but d'introduire le socialisme dans ce pays de petits paysans avant que la majorité écrasante de la population ne soit arrivée à prendre conscience de la nécessité de la révolution socialiste. Mais seuls des sophistes bourgeois peuvent justifier ainsi une politique qui remet à plus tard la réalisation des mesures révolutionnaires, mesures parfaitement applicables, qui, en pratique, ont déjà été réalisées, pendant la guerre, par toute une série d'États capitalistes et qui sont absolument nécessaires pour lutter contre l'effondrement complet et la famine imminents. Des mesures telles que la nationalisation des terres, de toutes les banques et des syndicats capitalistes ou du moins l'établissement d'un contrôle immédiat de ces organismes par les conseils ouvriers, ne sont pas encore

du socialisme, mais il faut absolument combattre pour elles et, si possible, les réaliser par des voies révolutionnaires. » Dans le même sens, le VIe Congrès du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe (Bolcheviks) déclarait dans une résolution adoptée le 3 août 1917 : « Il est nécessaire d'intervenir dans le domaine de la production afin de réglementer selon un plan la production et la distribution, et puis d'entreprendre la nationalisation et la centralisation des banques et de toute une série d'entreprises coalisées (par exemple, dans l'industrie du pétrole, du charbon, du sucre et des métaux ainsi que des transports). »

Dès le lendemain de la prise du pouvoir, en octobre 1917, les Bolcheviks abordèrent pratiquement le problème de la nationalisation du sol. Le décret adopté, le 26 octobre 1917, par le IIe Congrès Panrusse des Conseils d'Ouvriers et de Soldats dit : « 1°) Le droit de propriété des propriétaires fonciers sur les terres est immédiatement aboli sans indemnité ; 2°) Les domaines fonciers ainsi que les terres de l'État, des Églises et des monastères avec tout le matériel et le cheptel, avec toutes les constructions et tous les accessoires seront administrés, jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale, par les Comités agraires des districts et les Soviets régionaux des délégués paysans ; 3°) Tout dommage porté à la propriété confisquée qui, à dater de ce jour, appartient au peuple entier, sera considéré comme criminel et soumis à la juridiction du tribunal révolutionnaire. »

Immédiatement après, les Bolcheviks passèrent à la nationalisation des entreprises financières et industrielles. Ils se servirent, pour réaliser ce dessin, du contrôle ouvrier qui devait être une importante mesure

de transition. Le décret du 16 novembre 1917 dit : « Afin de régler selon un plan l'économie de toutes les sociétés commerciales, bancaires, agricoles, de transports, coopératives et de production et autres entreprises, il est introduit un contrôle ouvrier sur la production, l'achat et la vente des produits et des matières premières, sur les stocks et les finances de chaque entreprise. Le contrôle ouvrier sera exercé par tous les ouvriers de l'entreprise, par l'intermédiaire de l'organe qu'ils auront élu et qui doit comprendre aussi des représentants des employés et du personnel technique de l'entreprise. Chaque grande ville, chaque gouvernement et chaque région industrielle créera un Soviet local de contrôle ouvrier. Les organes du contrôle ouvrier auront le droit de surveiller l'exploitation, de fixer un minimum de production et de prendre des mesures pour établir le prix de revient des produits fabriqués. L'obéissance aux décisions des organes du contrôle ouvrier sera obligatoire pour les propriétaires des entreprises. Le Congrès Panrusse du Contrôle Ouvrier élaborera des plans généraux pour le contrôle et donnera des instructions, il prendra des décisions qui auront force de loi et réglera les rapports mutuels des districts, jugera en dernière instance toutes les affaires de ce ressort ; enfin, il accordera l'activité des contrôles ouvriers avec celle des autres institutions de l'économie nationale. »

Mais les espoirs bâtis sur le contrôle ouvrier ne se réalisèrent que partiellement. La guerre et la révolution avaient disloqué les entreprises. Les ouvriers n'étaient pas encore suffisamment éduqués pour le rôle qu'ils devaient jouer dans les organes de contrôle. On procéda souvent avec trop de violence et sans

se rendre compte de la responsabilité qu'on assumait à l'expropriation des entreprises. Au bout de quelque temps Lénine se vit obligé de constater : « Notre travail d'enregistrement général et de contrôle de la production et de la distribution des marchandises sous la direction du prolétariat est resté en arrière du travail de l'expropriation immédiate. Il faut pourtant attacher la plus grande importance à la première partie de la tâche et interrompre provisoirement l'offensive contre le capital. Cela ne veut pas dire que nous renonçons définitivement à l'expropriation, mais seulement que nous la retardons. »

Le rôle que le contrôle ouvrier devait jouer dans la vie économique des Soviets ne pouvait, selon Lénine, être pleinement efficace que si l'on y allait avec prudence, en se donnant du temps et en évitant les actes précipités. Il en fut ainsi à cause du degré extraordinaire de désorganisation de l'économie russe d'alors. Voici ce qu'écrivait Lénine à cette époque : « Nous avons à réaliser, comme tâches immédiates, le relèvement des forces productives détruites, la guérison des blessures infligées par la guerre, la défaite, la spéculation et les tentatives bourgeoises de reconstituer le pouvoir effondré des exploiteurs ; enfin, la protection de l'ordre le plus élémentaire. Cela peut sembler paradoxal, mais, à cause des conditions objectives que je viens de mentionner, il est absolument hors de doute qu'au moment actuel le pouvoir soviétique ne peut assurer le passage de la Russie au socialisme que s'il accomplit le devoir le plus élémentaire de maintenir la vie sociale. La solution pratique de ces tâches élémentaires et la victoire sur des difficultés d'organisation, alors que nous faisons les premiers pas vers

le socialisme, apparaissent maintenant, étant données les particularités concrètes de la situation actuelle et l'existence du pouvoir soviétique avec ses lois sur la socialisation de la propriété foncière, sur le contrôle ouvrier, etc., comme les deux faces d'une même médaille. »

Lénine dut donc intervenir de nouveau d'une manière apaisante, car il redoutait les effets des mesures révolutionnaires sur le zèle exagéré de certaines couches radicales dont l'activité irréfléchie semblait menacer la marche organique de la révolution. D'autre part, ce zèle s'expliquait par les efforts faits pour dominer le chaos où l'on avait été plongé après la décomposition du capitalisme et l'effondrement de l'armée. « Au début, le gouvernement des Soviets et ses organes ne possédaient même pas un état de ce qui existait. On ne connaissait pas le nombre des entreprises, l'importance des réserves en matières premières, en combustibles, les possibilités productives, autrement dit, on ignorait complètement ce que les entreprises nationalisées pouvaient produire. La bourgeoisie était morte, sans laisser aucun testament détaillé au prolétariat. On comprend qu'il ne pouvait pas être question, au début, de plan économique général. » Pourtant, dès le 5 décembre 1917, le décret qui ordonnait la création du Conseil Suprême d'Économie Nationale apporta le premier élément d'ordre dans le chaos. C'est avec lui que commence l'histoire de la nationalisation.

Dans le décret mentionné, la nationalisation fut comprise d'abord comme une mesure de répression contre le non-accomplissement des prescriptions sur la démobilisation et le contrôle ouvrier, contre le

non-paiement des impôts, le refus de produire, contre l'abandon de l'entreprise par son propriétaire, etc. C'est dans des cas spéciaux seulement qu'on devait y procéder pour des « raisons d'État ». Le Conseil Suprême d'Économie Nationale fut autorisé à supprimer diverses branches du commerce et de l'industrie ; il avait le droit de réquisition et de séquestre ; il avait le droit de syndiquer par force et de prendre d'autres mesures dans le domaine de la production, de la distribution et des finances d'État. Toutes les institutions créées pour réglementer l'économie furent subordonnées au Conseil Suprême qui était autorisé à les réformer. Là-dessus, on unit les sections économiques des Soviets locaux et on forma aussi des organes spéciaux pour procéder systématiquement à la nationalisation prévue pour des branches industrielles entières. Au milieu de décembre 1917, Lénine donna au Conseil Suprême d'Économie Nationale un projet de socialisation de l'économie dont les points suivants sont d'une importance particulière : 1°) Toutes les sociétés par actions sont déclarées propriétés de l'État ; 2°) Les membres des conseils d'administration et les directeurs des sociétés par actions, ainsi que tous les actionnaires qui appartiennent à la classe possédante, sont obligés de continuer à diriger ces entreprises, de se soumettre au décret sur le contrôle ouvrier, de remettre toutes leurs actions à la Banque d'État et de rendre aux Soviets locaux des comptes hebdomadaires de leur activité ; 3°) Les emprunts d'État, intérieurs et extérieurs, sont annulés ; 4°) Les intérêts des petits propriétaires d'actions et d'obligations sont pleinement garantis ; 5°) L'obligation générale de travailler est instituée.

Le Conseil Suprême d'Économie Nationale donna immédiatement des preuves de son activité en prenant des mesures de grande portée : le 14 décembre 1917 parut le décret de la nationalisation des banques ; le 16 décembre, le décret établissant le monopole d'État sur toutes les machines agricoles, etc. ; le 17 décembre, le décret ordonnant l'étatisation de la production textile. Le 28 janvier 1918, on procéda à la nationalisation de toute la flotte marchande. Ensuite, en janvier, le IIIe Congrès Panrusse des Soviets approuva les décrets sur le contrôle ouvrier et ceux qui « assuraient le pouvoir des ouvriers sur les exploiteurs » comme étant le « premier pas vers le passage complet des fabriques, des entreprises, des mines, des chemins de fer et autres moyens de transport et de production entre les mains de la république ouvrière et paysanne ». Suivirent rapidement les décrets qui nationalisèrent les grands greniers (le 15 février), les fabriques d'allumettes et de bougies, les entreprises qui faisaient le commerce du riz, du café et des épices (le 7 mars), le commerce extérieur (le 10 avril) et l'industrie sucrière (le 2 mai). On confia aux coopératives — surtout dans les cas où on ne disposait pas d'organes spéciaux — la nationalisation des fabriques et des entreprises commerciales. Plusieurs décrets essayèrent de mettre de l'ordre dans le nouveau système d'administration nécessaire pour réaliser une nationalisation uniforme et grandiose. En effet, on avait, dans le pays, confisqué, nationalisé et séquestré un peu au petit bonheur. Le 22 mai 1918, Molotov prononça, à la séance plénière du Conseil d'Économie pour la région du Nord, un discours au cours duquel il dit : « On remarque

souvent une fausse interprétation de l'idée de nationalisation. Par exemple, on procède à la nationalisation pour punir d'un délit quelconque le directeur d'une entreprise. On confond nationalisation et confiscation en tant que mesure de répression. Il faut nationaliser tout d'abord les branches industrielles qui doivent être nationalisées à cause de leur importance économique. Mais en nationalisant des entreprises économiquement malsaines, le pouvoir soviétique se crée des dépenses improductives sans contrepartie sérieuse. Dans de semblables cas, l'entreprise ne doit pas être nationalisée, mais simplement confisquée. L'État doit la reprendre, non pour continuer son activité, mais pour en distribuer les machines et les instruments à des entreprises qui en ont besoin pour fabriquer les articles de consommation des masses. »

La confusion dans le problème de la nationalisation fut encore augmentée par la politique des socialistes révolutionnaires de gauche qui se révoltaient contre le « capitalisme d'État », combattaient constamment les méthodes de contrôle, de la confiscation et de la nationalisation et défendaient les intérêts des paysans. C'est seulement après la pacification de nombreuses insurrections paysannes, en été 1918, et après que la révolte des socialistes révolutionnaires se fut terminée par la victoire des Bolcheviks, que la voie fut libre pour une politique économique qui prit un cours plus direct vers le but socialiste. Le mot d'ordre lancé par le Premier Congrès Panrusse des Conseils d'Économie (du 26 mai au 4 juin) fut : « Achever la nationalisation, l'étendre aux branches capitales de l'industrie et baser sur l'appareil du commerce privé

un échange régulier de marchandises entre la ville et la campagne ; relever la discipline et la productivité du travail — voilà les problèmes fondamentaux de notre activité économique. »

D'après les indications statistiques du Conseil Suprême d'Économie, on nationalisa 3.330 entreprises dans 30 gouvernements, entre octobre 1917 et septembre 1919. Mais ces chiffres ne compiennent pas la nationalisation dans toute son ampleur. En totalité, 4.000 entreprises furent probablement nationalisées. Sur ce chiffre, 1.375 occupaient plus d'un million d'ouvriers et 27.000 employés. On ferma 691 entreprises qui avaient employé 170.000 ouvriers. En été 1920, toute la grande et moyenne industrie, dans toutes les branches de la production et du commerce, étaient entre les mains de l'État. Avec le second décret de nationalisation (29 novembre 1920) qui déclarait propriétés nationales toutes les entreprises occupant plus de 5, éventuellement plus de 10 ouvriers, la première phase importante de l'économie soviétique était terminée. « Ce fut l'apogée, déclara Samoïlov, la phase la plus haute de l'époque héroïque de l'industrie soviétique russe : les forces destructives et créatrices terminèrent leur période de développement impétueux et cédèrent la place au travail pacifique de la réglementation des rapports à l'intérieur de l'industrie, elle aussi, étatisée. »

L'époque « héroïque », qu'on appelle aujourd'hui en Russie, avec un certain embarras, l'époque du communisme de guerre, désigne le temps où l'on croyait naïvement qu'avec l'appui de la révolution mondiale qu'on attendait, la Russie pourrait d'un bond passer, de l'époque féodale qu'elle venait de quitter, au

socialisme. C'est pourquoi, partout où cela était possible, on adaptait l'économie et la vie à un communisme utopique et primitif. « On voyageait gratuitement dans les chemins de fer, on allait gratuitement au théâtre, on recevait gratuitement la carte de rationnement, on se logeait pour rien, on ne payait pas d'impôts. Cette époque du socialisme utopique n'avait qu'un seul défaut, très considérable il est vrai : le secteur le plus important de l'économie nationale russe, l'agriculture, passa de la propriété étatique et grande capitaliste, c'est-à-dire d'une forme sociale supérieure, à la propriété paysanne, la forme la plus primitive de la propriété privée. » Ce fut le péché originel des dirigeants soviétiques contre l'esprit de la révolution. C'est lui la cause de tous les conflits et de toutes les catastrophes qui frappèrent le régime soviétique par la suite.

L'époque « héroïque » se contenta principalement de réaliser l'expropriation, donc, de changer la forme de la propriété. Le « travail pacifique d'une réglementation tranquille », qui lui succéda, dut s'atteler à des tâches bien plus ardues. Il devait modifier la forme et la méthode de l'exploitation. On se trouvait devant une situation chaotique. Les suites de l'après-guerre, la guerre civile et la contre-révolution avaient complètement ruiné et affaibli les forces productives du pays. L'industrie fournissait à peine 20 % (d'autres disent 10 %) de sa production d'avant-guerre, l'agriculture moins de 50 %. Le commerce était revenu aux formes les plus primitives du troc. Les mines étaient inactives, les transports complètement désorganisés. Les relations économiques d'une région à l'autre, d'une branche à l'autre, étaient rompues.

Il fallait le courage du désespoir pour acquérir la foi que l'économie russe parviendrait un jour à se remettre sur pied par ses propres moyens.

Lénine eut ce courage. Il esquissa un plan d'électrification du pays en dix ans, le « premier plan à longue échéance dans l'édification économique de l'U. R. S. S. ». Trente grandes centrales électriques devaient être créées pour servir de base au réoutillage technique de l'industrie. Ces trente sources d'énergie réparties sur tout le pays devaient être le point de départ de la régénération économique. On se mit au travail avec un zèle fiévreux. Plus on créait, plus augmentait le désir de créer. Coup sur coup naquirent un plan du combustible, un plan des chemins de fer, un plan des denrées alimentaires, un plan d'acquisition des céréales, un plan d'ensemencement, un plan du budget. Mais vint la famine effroyable de 1921. Elle fit périr des millions d'hommes, jeta dans la panique du désespoir de grandes parties de la population et obligea le gouvernement soviétique, occupé à faire des plans d'édification, à capituler.

Il s'avéra que la résolution, l'audace et l'énergie ne suffisaient pas à surmonter les puissants obstacles extérieurs. Lénine en tira les conséquences et fit « sérieusement et pour longtemps » la paix avec les puissances du capital qui existaient encore dans le pays. Ce fut l'ère de la Nouvelle Politique Économique (la Nep). On rendit sa liberté au commerce privé. Des affaires privées nouvellement fondées se chargèrent de faire circuler les marchandises entre les producteurs et les consommateurs et développèrent les échanges entre la ville et la campagne. L'État abandonna au capital privé les petites entreprises et

celles qui n'étaient pas rémunératrices. On remplaça les prestations obligatoires et l'impôt en nature par le marché libre et les impôts en argent. L'État ne garda que les grandes entreprises industrielles et les transports, avant tout les industries-clés. Celles-ci furent exploitées par lui-même ou par les coopératives selon des méthodes qui se rapprochaient de plus en plus du capitalisme. On s'éloigna du but de la production collectiviste.

Grâce à la Nep, l'économie regagna, peu à peu, un certain ordre et un certain équilibre. L'industrie lourde et les transports se relevèrent et rétablirent leur capacité de rendement. Les finances, grâce à une nouvelle devise et au nouveau système de crédits, se relevèrent aussi. Vers 1927, l'économie atteignit son niveau d'avant-guerre, seule sa structure avait changé. Les expériences communistes avaient tout à fait disparu. Dans le secteur de la Nep, l'ancien capitalisme existait toujours, mais dans les régions de l'économie étatisée étaient nés tout doucement les fondements d'un capitalisme d'État qui devait prendre une grande extension.

Le gouvernement soviétique ne tarda pas à aborder le problème de la suppression de la Nep. Celle-ci avait accompli sa tâche. On augmenta les impôts et on renforça les lois sur le travail. La pression générale exercée sur l'économie privée devint plus forte, plus implacable. Et l'idéologie dominante prit une attitude de refus toujours plus accentuée envers le corps étranger impopulaire. En même temps, grâce au développement des coopératives et des organes du commerce d'État, s'échafaudait une économie de distribution qui relevait d'une économie planifiée.

Si cette économie planifiée n'avait rien de commun avec le socialisme, sa forme extérieure en donnait encore l'illusion. Un état-major d'économistes, de techniciens et d'édificateurs travaillait sans cesse pour la développer et perfectionner son rendement. De cet état-major venaient les fortes impulsions ; il tendait à soumettre toute l'économie à un programme grandiose de développement uniforme, conçu d'après un plan.

L'attitude politique envers le problème de l'édification ne fut pas du tout une, ni dans le gouvernement, ni dans le Parti Communiste. Bien au contraire, une forte opposition dirigée à gauche par Trotsky et à droite par Zinowiew, Kamenew et Radek essaya de faire dévier la ligne de conduite projetée. A propos d'investissements, de répartition et de rythme, on en vint à des tensions et à des luttes violentes. Trotsky fut banni par Staline. Mais quand, finalement, Staline s'appropria les conceptions représentées par Trotsky, il se heurta à une opposition de droite dirigée par Rykow, Tomski et Boukharine. Il réussit à la maîtriser. C'est ainsi que fut reprise l'idée d'une économie planifiée embrassant tout le pays, abandonnée par Lénine. Le plan quinquennal devint une réalité.

Ce plan quinquennal est un essai grandiose d'établir les buts que le développement économique de la Russie doit atteindre dans toutes les branches industrielles d'ici 1933. Un programme d'édification gigantesque si formidable et si puissant qu'au début on l'avait raillé comme une fantaisie, on l'avait considéré comme un bluff et que des bolcheviks fanatiques l'avaient rejeté comme « irréalisable ». Cependant le projet fut approuvé par le V^e^ Congrès des

Soviets et, depuis, il a force de loi. Toute la nation est mobilisée au service de sa réalisation. Le plan n'a pas un caractère absolu, inerte, au contraire, il est continuellement modifié, élargi, agrandi. Il s'étend à mesure qu'il se réalise et il réduit ses délais grâce aux progrès de sa croissance. Au début de chaque année paraît un plan détaillé avec des chiffres de contrôle et l'indication des tâches pour l'année en cours. On publie chaque mois un plan encore plus détaillé. Grâce à cette élasticité, la productivité s'accroît continuellement et se propose d'atteindre des buts toujours plus vastes. Ainsi, le plan quinquennal devient une œuvre d'éducation politique de premier ordre sous l'effet de laquelle la paysannerie russe deviendra en peu d'années le peuple industriel le plus productif du monde entier. Avant tout, le plan doit élever le niveau de la production agricole et industrielle de la Russie de manière à lui assurer son indépendance à l'égard du reste du monde. En outre, grâce à lui, l'U. R. S. S. doit non seulement rattraper le développement capitaliste de l'économie et de la technique de tous les autres pays, mais encore les dépasser. Ce que le plan quinquennal n'achèvera pas, des plans ultérieurs essaieront de le réaliser. Un impérialisme du travail lutte ici pour des triomphes suprêmes.

« Le caractère général de l'orientation économique nouvelle, » dit Grinko, membre de la Commission d'État pour l'Établissement du Plan, « n'apparaît nulle part aussi clairement que dans la répartition des investissements et dans les modifications qui en résultent dans la structure du capital fondamental du pays. Voilà pourquoi l'axe central et décisif du

plan quinquennal, qui doit accomplir un progrès immense dans la transformation du pays des Soviets, pays agraire-industriel, en pays industriel-agraire, est le programme des constructions nouvelles, le schéma et le plan des investissements des capitaux. L'importance et la direction des investissements, le changement qui en résulte dans la structure du capital fondamental du pays, les proportions nouvelles ainsi établies entre l'industrie et l'agriculture, les villes et les campagnes, l'économie collective et l'économie privée, enfin le caractère de la politique technique suivie dans les constructions nouvelles, voilà tout un cycle de questions qui se posent quand on veut apprécier les perspectives de développement industriel. » D'après le plan, voici quelle est la répartition des investissements (en milliards de roubles) :

	Avant le plan de 1923-1924 à 1927-1928	Plan quinquennal de 1928-1929 à 1932-1933
Industrie	4,4	16,4
Électrification régionale sans les stations d'usines	0,8	3,1
Transports	2,7	10,
Agriculture	15,	23,2
Total des investissements	26,5	64,6

Ainsi, pendant les cinq années de 1923 à 1928, on a investi dans l'économie russe 26,5 milliards de roubles, alors qu'on doit investir dans les cinq années de 1928 à 1933, 64,6 milliards de roubles. Déjà, au cours de la seconde année du plan, on a élevé cette

somme à 78,5 milliards. C'est un chiffre imposant. Mais plus importante que la grandeur de la somme est sa répartition. Si nous nous en tenons au chiffre de 64, 6 milliards d'investissements, nous constatons que dans l'ensemble de l'économie la part de l'industrie passe de 16 à 25 %, alors que la part de l'agriculture baisse de 64 à 37,4 %. La prédominance de l'industrie s'accroît. Le plan quinquennal donne une forte impulsion à la transformation de la Russie agraire en une Russie industrielle, et cela d'autant plus que les sommes investies dans l'agriculture doivent être, pour une part très considérable, dépensées pour son industrialisation. C'est un premier effet du plan quinquennal. Le second est l'accroissement de la collectivisation dans l'ensemble de l'économie russe. La part de l'État dans l'économie passe de 51 à 63,6 %, celle des coopératives, de 1,7 à 5,3 %. Par contre, la part de l'économie privée tombe de 47,3 à 31,1 %. Ainsi, l'économie libre est remplacée dans une forte mesure par l'économie collective. A la fin de la période du plan quinquennal, non moins de 39 % de tous les produits industriels du pays seront fournis par des entreprises nouvellement construites.

Mais le caractère de la répartition des investissements ne transforme pas à lui seul la structure de l'économie russe. Il n'en est que la préparation. Les traits essentiels de l'économie dépendent de son outillage énergétique, du degré de sa motorisation et de sa mécanisation, et le plan quinquennal tient tout à fait compte de cette circonstance. Il attache une importance capitale à l'électrification. Tout d'abord, il augmente le capital de fondation des centrales régionales de 525,1 %, alors que dans d'autres indus-

tries il ne l'augmente que de 300 % ; dans les voies ferrées de 167 % et dans la construction des logements de 141 %. Ensuite, il insiste sur l'extension continuelle des applications de l'énergie électrique. Le progrès de la consommation de l'énergie entre 1927-1928 et 1932-1933 est le plus fort de tous. Si le coefficient d'augmentation par ouvrier est dans l'industrie de 193,2, et dans l'agriculture de 120,7, il est pour l'utilisation de l'énergie électrique dans l'industrie de 299,3, dans l'agriculture de 555,6. L'électrification de l'agriculture sera encore plus formidable que celle de l'industrie.

La prédominance de l'énergie électrique a fait créer des usines géantes pour la production en masse, des concentrations géantes et des combinaisons géantes dans toutes les branches industrielles et agricoles. Naturellement, on observe les prescriptions de la spécialisation, de la normalisation et de la standardisation. « La nature du sol et de ses richesses ainsi que le caractère social de l'industrie ouvrent ici des possibilités à une organisation méthodique et rationnelle des combinats de production dont il ne saurait même pas être question dans le monde capitaliste. » En effet, tous les grands projets industriels, toutes les fondations agricoles dépassent de loin, par leurs dimensions et par leur force productive, toutes les réalisations et tous les modèles, toutes les merveilles tant vantées de l'économie capitaliste. L'Amérique, « le pays des possibilités infinies », prend presque un format petit-bourgeois devant les impossibilités devenues réalités avec lesquelles la Russie frappe le monde de stupéfaction.

Si l'on passe en revue les industries particulières,

les sections du plan qui les déterminent chaque fois apparaissent comme des illustrations qui, sous des formes multiples, montrent toujours le rythme étonnant, les dimensions inouïes de l'essor.

La capacité de l'industrie électrique doit être portée de 500.000 kilowatts qu'elle était au début de la période quinquennale à 4 millions de kilowatts, à sa fin. Plus de 40 centrales régionales seront entreprises pendant cinq ans et la plupart seront achevées. La portée des courants à haute tension passera de 3.000 kilomètres à 15 .000 kilomètres. La région industrielle centrale, celle de Moscou, a élevé sa capacité de 280.000 kilowatts à 1 million. Voici les points principaux du programme de constructions : 2 centrales thermo-électriques ; extension de la centrale Kachira (de 12 à 250.000 kilowatts) ; construction de la centrale Bobrika (160 à 300.000 kilowatts) ; extension de la centrale Chatoura (de 92 à 135.000 kilowatts), de la centrale de la ville de Moscou (de 100 à 200.000 kilowatts), de la centrale de Balakhinsk (à 150.000 kilowatts) ; achèvement de la centrale Iwanonowo-Wosnesenski (90.000 kilowatts). La région de Leningrad élèvera sa capacité de 200 à 500.000 kilowatts. Deux centrales thermo-électriques et une hydraulique seront édifiées, deux autres seront agrandies (de 20 et de 80 à 110 et 140.000 kilowatts). Dans l'Ukraine on prévoit une augmentation de capacité de 20.000 à 656.000 kilowatts. Dans l'Oural, par la construction des centrales nouvelles et le développement des anciennes, on doit arriver à une capacité de 400.000 kilowatts. Dans le Caucase du Nord, des usines doivent être édifiées qui fourniront 200.000 kilowatts. La Sibérie aura deux centrales de 44.000 kilo-

watts chacune ; la République de l'Asie Centrale, une série de petites centrales avec 50.000 kilowatts ; la République du Caucase élèvera son énergie à 200.000 kilowatts. Les régions de la Volga inférieure et moyenne sont les moins électrifiées, car c'est seulement après la construction du canal Don-Volga qu'on pourra y assurer l'arrivage de l'anthracite en provenance du bassin du Donetz. La réalisation du plan d'électrification dans le pays entier fera passer l'importance de l'énergie électrique dans le bilan global de l'énergie de 9,5 à 20 %.

Le programme de la production des combustibles prévoit pendant la période quinquennale une augmentation de 118 % pour le bois, de 212 % pour le charbon et de 185 % pour le naphte. Le bassin du Donetz doit pousser son extraction annuelle de 27 à 52,5 millions de tonnes ; 75 % de l'extraction seront mécanisés à la fin du plan quinquennal. Aucune autre région charbonnière du monde n'a réussi jusqu'ici à réaliser dans un temps aussi bref un programme de constructions et d'extraction aussi vaste. A côté du bassin du Donetz, la région de l'Oural doit augmenter sa production de 2 à 6,1 millions de tonnes ; la région de Kousnietz, de 2,5 à 6 millions de tonnes. La richesse en charbon de cette dernière région est évaluée à 300 millions de tonnes et elle attend d'être mise en valeur par les immenses plans économiques qui doivent suivre le plan quinquennal. Pour le naphte, le plan fixait primitivement, comme rendement le plus grand de 1933, le chiffre de 151,9 millions de tonnes. Mais comme il s'avéra que ce rendement avait été atteint dès 1931, on éleva le chiffre du plan à 280 millions de tonnes. Des spécialistes américains ont évalué les

réserves de naphte en Russie, à 6. 775 millions de tonnes ; les fonctionnaires soviétiques les évaluent à cinq fois plus. Dans la production mondiale du naphte, la Russie a déjà dépassé le Venezuela et occupe la seconde place après les États-Unis.

Une branche de production toute particulière est l'extraction de l'asbeste. Dans l'Oural, la Russie possède une réserve immense de plus de 12 millions de tonnes d'asbeste de première qualité. Son exploitation se fait par le Trust de l'Asbeste, dans des mines qui s'étendent sur 36 milles de long et son rendement sera, à partir de 1933, de 250.000 tonnes par an (valeur : 25 millions de dollars). Ce tonnage est une fois et demie plus grand et sa valeur est double de la production globale des sept plus grandes mines du Canada.

Dans l'industrie métallurgique, 4 milliards ont été investis, plus que dans toutes les autres branches. Cela permet de reconnaître l'importance de son rôle comme facteur de l'édification. Sa production doit passer de 3,3 millions de tonnes à 10 millions de tonnes par an. On prévoit une reconstruction générale des usines dans l'esprit des conquêtes techniques les plus récentes réalisées dans la métallurgie. On a créé, pour établir des plans d'usines métallurgiques, un institut spécial où des douzaines d'ingénieurs étrangers sont employés comme techniciens et comme constructeurs de plans. On prévoit plus d'un milliard de roubles pour les frais globaux de la reconstruction dont trois quarts pour l'Ukraine et un quart pour l'Oural. Une somme égale sera investie dans les constructions nouvelles de l'industrie mécanique. Comme la moitié de toutes les chaudières et des moteurs de

l'industrie russe est usée et que le maniement et les soins donnés aux machines par les forces ouvrières peu éduquées laissent beaucoup à désirer, il s'agit d'exécuter d'immenses commandes pour les besoins de l'économie nationale. Il faut y ajouter l'outillage mécanique des constructions nouvelles. On encouragea donc très activement l'essor de la construction des machines. Ici aussi le but est de pouvoir se passer aussitôt que possible des importations de l'étranger. Déjà, en 1930, la production des machines agricoles, qui était prévue pour un chiffre de 180 millions de roubles, s'éleva à 210 millions de roubles, c'est-à-dire qu'elle fut trois fois plus grande que la production de 1913. De ce fait, la Russie passe au second rang de la production mondiale, immédiatement après les États-Unis. En 1933, la production des machines agricoles doit doubler par rapport à 1930. Déjà en 1931, on devait dépasser les États-Unis, et la Russie devait occuper la première place. Les usines de Leningrad et de l'Oural doivent fournir 50.000 tracteurs par an, celles de Kharkow, 30.000, et celles de Poutilow, 20.000.

Pour ce qui est de l'industrie chimique, elle vient seulement d'être fondée. Le plan quinquennal prévoit pour elle des investissements de 1,4 milliard de roubles. On projette avant tout la fabrication des engrais artificiels : 3,4 millions de tonnes d'azote, 1,5 million de tonnes de potasse. La réalisation de ce programme rencontre des difficultés extraordinaires et elle passe pour l'épreuve la plus dure de l'économie planifiée.

Voici les principaux points de l'ensemble du programme industriel : 22 milliards de kilowatts d'énergie

électrique, 75 millions de tonnes de charbon, 280 millions de tonnes de naphte, 10 millions de tonnes de fonte, 8 millions de tonnes d'engrais artificiels, 150.000 tracteurs, 250.000 automobiles, une valeur de 2 milliards de roubles de machines à construire dans la dernière année du plan quinquennal. Cette tâche, rendue obligatoire, du plan quinquennal de l'industrie, est déjà en partie accomplie,

Si quelque chose pouvait dépasser le caractère colossal de ces chiffres records, c'était seulement le plan quinquennal de l'agriculture. Non seulement il comporte à l'intérieur du plan d'ensemble la plus grande partie des dépenses, mais il pose aussi pratiquement le problème le plus épineux, le plus compliqué et le plus insidieux à l'économie russe et au plan quinquennal. En effet, en transformant de fond en comble la structure sociale du village russe, il transforme en même temps, dans sa totalité ainsi que dans chacune de ses sections, la structure d'ensemble de l'économie russe qui est pour 85 % une économie agraire. Dans ce domaine, la plan quinquennal a l'envergure d'une révolution économique ; il ouvre une ère historique nouvelle.

D'après Grinko, le décret sur la distribution des terres a fait passer 110 millions d'hectares entre les mains des petits et moyens paysans. La propriété privée demeurait la forme sociale fondamentale, bien que théoriquement elle fût abolie. La part de la propriété étatisée et socialisée était insignifiante ; ainsi l'ensemble de la surface ensemencée du secteur collectif n'était-il, en 1927-1928, que de 2, 3 millions d'hectares environ, à peine 2 % de la surface ensemencée de l'U. R. S. S. Le plan quinquennal devait faire forte-

ment progresser la collectivisation du sol, évincer la propriété privée et la dépasser. « Conformément à la ligne générale de reconstruction socialiste de l'agriculture et afin d'accélérer autant que possible le progrès de la production agricole, le plan quinquennal dresse un immense programme de multiplications d'exploitations agricoles soviétiques et collectives, d'établissements de stations de tracteurs et de machines. » La surface du secteur collectif doit passer de 2,3 millions d'hectares à 27 millions (18 % de la surface ensemencée totale) et donner au pays 17 % de la production agricole, près de 20 % de la production de céréales et 43 % des céréales livrées au marché. Pour pratiquer la culture en grand des céréales dans le secteur des domaines soviétiques, non seulement on fonde d'immenses fermes et des usines à blé sur le modèle américain, tout à fait modernisées et dotées des machines les plus perfectionnées, mais aussi des magasins, des organisations de transport pour l'exportation, de manière à atteindre le plus rapidement possible les grands marchés étrangers. La valeur totale de toutes les machines agricoles dépassera, à l'achèvement du plan quinquennal, 3 milliards de roubles. 350 à 400.000 tracteurs seront disponibles en 1933.

La collectivisation des économies paysannes qui occupent 97 % de la surface cultivée se réalise par l'union obligatoire comportant trois degrés : la coopérative, l'artel et la commune. La dernière est la forme la plus avancée et elle incarne l'idéal économique et culturel de la collectivisation poursuivi par le plan quinquennal. Quand cet idéal sera atteint, la ferme collective remplacera l'ancien village paysan. La

collectivisation des paysans se poursuit à un rythme de plus en plus accéléré et dernièrement on y mettait tant de zèle que Staline dut enrayer le mouvement. En avril 1931, 50 % environ des paysans devaient être collectivisés. « Le passage de 6 millions de fermes paysannes et de 20 millions d'habitants de villages à des formes collectives de l'économie, c'est non seulement la plus grande révolution dans la production, mais aussi la transformation idéologique la plus profonde dans les masses paysannes et elle est sans exemple dans l'histoire. » Le maintien de la famille, du patriarchat, de la religion, de l'Église, de l'autorité et de la morale traditionnelle devient aléatoire.

Comparés avec les buts proposés et les choses à accomplir dans l'industrie et l'agriculture, les plans établis pour d'autres domaines de l'économie, si admirables soient certains d'entre eux, restent bien en arrière. Le projet grandiose du relèvement des transports mérite pourtant d'être mentionné. Un capital de 5 milliards doit être utilisé à cette fin, dont 3,3 milliards pour les chemins de fer, sur lesquels 1,6 est réservé aux constructions nouvelles. Le réseau des chemins de fer, qui était de 76.000 kilomètres, doit être augmenté de 17.000 kilomètres ; avant 1933, on doit mettre en service 3.000 grandes locomotives nouvelles et 160.000 wagons. Sur les 60 lignes en construction, « la ligne du Méridien » (Donetz-Moscou-Leningrad), « la ligne de l'Équateur » (région industrielle-Sibérie) et le Turk-Sib (Tourkestan-Sibérie) ouvrent des domaines nouveaux et immenses à l'extension industrielle et agricole du pays. Pour ce qui est de nouvelles voies fluviales, on s'attache avant tout à l'achèvement du canal Volga-Don, qui est de

la plus haute importance pour le ravitaillement en charbon de la région industrielle centrale. 600 millions de roubles doivent être attribués à la navigation fluviale, dont 275 millions pour construire des bateaux, 120 millions pour créer des ports et 180 millions pour creuser des canaux.

Pour finir, mentionnons encore la dépense de 5 milliards de roubles destinés à favoriser la construction des logements. Grâce aux nouvelles constructions en masse, la surface habitable des grandes villes doit passer de 160 à 213 millions de mètres carrés. Des villes entières poussent de terre. De toutes les parties du monde, une armée d'architectes est appelée à la direction et à la coopération.

Sur le globe entier, dans toute l'histoire mondiale, il n'existe pas de plan économique d'envergure comparable, de révolution économique faite au même rythme, d'accomplissement économique révolutionnaire de l'importance du plan quinquennal. Et ce qui est plus formidable, ce ne sont pas les dimensions gigantesques de l'espace, du temps et du succès ; bien plus imposant est le fait que le plan, au cours de sa réalisation, ne cesse de s'accroître et de jeter par-dessus bord les mesures prévues, y compris les mesures maxima. Dès la première année, on dépassa les objectifs partiels dans toutes les branches de l'économie. Grâce à cela, il a été possible d'élever les chiffres de contrôle, si bien que la possibilité s'offrit d'achever le plan quinquennal en quatre ans. Au cours de la seconde année, la production augmenta par rapport à la première, mais n'ayant achevé que 94,9 % de la tâche assignée elle n'a pas tout à fait été à la hauteur de la nouvelle tâche qui était d'achever en quatre

ans le plan quinquennal. Dans certaines branches — par exemple, dans l'industrie du pétrole, du cuir, du papier — on dépassa les chiffres de contrôle. Il existe même un grand nombre d'usines (dont la plus grande centrale moscovite de l'industrie électrique qui fournit un quart de toute la production électrique) qui réussirent à atteindre les objectifs du plan quinquennal en deux ans et demi. Mais ces exploits records ne suffisent pas pour que le plan d'ensemble atteigne le niveau prévu. Dans l'agriculture, la surface cultivée passa de 118 à 127,8 millions d'hectares ; la récolte des céréales, de 71,7 à 87,4 millions de tonnes ; la récolte de betteraves sucrières de 62,5 à 151,7 millions de quintaux. 1931 est la troisième année du plan. Ce sera l'année décisive. Au cours de cette année, l'industrie doit s'accroître de 45 %, l'industrie lourde, de 58 %, celles des articles de consommation, de 29 %. Le volume global des valeurs produites en 1931 est évalué, d'après le plan, à 24,9 milliards de roubles. En 1931, des investissements de 4 milliards doivent se réaliser, il s'y ajoutera 5,5 milliards d'investissements nouveaux. Les sommes dépensées pour l'équipement technique de l'agriculture sont portées en 1931, de 450 à 766 millions ; le parc de tracteurs augmente de 100 % ; la production des engrais minéraux de 150 %. L'extension de la surface cultivée est de 35 % pour le chanvre ; de 30,7 % pour le sucre ; de 48 %, pour le coton ; le rendement des récoltes s'augmente pour ces denrées de 55, de 41 et de 50,8 %. Le pourcentage moyen de l'agriculture collectivisée s'augmente en 1931, dans les principales régions productrices de céréales de 80 %, dans les autres régions, de 50 %. Alors qu'en 1927, les éco-

nomies collectives ne produisirent que 4,9 quintaux de céréales, elles en produisirent, en 1930, 256 millions. Et alors que la plus grande entreprise capitaliste agricole du monde, la Campell Farm, aux États-Unis, cultive ses 49.000 hectares avec 20 faucheuses-batteuses, le domaine soviétique « Guigant » (« Le Géant ») travaille ses 114.000 hectares avec 32 faucheuses-batteuses. A la fin du plan quinquennal, la surface cultivée en céréales du Trust d'État des céréales sera aussi vaste que celle de l'Argentine (143 millions d'hectares). Toutes les économies soviétiques ensemble cultiveront plus de céréales que le Canada. En outre, l'année 1931 doit apporter aux frais de revient une diminution de 10 % et au rendement du travail, une augmentation de 28 %. Pour ces réalisations, Staline demanda la création de stimulants plus forts : un écart plus grand entre les salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés ; l'extension des cadres de spécialistes, d'ouvriers qualifiés préparés techniquement et scientifiquement et l'abolition de la semaine de cinq jours dont l'institution était, selon lui, prématurée.

Pour achever ce travail, il faut des efforts presque surhumains et des sacrifices inouïs. Mais le peuple russe supporte les privations les plus grandes et toutes les tortures du travail, soutenu par la foi inébranlable que le plan quinquennal réussira. Dans l'Europe Occidentale, c'est la faim, c'est la misère et la menace de la ruine totale. En Russie aussi c'est la faim et le besoin, mais il y a en même temps essor, croissance, et nouveau devenir. A une époque de dépression économique générale, de crise économique très dure, et de banqueroute patente du capitalisme, le plan

quinquennal russe est la seule réalisation positive, la seule oasis d'espoir dans le tourbillon d'un monde qui court à sa perte.

Le plan économique de l'édification soviétique n'a rien de commun avec le socialisme, bien que pour des raisons de propagande on le qualifie de socialiste. Il représente un capitalisme d'État grandiose, réalisé avec brutalité et caractérisé par deux moments spécifiquement russes : la négation de principe de la propriété privée et la dictature du prolétariat. Le fait que l'État dispose souverainement de tous les moyens de production, et détient aussi souverainement le pouvoir politique, permet de révolutionner la technique dans tous les domaines capitaux de l'économie, de transformer le mode de production d'après un plan uniforme, de fournir des capitaux immenses pour les fins de l'édification, de disposer en maître des armées d'ouvriers. C'est ainsi seulement que ce plan grandiose est possible sans limitation des investissements, sans égards pour la rentabilité, sans l'obstacle de la concurrence et de l'initiative privée, sans le frein de l'individualisme, de la tradition et du sentimentalisme. C'est ainsi seulement que la tentative peut réussir à « mettre à la place du monde tel qu'il était devenu un monde voulu ».

L'étendue de cette tentative est limitée par des frontières nationales, mais ses effets iront bien au delà. Déjà aujourd'hui, le soi-disant dumping russe qui, en réalité, n'a rien d'un dumping, fait des ravages dans l'économie occidentale, par suite de l'offre immense de marchandises à bas prix. Une fois réalisés le plan quinquennal et les plans qui le suivront, les immenses richesses du sol russe atteindront des valeurs

telles, les forces de travail innombrables de la Russie arriveront à un tel rendement et les capacités productives russes seront si épanouies que son économie fera littéralement sortir de ses gonds l'économie capitaliste de l'Europe et de l'Amérique du Nord en proie à une crise insurmontable.

Le développement économique de la Russie et celui de l'Europe Occidentale suivent deux directions contraires. L'économie capitaliste libre va vers son déclin et essaie de s'élever au-dessus de son stade de cartels et de monopoles pour se sauver dans l'unité d'une économie planifiée. L'économie planifiée russe commence par le bas de l'échelle ; elle balaie l'héritage de la féodalité et se sert pour son épanouissement des conquêtes de l'économie capitaliste libre. A un certain point les lignes de ces développements contraires se croisent. Le capitalisme sénile et sans vitalité ne peut plus se régénérer que par le passage au collectivisme et au capitalisme d'État pour s'assurer ainsi plus longue vie. La jeune économie collective russe, au contraire, exubérante de vitalité et de volonté de conquête, cherche, après s'être incorporé la culture capitaliste de l'Occident, à s'achever en un système d'économie planifiée mondiale, forme économique de l'âge futur.

Une fois de plus, c'est de l'Orient que nous vient la lumière de la connaissance salutaire et le miracle du salut enfin compris. Mais l'Occident sera-t-il prêt à ouvrir ses yeux à la lumière et à reconnaître le miracle ?

CHAPITRE VIII

Capitalisme d'État

L'évolution de l'économie capitaliste aux États-Unis et en Europe est parvenue à un stade où se décider pour ou contre l'économie planifiée, pour ou contre le capitalisme d'État, c'est choisir entre être et ne pas être.

Passons encore une fois en revue les traits caractéristiques de ce stade, surtout tels qu'ils se présentent en Allemagne.

Pour pouvoir affronter la concurrence sur le marché mondial, pour la battre par des prix de dumping, le capital des cartels et des monopoles a déchaîné une campagne impétueuse de rationalisation. Il a emprunté à l'étranger une partie considérable des sommes nécessaires. Les puissances capitalistes étrangères qui avaient écrasé le capitalisme allemand pendant la guerre mondiale donnèrent cet argent pour relever ce même capitalisme. Ils avaient besoin d'une Allemagne capable de vivre, car seule une telle Allemagne pouvait payer les réparations. Pour verser les intérêts élevés des emprunts étrangers, l'industrie allemande dut faire monter très haut les prix des

marchandises à l'intérieur, baisser les salaires, forcer intensément les exportations. Mais plus les salaires baissaient et plus les prix intérieurs montaient, plus le débit se rétrécissait. Pour assurer au capital au moins le marché intérieur très rétréci, les barrières douanières furent suréleyées et le flot des importations endigué grâce aux mesures politiques et commerciales. Il s'ensuivit, la baisse réelle du salaire, le renchérissement du coût de la vie, le recul encore plus fort du débit. Vinrent ensuite, la limitation de la production, la fermeture des usines, les renvois en masse d'ouvriers, la dépression économique générale, la crise.

La crise de la production déclencha la crise des matières premières. Tous les pays producteurs de denrées alimentaires et de matières premières virent soudain leurs ventes arrêtées, se trouvèrent dans la gêne et la détresse, ne purent plus acheter d'articles industriels et fermèrent leurs marchés à la production occidentale. C'était la crise mondiale.

Aussitôt le mécanisme de la régularisation automatique fonctionna, pour décongestionner les marchés inondés, par la baisse des prix. Mais on constata alors que ce mécanisme ne fonctionnait plus avec la même souplesse qu'auparavant. Les prix des matières premières baissèrent par bonds gigantesques, mais les prix des marchandises ne les suivirent pas dans cette chute. Sur le marché mondial même, le rythme de la baisse se ralentit. Et en Allemagne, la baisse fut fortement freinée et la chute des prix fut insignifiante, aussi le décongestionnement du marché fut-il faible. Il fut interrompu ou du moins freiné par la puissance du capital des monopoles auxquels il faut de hauts

prix intérieurs pour compenser leurs prix de dumping sur le marché mondial et pour payer les intérêts des frais généraux de leurs entreprises rationalisées, mais qui ne produisent qu'à 50 % de leur capacité. Le maintien des prix élevés pendant la crise entraîna naturellement un débit encore amoindri, une situation du marché toujours plus mauvaise, une pénétration toujours plus profonde de la crise dans toutes les branches économiques, dans toutes les conditions de vie, dans toutes les classes sociales. Comme des masses immenses de capitaux et de plus-values ont été immobilisées sous forme de marchandises invendues, plusieurs entreprises, et même des domaines entiers de l'industrie et du commerce, souffrent du manque de capital, s'endettent et font faillite. L'État doit venir à leur secours et leur octroyer des prêts, des garanties et des subventions. Bientôt la tutelle publique du capital a imposé à la puissance financière de l'État de plus grandes exigences que la tutelle des chômeurs. Le protectionnisme a maintenu l'industrie en vie, grâce aux secours de l'État, et celle-ci, fortement endettée et aux prises avec des difficultés toujours plus grandes, a fait encore miroiter, pour des raisons de prestige, le mirage d'un nouvel épanouissement au moment où elle était déjà banqueroutière. L'agriculture, elle aussi, criblée de dettes, de plus techniquement arriérée et habituée au parasitisme pour ce qui est de ses couches supérieures, a pu vivre grâce aux riches subsides qu'elle avait obtenus de l'État par ses lamentations. Bientôt les finances de l'État furent complètement ruinées. Les banques en tant que fournisseurs d'argent à l'État, à l'industrie et à l'agriculture, n'eurent pas la force de supporter la trop grande

tension des crédits. Les tentatives qu'elles firent pour voiler par des combinaisons financières l'endettement général et pour enrayer les ravages de la crise par des opérations de Bourse échouèrent. Les soupçons des débiteurs étrangers furent éveillés. Les créanciers de New-York, de Londres et de Paris s'inquiétèrent pour leurs capitaux et retirèrent les crédits à court terme. Le reflux des milliards vida très rapidement les caisses déjà faiblement garnies et dévora une grande partie de la couverture-or des billets de banque de la Reichsbank. Les maladresses commises par les financiers révélèrent un manque stupéfiant d'intelligence et de sang-froid et jetèrent de l'huile sur le feu. La crise financière passa à sa phase aiguë.

A partir de ce moment. les événements se précipitèrent. Ce fut soudain le tourbillon fantastique de l'effondrement : la banqueroute de l'industrie privée de l'aide des banques, la banqueroute de l'agriculture privée de l'aide de l'État, la banqueroute des banques privées de l'aide de l'État, la banqueroute de l'État privé de l'aide de l'étranger. La banqueroute sur toute la ligne : banqueroute en partie déjà déclarée, banqueroute en partie en perspective très prochaine, banqueroute dissimulée, en partie encore, par un voile très mince ; banqueroute aiguë et latente, banqueroute de tout le système capitaliste.

En un clin d'œil, l'économie autrefois si vivante fut paralysée. Les banques fermèrent leurs guichets : plus de paiements. plus de circulation des devises ; plus de Bourse ; plus de cours ; des files d'hommes devant les caisses d'Épargne ; une pluie d'ordonnances de détresse — 27 en 10 jours. Au surplus, une mesure imbécile et exaspérante : l'institution d'une taxe à

payer pour passer la frontière, l'entrave apportée à tous les voyages et aux vacances à l'étranger ; puis, une mesure venue trop tard, donc complètement inefficace, l'interdiction de la fuite des capitaux. Le citoyen paralysé par la peur, tenu systématiquement dans l'ignorance et la confusion, se sentit soudain pris par le cou et vit ses poches retournées : livraison des devises, arrêt des comptes en banque, limitation des remboursements des caisses d'épargne, rentrées implacables des impôts arriérés. Depuis des années, de grandes quantités de capital fuyaient à l'étranger sous les yeux des fonctionnaires. Aucune main ne s'était levée pour les arrêter ; aucune loi n'avait été décrétée, aucune interdiction. Bien plus, le ministre des Finances lui-même avait déclaré dans une assemblée publique, qu'étant donnée la situation économique de l'Allemagne, on ne pouvait en vouloir à personne de mettre son argent en sûreté à l'étranger. Or, soudain, quand ce ne furent plus les milliards mais les billets de cent marks qui se mirent à passer la frontière, on intervint avec une sévérité draconienne. Depuis des années on encourageait les tripotages des devises dans les banques, on accordait volontiers des délais et des diminutions d'impôts au gros capital, on observait à la Bourse les manœuvres des spéculateurs escrocs et la préparation de la catastrophe. On n'avait rien fait, absolument rien pour détourner le sinistre menaçant et protéger les intérêts de la communauté. Mais quand l'effondrement s'était déjà produit et que la catastrophe menaçait de tout entraîner dans l'abîme, tout l'appareil de l'État se jeta sur le pauvre diable, sur le petit, avec toute une série de mesures, d'ordonnances de détresse et d'inter-

dictions. On fondit sur la masse déjà mille fois pillée pour lui extorquer ses dernières économies, ses derniers pfennigs de misère, au nom « du salut de la patrie menacée ».

« Pour le salut de la patrie » — le souvenir de la déclaration de guerre en 1914 ne revient-il pas soudain à la mémoire ? N'était-ce pas avec le même mot d'ordre qu'on avait alors envoyé des millions d'hommes à l'assassinat en masse ? Pour la patrie ? Ah, non — mais pour les intérêts impérialistes du gros capital, de ce même capital des cartels et des monopoles qui, aujourd'hui comme avant la guerre, exporte à des prix de dumping, cherche à dominer le marché mondial, pousse ainsi les autres puissances capitalistes à résister à la concurrence allemande et les unit dans l'hostilité contre l'Allemagne. Ce même capital de cartels et de monopoles fait, aujourd'hui comme autrefois, figurer dans ses catalogues des prix bas pour le marché mondial à côté des prix usuraires pour le marché intérieur. Par la rationalisation manquée, la production à outrance, la folie des grandeurs et sa légèreté criminelle, il a provoqué la crise et l'a terriblement aggravée. Par le maintien dictatorial des prix surélevés et des rentes différentielles, il empêche la crise de se dérouler normalement. C'est ce capital de cartels et de monopoles qui est la « patrie ». C'est cette « patrie-là » que les pauvres diables doivent encore une fois sauver.

Pour l'amour de ce capital, des ministres allemands ont couru à travers le monde et supplié les gouvernements et les banques de leur accorder des prêts. Pour l'amour de ce capital, le gouvernement allemand a fait demander l'aide du président Hoover par une lettre d'Hindenburg. Le parti de Hoover envisage

les prochaines élections présidentielles avec la plus grande inquiétude, car Hoover et son parti sont devenus très impopulaires. Ils ont promis la prospérité éternelle et ils se trouvent maintenant en pleine crise mondiale. Sur d'autres points non plus, ils n'ont pas eu de chance. « Les scandales du pétrole ; l'échec de la campagne pour la prohibition ; le pillage colossal des classes moyennes inférieures par la banqueroute des banques d'épargne ; les excès stupides de la politique républicaine des tarifs protecteurs ; la chasse chauvine organisée contre les citoyens d'origine étrangère ; la crise financière et industrielle ; le chômage immense ; la trahison républicaine envers les nègres abandonnés au lynchage ; la politique du travail et de l'immigration qui ne cesse de provoquer une grande amertume ; l'attitude cynique du président envers des centaines de mille de fermiers littéralement affamés de la vallée du Mississipi — tout cela pris ensemble forme un bloc infranchissable sur la route de quatre années nouvelles de pouvoir ». Depuis des mois, les États-Unis attendaient de la part de Hoover une manœuvre destinée à affermir sa position ébranlée. Vint alors l'action de secours en faveur de l'Allemagne. Morgan qui peut perdre en Allemagne 5 milliards de crédits, et Mellon, l'ami de Morgan, ont commandé la lettre d'Hindenburg et ont déterminé Hoover à tendre une main secourable à l'Allemagne. Hoover a immédiatement compris ; il y avait là une occasion brillante de suggérer à l'opinion publique américaine la croyance qu'un moratoire des paiements des réparations relèverait le pouvoir d'achat de l'Allemagne et favoriserait l'écoulement, en Europe, des excédents de la production

américaine. En outre, l'occasion était excellente de faire pencher en sa faveur les Américains d'origine allemande dont les voix ont souvent une influence décisive dans les élections. La résistance de la France a failli contrarier les projets de Hoover. En effet, la France a ressenti le plan Hoover comme une intervention des États-Unis dans la toile finement tissée de sa politique européenne. Elle venait seulement, par son idée d'une Pan-Europe, de tenter de réaliser le front unique de l'Europe continentale affaiblie, prise dans la décomposition du capitalisme, contre la puissance économique des États-Unis. Il y eut quelques marchandages diplomatiques et un petit délai ; finalement on trouva la formule acceptable pour l'année du moratoire. Ainsi, l'Allemagne a été sauvée et liée plus fortement au konzern mondial des puissances capitalistes qui se trouvent sous la surveillance suprême des États-Unis.

Dans l'intervalle, la crise financière a fait de nouveaux ravages en Allemagne. Après Karstadt, le trust du Linoléum et les Laineries du Nord, vint le krach de la Danatbank. Le Reich se trouva menacé de sombrer dans une banqueroute financière. Comme dernière planche de salut, il ne restait qu'à faire un emprunt immense. L'Allemagne voulait se faire payer, pour son rôle de satellite du capital mondial, aussi chèrement que possible. On parla de deux milliards qui devaient être prêtés par Morgan sous la garantie des gouvernements français, anglais et américain. Mais ces espérances ne se sont pas réalisées. A Paris, on s'est heurté à l'attitude froide du gouvernement français qui a posé des conditions politiques, et à Londres, aux poches bien boutonnées des gouverne-

ments anglais et américain qui ont tapé avec bienveillance sur l'épaule de Brüning et lui ont conseillé de chercher le salut par ses propres moyens. Ce jour-là, ce fut l'effondrement du système de crédit capitaliste. C'est ainsi que fut scellé le sort du capitalisme allemand.

Supposons un instant qu'on ait accordé à l'Allemagne le nouveau crédit de deux milliards. Quelles en auraient été les conséquences ? Pour payer les intérêts et amortir ce crédit, on aurait été obligé de se pourvoir en devises et, dans ce but, de renforcer l'exportation. Ces raisons auraient été suffisantes pour mettre ces deux milliards à la disposition de l'industrie afin que celle-ci donne immédiatement un élan à la production. On aurait expliqué à l'opinion publique que, grâce à cette mesure, une partie des chômeurs serait employée et le marché du travail soulagé ; la production se serait ranimée. Pour pouvoir l'écouler, il aurait fallu battre la concurrence par de nouvelles diminutions des prix. Comme la limite des frais de production est déjà atteinte et que le capital ne peut plus réaliser de profits qu'en compensant les prix de dumping par des prix intérieurs surélevés, ceux-ci auraient été immédiatement augmentés. Les marchandises se seraient donc écoulées encore plus difficilement. Conséquences : nouvel encombrement du marché, nouvelle aggravation de la crise. Avec l'aggravation de la crise, les demandes des crédits à la Reichsbank auraient augmenté. Comme la Reichsbank n'est pas en mesure de faire face à de nouvelles exigences de crédits sans mettre en danger sa couverture-or, elle aurait été obligée d'élever encore davantage son taux d'escompte et de comprimer ses

crédits. Conséquences : nouvelle limitation de la production, nouveaux renvois d'ouvriers, nouvelle aggravation de la crise. Ainsi, tout chemin qui semble éloigner de la crise devient un détour qui ramène encore plus au cœur de la crise. Chaque solution illusoire du problème le complique d'une manière encore plus inextricable, surtout quand, au lieu de commencer par résoudre le problème de l'écoulement, on applique toujours le levier au point opposé, à la production. Ainsi, chaque tentative faite pour se débarrasser de la crise est vouée d'avance à l'échec. Mais où est la solution ? De quelle manière peut-on échapper au cercle vicieux ?

Cette solution, il faut la chercher à l'endroit précis où le créancier demande des intérêts pour ses prêts, et le producteur des profits pour sa production. Supposons un instant qu'on nous prête ces milliards sans intérêts et qu'on annule les intérêts dus pour les milliards prêtés auparavant. Dans ces conditions, nous n'aurions pas besoin, pour nous pourvoir des devises nécessaires au paiement des intérêts, d'une industrie d'exportation, ni d'un marché mondial avec des prix de dumping. Nous pourrions tout d'abord nous borner à satisfaire nos besoins. Il y aurait une demande immense de marchandises, surtout de la part des chômeurs et des mal salariés. Nous pourrions tout d'abord défalquer des prix des marchandises le montant de la compensation pour les prix d'exportation. Supposons ensuite qu'outre les intérêts, on abolisse aussi les profits. Alors on pourrait défalquer des prix des marchandises le montant des profits qui y est incorporé. Brusquement, nous aurions de la marchandise bon marché ; en un clin d'œil, les stocks

seraient épuisés ; alors seulement, nous nous remettrions à produire ; nous nous procurerions sur le marché mondial des matières premières à bas prix ; nous embaucherions de la main-d'œuvre et continuerions à produire bon marché, sans profit et sans suppléments de compensation. Le pouvoir d'achat serait immédiatement ranimé, la crise supprimée. Les ouvriers et les employés ne seraient plus en chômage, mais seraient occupés ; ils ne vivraient plus de secours et d'aumônes, mais du salaire qu'ils auraient gagné, et aussitôt ils relèveraient leur niveau de vie en achetant en masse des marchandises bon marché. Peu à peu, on pourrait utiliser une partie toujours plus vaste de la capacité de production actuelle. Cela permettrait de baisser toujours davantage les prix des marchandises, même en tenant compte des frais d'usure, d'entretien, d'aménagements nouveaux, de magasinage et de débit. Nous dépasserions le point mort, nous sortirions du marasme, de la banqueroute et de l'appauvrissement général.

De quelle manière réaliserions-nous ce miracle ? En faisant simplement deux hypothèses qui, en réalité, se confondent : le renoncement au profit et le renoncement aux intérêts. C'est très simple et c'est pourtant ce qu'il y a de plus difficile à réaliser pour le capitaliste. En effet, le profit et les intérêts donnent son sens et son but à son économie ; ils donnent son contenu et son orientation à sa vie ; ils sont pour lui la vie ou la mort. Renoncer au profit et aux intérêts, c'est renoncer à être capitaliste, c'est anéantir le capitalisme en tant que système, c'est, pour toute la classe capitaliste, se retirer, disparaître de la scène !

Quantitativement, ce ne serait pas une grosse perte.

Sur les 65 millions d'habitants de l'Allemagne, 2,5 millions seulement possèdent une fortune de plus de 5.000 marks. 96 % sont sans fortune. Sur les 4 % qui possèdent plus de 5.000 marks, près de 80.000 possèdent plus de 100.000 marks. Pour cette somme on peut acheter des actions, participer aux entreprises, prétendre toucher des intérêts d'hypothèques. C'est alors qu'on s'intéresse, qu'on participe au système capitaliste, mais on n'a pas encore le droit d'intervenir, on n'a encore aucune influence sur l'industrie, sur la banque, sur la Bourse, sur l'économie. Même parmi les millionnaires (au nombre de 2.300) un cercle très étroit a une puissance véritable. Ferdinand Fried estime l'oligarchie proprement dite à 110 personnes qui représentent ensemble une fortune de 3,4 milliards. D'après Rathenau, il n'y avait, avant la guerre, que 300 personnes qui tenaient le sort de l'Allemagne entre leurs mains. D'après d'autres estimations, ce nombre ne s'élevait qu'à 50. Quand on passe des chiffres de la statistique aux faits concrets de la réalité, ils ne sont pas plus nombreux aujourd'hui. C'est d'eux que nous parlons quand nous disons « le capitalisme ».

Ce capitalisme ne veut pas céder de bon gré. Il ne veut pas disparaître de la scène de l'histoire, il ne veut pas commettre de suicide ; il veut vivre. Il ne le peut qu'en continuant à exploiter, à encaisser des profits, des intérêts, à accumuler. C'est pourquoi il doit chercher à conserver à tout prix le système qui lui donne ces possibilités. Il a pris la précaution d'organiser l'État, de distribuer le pouvoir, d'aménager l'ordre public de manière à avoir à sa disposition tous les moyens et toutes les forces dès que le système court

un danger quelconque. Cet état-major des aides-capitalistes est maintenant mobilisé. Chanceliers et ministres, diplomates et bureaucrates, force publique et opinion publique essaient de toute leur énergie de sauver le système. Mais le système est mort ; il s'effondre intérieurement. Toute aide extérieure est vaine. Le seul salut serait de créer un système nouveau tout en sauvegardant les intérêts capitalistes. La formule de salut pour le monde capitaliste d'aujourd'hui est : changement de forme, transformation des cadres, renouvellement de la façade, sans renoncement au but, et ce but c'est le profit. Il s'agit de chercher une voie qui permette au capitalisme de continuer à exister sur un autre plan, dans un autre domaine de l'évolution. Car le capitalisme veut vivre. Quelle voie doit-il choisir ? Que doit-il faire ?

Les uns lui conseillent de se rajeunir, de revenir aux méthodes de sa jeunesse, d'abolir les tarifs douaniers, de faire du commerce libre, de renoncer à la politique des cartels et des monopoles, de permettre à nouveau le jeu libre des forces ; car alors, disent-ils, les prix des marchandises baisseront, les marchés se ranimeront, les entreprises se remettront en marche ; alors, les profits sortiront de la circulation économique et tomberont dans les poches des entrepreneurs. En tant que capital accumulé ils donneront des ailes nouvelles à la production et surmonteront la crise. Mais quel curieux conseil ! Un vieillard peut-il redevenir adolescent et un homme peut-il retourner au sein de sa mère ? Il n'y a possibilité de retour en arrière ni dans la vie individuelle, ni dans la vie des classes, des nations, ou des peuples. Tout ce qui se développe et vit organiquement est unique et ne peut recommen-

cer à volonté l'acte unique de sa naissance. Revenir au libre-échange et au manchesterisme, ce serait non seulement abolir les tarifs protecteurs et renoncer à la politique des cartels, mais ce serait aussi revenir en arrière dans la technique, détruire les machines, remettre la production au niveau des manufactures. De plus, qui déciderait ce retour au capitalisme primitif ? Qui le réaliserait ? Le système n'est pas un être vivant, mais seulement une notion. Les cent dix ou les cinquante ou les trente hommes qui l'incarnent sont des individus et des individualistes, ils sont en même temps sujets et objets, produits et résultats de l'économie anarchique au même titre que ses maîtres et directeurs. Au fond, ils ne sont que des supports accidentels de la puissance du capital qui vit de sa propre vie de fétiche. Ces quelques remarques suffisent à montrer tout ce que l'idée de vouloir rayer de l'histoire humaine quelques centaines d'années, uniquement parce que nous croyons ne pas pouvoir continuer sur le même pied, comporte d'absurde et de grotesque.

D'autres donnent ce conseil : que le capitalisme abandonne la région de l'économie mondiale ; qu'il se retire et s'enferme ; qu'il se barricade dans les limites de la nation derrière les barrières douanières et les murs des cartels. Qu'il renonce au commerce mondial et qu'il continue à affirmer son existence dans des économies indépendantes, dans les autarchies. Cette voie de la « défense nationale » a aujourd'hui de nombreux partisans. C'est surtout le mot d'ordre des partisans de cette opposition nationale qui ont déclaré, dans un télégramme adressé à Brüning pendant son séjour à Londres et signé par Hugen-

berg, Hitler, Seldte, Duesterberg et autres, qu'ils ne se sentiraient aucunement liés dans leur activité par des traités politiques. Selon le programme de cette « défense nationale », voici quel serait le visage de l'économie de l'avenir : refus de tous paiements des réparations, amortissement et paiement des intérêts des dettes, retour à la production avec les salaires les plus bas, abolition complète de la politique sociale et de tous les droits des ouvriers, frontière presque hermétiquement fermée par des droits de douane exorbitants à toute importation, transformation des cartels et des syndicats ouvriers en institutions d'État, abaissement du niveau de vie au minimum indispensable pour l'existence. Tout cela, sous le règne de la terreur, jusqu'au moment où, enfin, l'économie se relèverait — avec l'aide de Dieu, et hourrah ! — « ayant quitté le bourbier judéo-marxiste ».

Cette « défense nationale » se croit très consciente d'elle-même et très courageuse. Mais, en réalité, elle n'est pas autre chose qu'une lâche retraite devant les forces supérieures des rivaux. Comme on ne peut plus obtenir d'emprunts et comme, par ailleurs, on n'est pas à la hauteur des circonstances non plus, on se retire, d'un air offensé, boudeur et on ne joue plus. C'est un exemple typique de la névrose d'angoisse en tant que système politique. Dans la vie privée, on peut parfois réussir en s'isolant du monde pour cultiver son jardin, mais une nation tout entière, un grand pays avec une économie hautement développée ne peut plus aujourd'hui briser si facilement ses liens avec le marché mondial et l'économie mondiale. Qui serait assez naïf, assez inexpérimenté pour croire que le capital mondial accepterait sans autre explication

le refus de payer les réparations, l'annulation des dettes, l'interdiction des importations ? La France ne peut pas renoncer aux réparations qui sont un apport important dans son budget. Le banquier Morgan ne pense pas renoncer sans coup férir à ses milliards investis dans l'économie allemande d'après-guerre et accepter cette mesure en se soumettant à la volonté divine. Il mettra en mouvement le ciel et l'enfer pour rentrer en possession des intérêts et du capital. Il soulèvera des armées, il fera bloquer la forteresse de la « défense nationale », il la fera assiégér et bombarder jusqu'à la faire sauter et la conquérir. C'est la preuve d'une ignorance presque touchante du système des liens et des rapports économiques mondiaux, tel qu'il existe aujourd'hui, que de ne pas tenir compte de cette éventualité. Ensuite, il est évident que la plus grande partie des hommes enfermés dans la citadelle autarchique auront tôt fait de se révolter contre l'idéal trou-de-souris du séparatisme national-névrosé. Et ils auront raison de se révolter, car, pour eux, l'autarchie ne sera qu'une répétition du blocus de famine de la guerre mondiale avec la marmelade de raves pour toute nourriture. Avons-nous bâti des chemins de fer et creusé des tunnels, avons-nous vaincu l'océan et conquis l'air, posé des câbles et créé la radio, construit des machines, développé le processus du travail et porté au niveau le plus haut la production des biens, pour mener une vie de barbares de l'époque glaciale et d'habitants des cavernes ? Et pourquoi donc renoncerions-nous aux richesses de la terre, à la fécondité des pays tropicaux, à la surabondance de l'économie mondiale ? Pour que les riches puissent continuer à être riches ? Pour que le capitalisme tant béni puisse

être conservé à l'humanité au delà du terme naturel de sa vie ? Il ne faut pas se faire une opinion trop flatteuse de la raison et de l'énergie des hommes de notre époque, mais il demeure pourtant qu'ils sont beaucoup trop sains, beaucoup trop actifs, beaucoup trop attachés à la vie pour qu'il leur plaise de pourrir volontairement à côté du cadavre galvanisé de l'économie capitaliste privée, dans le cercueil de la « défense nationale ».

Reste le troisième conseil. Que le capitalisme liquide l'économie privée, qu'il prenne le chemin de l'économie planifiée, qu'il s'établisse comme capitalisme d'État et continue les affaires sous une nouvelle raison sociale. Ce conseil fait appel à l'intelligence et l'invite à interpréter les signes du temps avant qu'il soit trop tard. Personne ne le comprend mieux que le gros capital lui-même. Personne ne voit et n'entend aussi nettement les derniers soupirs de l'économie privée. Ces messieurs des monopoles prennent des airs très indépendants et sont bouffis d'orgueil. Mais dès que le sol commence à trembler sous leurs pieds, et que leurs coffres-forts sont secoués, ils se précipitent dans les bâtiments officiels, se cachent derrière les habits de gala des conseillers secrets et supplient les ministres de leur venir en aide. Pour cacher cet héroïsme à l'opinion publique, ils installent la dictature. On étouffe la presse, on introduit la censure, on abolit la liberté d'opinion, on détruit le droit de réunion, on renvoie le Parlement, on supprime la constitution. Seul reste l'article 48. Pour distraire et amuser le peuple, on organise des parades, des fêtes de cavalerie, des réunions du Casque d'Acier et autres spectacles politiques. En outre, on travaille avec des

discours, par T. S. F., on se met sous la tutelle de la police et on emploie toutes les méthodes de pacification. La social-démocratie et les syndicats courbent l'échine et supplient qu'on leur conserve leurs prébendes. A toute éventualité, on a à sa disposition les Casques d'Acier et les organisations de combat fascistes ; enfin, il y a aussi l'armée. Donc, pas d'inquiétude, la révolution n'éclatera pas encore. Mais la situation est mortellement sérieuse.

Le capitalisme est au tournant de son évolution. Il ne peut pas revenir en arrière. Il ne peut pas dévier vers l'autarchie. Donc, il lui faut aller de l'avant. Mais dans quelle direction ? Vers le capitalisme d'État. Vers la maison remise à neuf, sous une enseigne redorée. Il n'y a qu'un salut, mais trois chemins y mènent.

Le premier chemin est celui qu'a pris la Russie. Il lui a été indiqué par la guerre qui n'avait pas laissé grand'chose de la bourgeoisie et du capitalisme. A vrai dire, les masses voulaient le communisme. Mais l'expérience s'est tournée d'elle-même dans le sens du capitalisme d'État. En principe, on a supprimé la propriété privée des moyens de production, en principe on a éliminé l'antagonisme des classes, en principe on a passé le pouvoir d'État aux masses. Ensuite, on a évincé le capital des positions économiques dominantes. On a introduit l'obligation de travailler, et on a attribué à la collectivité le produit de l'industrie au lieu de l'attribuer à des particuliers. Dans les grands traits, on a réalisé les mesures énumérées par Marx dans son Manifeste Communiste comme « moyens de révolutionner le mode de production ». Elles sont : 1°) Expropriation de la propriété foncière et utilisation de la rente foncière pour les dépenses de l'État ; 2°) Des

impôts fortement progressifs ; 3°) Abolition du droit d'héritage ; 4°) Confiscation des biens des émigrés et des rebelles ; 5°) Centralisation des crédits par l'État, grâce à l'établissement d'une banque nationale jouissant d'un monopole exclusif ; 6°) Centralisation des transports par l'État ; 7°) Augmentation du nombre des fabriques nationales, des instruments de production ; défrichement et amélioration des terres d'après un plan collectif ; 8°) Obligation du travail pour tous, création d'armées industrielles, pour l'agriculture surtout ; 9°) Union de l'agriculture et de l'industrie, suppression progressive de la différence entre la ville et la campagne ; 10°) Éducation publique et gratuite de tous les enfants, suppression du travail des enfants dans les usines tel qu'il existe actuellement, union de l'éducation et de la production matérielle, etc... Ces exigences sont presque entièrement réalisées. Il est vrai que dans la manière dont elles ont été réalisées, il y a encore des survivances du capitalisme. Ainsi, le salaire est encore le prix d'achat de la force du travail et non une quote-part du produit du travail. Ainsi, le processus de la production doit encore s'adapter aux exigences du marché et non aux besoins. La devise est établie selon une monnaie d'or internationale et non comme argent de comptablité collectiviste. La direction de l'État et de l'économie est autoritaire, bureaucratique et dictatoriale ; il n'existe pas de véritables conseils, organes de la volonté collective des masses ; il n'y a pas « d'associations de producteurs libres et égaux ». Tous ces atavismes capitalistes résultent du double rôle de la Russie envers son économie propre comme envers l'économie mondiale, des difficultés spéciales dues à son isolement, du dévelop-

pement défectueux de sa technique, de sa production, de son matériel humain. Ces résidus du capitalisme sont compensés en partie par des formes socialistes précoces. Ainsi la planification est très développée ; la tendance à la coopération est stimulée dans tous les domaines de la vie ; l'idéologie est dominée par l'idée du socialisme et l'éducation de la jeunesse se fait selon son esprit. Ce sont de fortes valeurs positives pour l'évolution ultérieure. Mais pour la pratique présente, surtout pour la forme de l'appareil économique, elles ne sont pas de grande importance. Dans l'ensemble, l'économie soviétique, telle qu'elle est aujourd'hui, est nettement un capitalisme d'État. Il est vrai que c'est un capitalisme d'État qui est déjà arrivé à la forme la plus mûre et la plus développée d'une économie de transition vers le socialisme. C'est un capitalisme d'État qui tend et se prépare au socialisme. Ce n'est pas cette espèce de capitalisme d'État qui sera la phase d'évolution prochaine du capitalisme privé allemand. Ici, les liens du passé sont encore trop puissants ; la volonté de changement n'est déterminée que par la nécessité, n'est active que malgré elle ; la peur du socialisme est le frein le plus fort du progrès. Ce n'est que sous la contrainte d'une révolution victorieuse que ce chemin pourrait être pris. Mais la révolution prolétarienne semble aujourd'hui plus éloignée que jamais.

Si l'on élimine l'exemple russe, pour ce qui est de l'Allemagne et de l'Europe Occidentale, il reste encore deux autres méthodes, moins radicales, pour arriver au capitalisme d'État. La première consiste à faire usurper l'économie privée par l'État. D'une manière ou d'une autre, l'État devient copropriétaire des fabriques,

des banques, des entreprises agricoles. Il intervient dans l'administration et la direction de ces institutions économiques ; il conquiert une influence grandissante dans des industries entières ; peu à peu, il devient maître de toute l'économie. A mesure que l'État étend sa domination, la part du capital privé dans la propriété, dans l'administration et son influence se rétrécissent. L'État obtient la part du lion. Un pas a été fait vers cette espèce de capitalisme d'État quand Brüning a fait acheter par le Reich des actions de la Dresdner Bank. On semble avoir projeté un autre pas analogue, lorsque au milieu de la panique de juillet déclenchée par le krach de la Danatbank, Brüning a fait déclarer qu'on devait nommer un commissaire du Reich avec pouvoirs illimités pour contrôler les banques et l'industrie. Bien plus, le cabinet a envisagé aussi « non seulement de contrôler l'économie, mais encore de la diriger ». Certes, la direction et le contrôle peuvent s'effectuer selon des principes tout à fait capitalistes. La propriété étatique des entreprises ne dit rien encore sur le changement de structure économique et nous connaissons beaucoup de monopoles d'État et d'entreprises étatisées qui sont conduites d'une façon tout à fait capitaliste. Mais il faut admettre que précisément la faillite de l'économie privée, qui pousse à l'économie étatisée, déclenche des tendances et des nécessités qui obligent à transformer la structure de l'économie pour éviter une nouvelle faillite. Une évolution vers une économie planifiée est donc inévitable. Mais quelle n'a pas dû être la stupéfaction quand on a appris qu'on pensait nommer commissaire du Reich pour le contrôle des banques et de l'industrie, non un homme qui professait des

idées d'économie planifiée, mais un financier de la vieille école du capitalisme privé, le conseiller secret Schmitz de l'I. G. Farben. Il est vrai qu'il n'a pas été nommé, non parce que le gouvernement a changé d'avis, mais parce qu'une « force majeure » est intervenue pour modifier les desseins de Brüning.

Il existe, en effet, encore une troisième méthode d'arriver au capitalisme d'État. Ce n'est pas grâce à l'usurpation du capital privé par l'État, mais inversement : le capital privé met la main sur l'État. Selon le rapport des forces un des partis en présence est au-dessus et l'autre au-dessous. Selon toutes les apparences. le rapport des forces en Allemagne est tel que c'est le capital monopolisateur qui est le plus fort et le plus résolu. Le gouvernement est ou bien plus faible ou bien soumis à des refoulements idéologiques qui l'empêchent de déployer de l'initiative ou de l'activité. En Autriche, le même parti auquel appartient Brüning avait fait preuve, dans un moment critique analogue, du même manque de résolution. On avait accordé à l'Institution de Crédit en faillite 100 millions de shillings des fonds publics sans même faire la moindre tentative de s'assurer comme contre-partie un droit étatique de propriété. Le gouvernement allemand a fait la même chose au moment du krach de la Danatbank. Il a donné de l'argent généreusement sans tenter même timidement d'inaugurer ainsi l'ère du capitalisme d'État. Et quand, ayant eu l'idée d'établir un contrôle des banques et de l'industrie, il entendit le sifflet avertisseur qui retentissait sur la passerelle de commandement du capital des trusts, il recula épouvanté. C'est ainsi que M. Schmitz, de l'I.G. Farben, n'a pas été nommé commissaire du Reich. Au lieu de

devenir un subordonné du chancelier Brüning, il est devenu son supérieur. En effet, le Trust Chimique, le plus puissant et qui jouit de la plus grande influence en Allemagne, s'est, en liaison avec l'industrie lourde, emparé du gouvernement, et M. Schmitz a été nommé commissaire du Trust pour surveiller le gouvernement du Reich. Il suggère et contrôle les mesures du gouvernement, rédige ses ordonnances de détresse, dirige son bras, organise sa politique douanière, s'accorde des droits sur la benzine et l'azote ; repasse des cadeaux à la grosse industrie voisine dont il a besoin. Le capital charbonnier est libéré des charges sociales ; l'industrie de l'acier reçoit des « avances » sur des programmes de livraisons et Borsig encaisse des subventions. « M. Schmitz, de l'I. G., écrit le *Berliner Börsen-Courier*, a conseillé le gouvernement pendant la Conférence de Londres et a exercé son influence sur les mesures économiques et politiques récemment promulguées et qui ont trouvé leur expression dans les ordonnances de détresse. » En pratique, il aurait suffi que M. Schmitz fût allé tout seul à Londres pour négocier avec Morgan. Il serait plus pratique également à l'avenir de faire partir les ordonnances de détresse directement des bureaux de l'I. G. Farben. Le vieux meuble de la souveraineté politique de l'État n'est qu'un obstacle sur le chemin de la rationalisation de l'appareil de domination. Le choix du moment où la dictature des monopoles se décidera à agir ouvertement et à arracher le sceptre politique des mains de Brüning n'est qu'une question d'opportunité.

En attendant, elle a délégué dans le cabinet un homme de l'I. G. Farben, M. Warmbold. Le rôle d'éminence grise présente des avantages qui ne

sont pas à dédaigner. En premier lieu, la puissance suprême du capital des monopoles reste voilée dans l'anonymat pour quelque temps encore. Le citoyen moyen ne sait pas que les mesures économiques et politiques qui le frappent émanent du capital des trusts et servent leurs intérêts particuliers. Il les considère comme des actes de sagesse de son gouvernement ; il a pour elles le respect qui leur est dû et s'y soumet entièrement. De cette façon, la volonté du capital monopolisateur est réalisée sans frictions et sans qu'on s'en doute. Un second avantage en résulte : puisque les ordres donnés au gouvernement sont passés, grâce à l'appareil de l'État, de haut en bas et sont réalisés à tous les échelons de l'économie, grâce aux organes de l'État, le capital de monopoles n'a pas besoin de créer son propre appareil de domination. S'il avait dû se servir d'une machine administrative à lui, le capital aurait trouvé bien difficile, par exemple, de venir à bout de la complexité formidable des questions économiques qu'embrassent les ordonnances de détresse. Dans le système en vigueur, le pouvoir de l'État avec toute son autorité et tous ses organes sont à ses ordres. Quelques traits de plume, quelques douzaines d'articles, quelques menaces d'amendes, et toute l'économie se trouve poussée dans une certaine direction, assujettie à certains buts. Et ici apparaît un troisième avantage pour le capital de monopoles : il s'est emparé des moyens financiers de l'État. Les impôts, les revenus des douanes, les prestations, le produit des régies se trouvent soudain à sa disposition. Certes, il existe encore un ministre des Finances ; certes, il existe encore une administration financière d'État, mais Sa Majesté l'Empereur des

monopoles n'a qu'à presser un bouton, et le ministre des Finances accourt pour recevoir des ordres; alors, le directeur des finances prend la clé de la caisse et paie la somme qu'on lui demande. A l'aide des fonds d'État, on assainit des entreprises, on renfloue des banques, on rend possibles des fusions, on subventionne des industries, on réalise toutes sortes d'opérations qui ne servent pas la communauté, mais rassasient les besoins économiques du capital des monopoles, Ce qu'on appelait autrefois un abus des finances d'État et qu'on flétrissait comme corruption, est aujourd'hui une pratique constante et une règle reconnue valable, car les rapports de l'État et de l'économie ont changé. L'État a perdu son indépendance, il a — non seulement pour l'observateur critique, mais tout à fait officiellement — renoncé à sa position neutre et supérieure. Il est devenu un appareil auxiliaire pour les intérêts du capital monopolisateur. Il est vrai que d'en bas tout le monde ne voit pas encore cela. L'État fait encore figure de pouvoir autoritaire dans le sens traditionnel du mot. Il semble encore être le vieil État libéral et démocratique. Vu de ce bout de la lorgnette, il semble même que ce soit l'État qui soit chargé du soin de l'économie. Des idées et des mots d'ordre comme la nationalisation et l'étatisation ressuscitent. On commence à croire à une époque de pénétration démocratique et de transformation collectiviste du capitalisme grâce aux moyens et aux influences du pouvoir d'État. Les partisans de la théorie du passage pacifique du monde au socialisme se réfèrent avec contentement à la réalisation de leurs espoirs réformistes, et les faux prophètes de la démocratie économique et du soutien de l'État, qui demeuraient déçus devant

les ruines de leurs utopies, respirent soulagés et recommencent leurs duperies. Le capital des trusts approuve cette tactique de tromperie voulue. Plus longtemps durera la fiction de la suprématie de l'État, plus facilement et plus librement il pourra se servir du pouvoir de l'État pour poursuivre ses intérêts. Il créera même des institutions d'un aspect tout à fait démocratique, en réalité tout à fait inoffensives, qu'une presse prostituée vantera comme les conquêtes d'une nouvelle et « grande époque », pour affermir l'opinion publique dans ses illusions. La réforme déjà annoncée du droit des actionnaires, le nouveau règlement de la circulation bancaire et fiduciaire, le contrôle des banques qui pourtant — selon l'assurance donnée par Brüning — « ne serait pas dirigé contre la liberté de l'industrie bancaire », seraient les premiers pas dans cette direction.

Cependant le capital monopolisateur allemand non seulement conquiert le pouvoir de l'État et les finances de l'État ; mais encore, grâce à eux deux, il se crée une formidable puissance financière. Ainsi, pour commencer, il s'est emparé de la majorité des actions et par là il a établi sa domination sur la Danatbank après le krach. La Danatbank était jusqu'alors la banque privée la plus grande, la plus moderne et la mieux développée en Allemagne. Le Reich la lui a donnée pour presque rien par le détour de la garantie d'État. Ensuite, à l'aide des fonds publics, on a créé la banque d'acceptation et de garantie pour la reprise de la circulation des paiements et des transferts. Cette banque s'appuie sur la Golddiskontobank également créée avec l'aide de l'État et sous la garantie de mille firmes industrielles et bancaires. La banque d'acceptation et

de garantie doit permettre à toutes les banques dont les réserves sont affaiblies par un grand retrait de capitaux de se procurer des crédits afin d'empêcher une interruption trop longue du mouvement de l'économie capitaliste. Par la coopération étroite de la Reichsbank, de la Golddiskontobank, et de l'Akzepbank, la puissance concentrée du capital industriel liée avec le pouvoir d'État croit avoir créé la puissance financière nécessaire pour entreprendre la marche vers le capitalisme d'État. Nous sommes au début de cette marche ascendante.

En réalité, cette ascension n'est pas autre chose qu'un passage à une forme de concentration encore plus haute de la puissance du capital monopolisateur. La base de l'économie capitaliste se rétrécit davantage. Le cercle des véritables maîtres du capital diminue sans cesse. Il s'agit, dans l'avenir, d'évincer tous les capitaux qui chargent trop l'appareil productif, dont la masse gêne l'amortissement et dont la pression est un obstacle pour l'abaissement des prix. Les usines qui, sous le faix de la rationalisation, doivent supporter un fardeau trop lourd d'investissements et qui, actuellement, doivent amortir toutes leurs installations, bien que la production soit tombée de moitié, ne peuvent baisser les prix de leurs produits qu'en diminuant la masse du capital à amortir. Elles doivent donc céder la place, jeter du lest, commencer le grand processus de la mise au net. Une fois de plus, les grands dévorent les petits. Une partie des actions, des obligations et des crédits bancaires est décomptée et devient une perte sèche, soit qu'on additionne des actions, ou qu'on convertisse des emprunts, ou qu'on ferme des usines et qu'on les livre à la faillite, soit

qu'on jette par-dessus bord d'une autre manière les petits actionnaires, propriétaires des obligations et des effets, pour renflouer le bateau trop chargé. On réalisera une expropriation partielle du capital actionnaire et bancaire en faveur du capital monopolisateur. Une autre partie des frais de cette cure violente devra être supportée par les ouvriers. On abaissera donc encore les traitements et les salaires (tandis qu'on conservera les indemnités payées aux princes et les pensions des officiers), on abolira complètement les dépenses sociales, on restreindra implacablement les dépenses publiques prévues pour des buts culturels. Comment le camp capitaliste conçoit la répartition des charges, on peut le voir dans le projet de se débarrasser des immenses stocks de charbon de la Ruhr. D'après ce projet, on baisserait le prix du charbon de 3 marks 50 par tonne. Sur cette somme, 1,07 mark seraient payés par l'ouvrier, 1,51 par l'entrepreneur, et 1,20, par l'État. « L'État, y dit-on, n'éprouvera aucune perte du fait de ce versement, car le relèvement de toute l'économie entraînera une augmentation du pouvoir fiscal et des économies grâce à la diminution du chômage... Il s'agit ainsi d'une mesure très précieuse du point de vue économique et qui, de plus, sera très rémunératrice... » Cette conception des maîtres des monopoles est tout à fait dans le sens du capitalisme d'État. L'État et l'économie sont les deux poches de pantalon des maîtres des trusts ; il leur est indifférent de savoir combien ils ont dans l'une et combien dans l'autre, puisque les deux leur appartiennent.

En s'établissant à nouveau dans la forme du capitalisme d'État, le capital de monopoles élargit son champ d'action ; il conquiert un appareil plus per-

fectionné et des perspectives plus grandes. Avant tout, la concurrence est complètement supprimée, du moins sur le marché intérieur. La production et le commerce libres cessent, d'abord dans la grosse industrie, puis dans le commerce de gros ; plus tard aussi dans les régions moyennes et inférieures de l'économie. Ici, l'initiative privée des capitalistes se maintient un peu plus longtemps. Mais cette indépendance même subit des restrictions toujours plus fortes, tant dans ses dispositions que dans ses revenus. Le jeu libre des forces, principe de la théorie économique du libéralisme, est aboli. Toutes les parties de l'économie subissent la contrainte. Les méthodes de cartellisation et de trustification, grâce à l'aide de l'État, sont menées à bout. On obtient ainsi une grande unité et une facilité de tout embrasser d'un coup d'œil. La production, les prix de revient et les prix de marchandises sont fixés par des postes directeurs d'après une conception unique. L'ère de l'économie planifiée commence. Sur la base de calculs exacts on fixe les profits, les salaires, les bénéfices commerciaux et la part de l'État. Toute l'économie se trouve ainsi soumise à la puissance centrale d'une direction qui est entre les mains du capital monopolisateur. Comme la liberté économique est devenue un obstacle à son développement, la libération des forces productives se fait par contrainte.

Il n'est pas utile ici d'envisager les détails du développement économique en prenant comme point de départ cette plate-forme élevée de la concentration. Walther Rathenau a consacré tout un ouvrage au problème de cette organisation (« L'économie nouvelle »). Dans l'état actuel des choses, il est certain que la contrainte dictatoriale jouera un rôle capital.

On continuera à gouverner politiquement et économiquement dans l'esprit des ordonnances de détresse. Le Parlement sera éliminé ou condamné à n'avoir aucune importance. La lune de miel de la démocratie est définitivement passée. Le capital monopolisateur qui ne peut régner que par la terreur s'est créé dans le fascisme sa forme classique de domination. C'est pourquoi il est ridicule d'espérer que le capitalisme d'État des monopolisateurs se laissera enchaîner par les faibles liens des obligations démocratiques. C'est pourquoi aussi on peut faire un beau bruit d'agitation avec les exigences d'une réforme du droit des actionnaires, des prescriptions de publicité, de divulgation des rapports des conseils de surveillance, du contrôle des cartels et du capital dans le sens du bien public : on peut même peut-être obtenir un succès sur le papier et se prendre pour un sauveur de la démocratie, sans même toucher à un cheveu du capital des trusts. Seuls ceux qui n'apprendront jamais rien peuvent encore à notre époque croire aux illusions démocratiques.

Il n'existe en Allemagne aucune puissance pour oser s'opposer au capital des trusts sur le chemin du capitalisme d'État. Le gouvernement lui est livré, car il ne vit que par sa grâce. Dès le moment où le capital financier lui refusera les traites, même pour un seul mois, il ne pourra plus payer les traitements aux fonctionnaires, ni la solde à la Reichswehr et sera aussitôt aux prises avec la révolte. De plus, il est embourbé dans une idéologie surannée et tremble de peur devant le socialisme. Les classes moyennes avancées et intellectuelles de la bourgeoisie sont enfoncées dans les raisonnements irréels et antiques de la démocratie

formelle, et, devant la banqueroute économique, ils n'ont aucune puissance réelle à jeter dans la balance. La petite bourgeoisie, effarouchée, toujours hésitante et sans base morale, s'est réfugiée dans le camp du fascisme où, unie aux autres épaves, déracinées, déclassées et économiquement inutiles de la population, elle est devenue, sans le savoir et sans le vouloir, l'avant-garde du capital monopolisateur. La classe ouvrière, divisée, déchirée par la lutte des opinions, abusée par des chefs sans scrupules, devenue incapable de manœuvrer et embourbée dans des organisations surannées, est condamnée à une impuissance complète. Chaque groupe est d'une manière ou d'une autre — par l'idéologie, par l'organisation ou par le programme — enchaîné au passé et, pour cette raison, son activité n'est pas à la hauteur des circonstances. Seul le capital monopolisateur est, de par sa forme et de par sa nature, moderne, bien ancré dans le présent, fortement établi dans son époque et conscient de son rôle. C'est de là que lui vient sa supériorité. Le chemin du capitalisme d'État lui est ouvert.

Ainsi, c'est une époque nouvelle qui commence. C'est la rupture fondamentale entre l'économie libre et l'économie dirigée, entre le monde du libéralisme et celui du collectivisme. Il est vrai que la ligne de rupture n'est pas encore nettement dessinée. L'économie est bien collectivisée, toutes ses branches sont touchées et pénétrées par des tendances collectivistes. Mais les intérêts privés sont encore protégés par un rempart : la propriété des moyens de production. Ils n'appartiennent ni à l'État, ni aux producteurs, ni à la communauté. Ils sont la propriété privée des maîtres des monopoles, d'un nombre sans cesse décroissant de magnats du

capital qui ont « usurpé et monopolisé tous les avantages du processus de transformation de l'économie ». Grâce à leurs titres de propriété privée, donc grâce à une sanction juridique et politique de l'État, ces magnats du capital sont les maîtres et usufruitiers de toute l'économie de l'État. Le privilège de la propriété fait de quelques-uns les maîtres de l'ensemble du peuple, leur donne le pouvoir de disposer du travail et du produit du travail de tous.

La logique de l'évolution exige que tous ceux qui travaillent et créent des valeurs soient aussi propriétaires des moyens de production et des produits. C'est-à-dire que dans la phase du capitalisme d'État, l'État soit non seulement le support de l'économie, mais aussi le propriétaire des moyens de production. Cependant l'évolution n'a pas encore atteint le point où cette logique devient réalité, Ainsi, le désaccord entre le principe de l'économie et celui de la propriété subsiste. Il existe un antagonisme entre la production collectiviste et son utilisation individualiste ; c'est pourquoi, tous les éloges dont on couvre le capitalisme d'État en tant que réalisation des espoirs collectivistes ou de l'idéal socialiste sont trompeurs. On annoncera comme des splendeurs de l'époque du capitalisme d'État la prédominance des intérêts communs sur les égoïsmes particuliers, la rationalisation étatique de l'économie au lieu du chaos individualiste, l'économie planifiée en place de l'anarchie. Peut-être aura-t-on même le front, comme Scheidemann l'a eu, d'annoncer encore une fois, en termes pompeux, au monde attentif : « Le socialisme est en marche ! » Mais il ne peut être question de socialisme. Le capitalisme d'État, lui aussi, reste capitalisme. Et il le reste

dans ce qu'il a de plus fondamental ; il reste l'hégémonie de la propriété privée. L'exploitation du travail subsiste ; l'institution des salaires subsiste ; le profit subsiste ; la division de la société en maîtres et en esclaves subsiste ; le principe du capitalisme subsiste. Mais le produit du travail humain s'accroîtra. Les effectifs prolétarisés augmenteront. D'un côté, la richesse des maîtres des monopoles enflera, de l'autre, la misère générale, l'humiliation de l'homme, la barbarie, augmenteront.

La production capitaliste d'État peut — du moins en théorie — s'orienter vers deux tâches. Elle peut produire, après comme avant, pour le marché mondial et le marché intérieur, ou bien elle peut se restreindre et ne produire que pour le marché intérieur. En pratique, elle essaiera de la première manière. Mais la production pour le marché mondial, c'est aussitôt la lutte avec la concurrence mondiale qui abaisse les prix mondiaux. Par conséquent, il faudra vendre à bon compte et compenser les pertes subies sur le marché mondial par les profits de la vente à l'intérieur. Cela aura pour effet, malgré tous les avantages et les économies du capitalisme d'État, malgré la baisse des salaires et l'augmentation de la productivité, de diminuer le pouvoir d'achat intérieur et d'arrêter le débit en relativement peu de temps. Il s'ensuivra une production restreinte, une dépression de la conjoncture, la crise. Dans la situation actuelle, où la crise du capital privé n'est pas encore écartée, cela serait aggraver la crise jusqu'à ne plus pouvoir la supporter ; on ne pourrait même plus penser à un taux de profit ; l'accumulation serait impossible, l'effondrement inévitable.

Si le capitalisme d'État se décidait à ne produire que pour le marché intérieur, le tableau serait tout autre. Tout rapport avec le reste du monde économique se ferait pas l'intermédiaire d'un centre d'État pour le commerce extérieur. Ce centre serait aussi chargé de se procurer les matières premières nécessaires. Comme l'Allemagne ne dispose pas des riches trésors naturels de la Russie, l'autarchie se heurterait ici à son premier écueil. La production serait fondée ur les besoins intérieurs établis par la statistique. Comme le pouvoir d'achat des consommateurs est aujourd'hui extrêmement affaibli, seules des marchandises très bon marché trouveraient acquéreurs. Pour produire bon marché, il faudrait baisser le plus possible les intérêts des amortissements et le taux du profit. L'État devrait d'abord récupérer ses frais de régie, les salaires, les frais d'achat des matières premières, les dépenses de machines, les réparations, les acquisitions nouvelles, et alimenter le budget culturel. En outre, il devrait être prêt à reprendre la lutte contre le capital mondial, car il aurait peine à payer les intérêts des emprunts et les réparations. On n'a pas besoin de prouver qu'un capitalisme d'État allemand de cette espèce ne pourrait pas tenir longtemps avec de telles charges. Il succomberait en peu de temps aux difficultés intérieures et extérieures.

D'une manière ou d'une autre, même dans la forme du capitalisme d'État, le capitalisme ne peut pas espérer prolonger très longtemps son existence. Les mêmes difficultés et les mêmes conflits qui l'obligent à s'élever du capitalisme privé au capitalisme d'État renaissent à sa phase supérieure. Il ne peut échapper aux conséquences du système. Les moyens mêmes du

pouvoir d'État ne suffisent pas à les détourner de lui. Il n'est plus possible de venir à bout du désordre qui s'est emparé des lois de l'économie.

On serait tenté de chercher la raison de cet échec dans ce fait que le capitalisme d'État, en tant que complexe économique, est limité par les frontières nationales. Les frontières nationales, résultats d'une politique orientée vers les intérêts économiques nationaux, pouvaient avoir un sens et une justification à l'époque où le domaine de l'économie nationale s'arrêtait aux frontières du territoire national, car sa force productive était épuisée par le marché intérieur. Mais ces frontières devinrent des obstacles quand la production capitaliste commença à produire des masses si grandes que les marchés intérieurs ne pouvaient plus les absorber. Aujourd'hui, à l'époque du capitalisme avancé et de l'économie mondiale, ils n'ont pour effet que de rendre plus cher le transport des marchandises, d'entraver l'évolution économique et de rendre plus difficile le ravitaillement des hommes en biens. C'est pourquoi, une économie limitée par les frontières nationales, à moins d'avoir à sa disposition des sources de matières premières et des espaces de ravitaillement de l'ordre des espaces russes. doit inévitablement échouer.

Le capitalisme allemand. s'il s'effondre comme capitalisme privé et s'il n'arrive pas à se créer une forme de vie plus élevée comme capitalisme d'État ne peut se sauver qu'en s'incorporant à la coalition des grandes puissances capitalistes de l'Europe Occidentale et de l'Amérique. Ces puissances capitalistes semblent encore relativement saines et pleines de vitalité. Elles disposent de capitaux énormes, de tous les

marchés de matières premières, d'un appareil de production fabuleusement développé et d'une productivité formidablement accrue. Il est vrai que l'Angleterre et les États-Unis subissent une crise violente. Les finances anglaises doivent lutter contre de grandes difficultés, conséquences de la nouvelle situation économique mondiale. La politique de l'Empire court au-devant d'une catastrophe. Les fondements de l'économie américaine sont ébranlés aussi. Mais en comparaison de l'économie allemande, ces deux pays, sans mentionner la France, sont le refuge de la vitalité. S'il existe quelque part dans le monde un salut pour le capitalisme allemand, c'est uniquement là. Se rattacher à la coalition des puissances occidentales serait, pour l'Allemagne, se dissoudre dans le trust de l'économie mondiale ; ce serait s'unir et se fondre avec l'immense organisme économique qui est sur le point de s'épanouir comme capitalisme d'État mondial et assurer ainsi au système capitaliste la plus grande longévité.

Si séduisant que soit pour lui le salut par le trust mondial des puissances capitalistes, le capitalisme allemand ne se décide pas facilement à entrer dans la coalition. La première invitation, l'action de Hoover, a été saluée avec enthousiasme, et la seconde proposition d'un emprunt a encore trouvé beaucoup de sympathie. Mais quand on a appris les conditions de cet emprunt, il est devenu manifeste que le capital allemand s'était fermé par sa propre politique le chemin de la coalition. Le gouvernement Brüning ne s'est pas décidé pour l'emprunt et la coalition — comme il l'a déclaré lui-même — par égard pour des forces nationales puissantes en Allemagne. Ce n'est un secret

pour personne que les cercles nationalistes cherchent à déclencher une guerre contre la France pour en finir avec « l'esclavage des tributs ». La France qui a dicté le traité de Versailles passe simplement pour « l'ennemi » contre lequel lutte « l'opposition nationale ». Afin d'assurer à cette opposition un appui solide on rêve, dans les cercles nationalistes, d'une reprise de la politique de Bismarck ; une alliance avec l'Est pour être fort contre l'Ouest. Mais la constellation politique et économique actuelle est telle que la France dispose de très grands moyens de pression contre l'Allemagne. Sa grande encaisse-or ainsi que sa suprématie militaire met à sa merci l'Allemagne tout comme les autres pays européens. Le chemin d'un emprunt international et d'un rattachement à la grande coalition internationale des puissances économiques passe par la France, tout comme le chemin de la Conférence de Londres passait par Paris. Mais on n'est pas arrivé à tomber d'accord sur les exigences politiques et militaires posées par la France, car l'acceptation de ces exigences aurait déchaîné le mouvement nationaliste en Allemagne. Il aurait provoqué sa fureur et aurait mobilisé ses forces contre le gouvernement. En réalité, le capital allemand n'est pas du tout intéressé aux buts nationalistes du mouvement d'opposition, à son agitation contre le plan Young et contre la France. Il a mis en avant ces questions et ces points de programme uniquement pour donner une idéologie au mouvement dont il a besoin pour des raisons et des buts tout différents. Le but véritable du mouvement national-fasciste est d'être une sauvegarde solide du capital contre la classe ouvrière, contre la révolution et contre le bolchevisme. En tant

que tel, ce mouvement lui est indubitablement précieux, mais il n'a pas encore actuellement toute sa valeur. La classe ouvrière ne bouge pas. On ne sent pas l'approche d'une révolution. Le bolchevisme est loin. En ce moment, un emprunt américain serait bien plus d'actualité. Mais cette chance qui s'offre, ne peut être utilisée, car « l'opposition nationale » y fait obstacle.

Le capitalisme allemand va encore louvoyer et expérimenter pendant quelque temps, il tentera de réaliser « la défense nationale » et il soumettra à l'épreuve le capitalisme d'État. Mais à la fin, il s'entendra avec la France. Le déficit de son budget est trop élevé (en octobre 1931, pour l'Empire, les pays et les communes, 24 milliards). Le rattachement de l'Allemagne à la coalition mondiale des puissances capitalistes sera scellé par un grand emprunt pour l'assainissement de l'économie allemande. Il est vrai que le problème de l'amortissement par une économie épuisée et disloquée d'un crédit s'élevant à des milliards n'est pas facile à résoudre. Il faudra prendre des mesures et créer un capitalisme d'État à une échelle mondiale. Ces mesures seront politiques et économiques. On abolira les petits États, les gouvernements des « pays », on réformera l'administration, on créera de grandes unions entre États, on réalisera un système de douane unique, on s'entendra sur les dépenses pour les armements, on unifiera l'administration dans tous les domaines économiques, on éliminera le commerce et les intermédiaires, on éliminera aussi toutes les entreprises arriérées et malsaines, on rationalisera la vente, on réorganisera le système bancaire, on créera une économie internationale de crédit. Toute la vie

de l'État et de l'économie sera l'objet d'un processus de rationalisation grandiose et implacable. Le principe de l'économie à meilleur rendement aura force de loi dictatoriale dans tous les domaines de la vie.

Il est évident que la réalisation d'un tel programme pourra transformer de fond en comble l'existence économique et sociale de l'homme. On fera des économies immenses. La production sera libérée de toutes les charges qui la rendent plus chère. Le niveau des prix de revient baissera formidablement. Une économie planifiée, plus ou moins développée, augmentera la productivité. On pourra baisser les prix des marchandises. La réforme de l'administration et la diminution des impôts permettront de dépenser plus pour acheter. L'apport de grands capitaux remettra la production en marche. Toute la vie économique se déploiera sur une base plus raisonnable et plus productive. La raison l'aura emporté sur l'anarchie.

Quel essor ! Quel succès ! Au lieu de la concurrence, l'économie planifiée ; au lieu de l'anarchie, la raison ; au lieu d'un resserrement économique national, les grands espaces de l'économie internationale. Degré par degré, la production, le capitalisme, l'économie s'élèvent et parviennent à des réalisations de plus en plus étonnantes.

Et la crise ? Est-elle écartée ? Ce formidable processus de rationalisation l'a-t-il éliminée, elle aussi ?

Économiser sur les frais de production, c'est économiser sur les forces de travail humain. La grande vague de rationalisation libère donc des forces de travail par centaines de mille. Il est impossible de trouver un emploi à ces forces de travail dans le mécanisme rationalisé de l'économie. Certes, on peut diminuer

le temps de travail, certes, on peut ajuster les salaires, mais cela entraînerait la compression des profits, la diminution de la vitesse des amortissements. Les maîtres des trusts et les magnats des monopoles accepteront-ils cela ? Et si non, qui les obligera à renoncer aux profits ? Ils n'y renonceront pas. Ils les exigeront et ils les obtiendront. Ainsi, les machines tournent, les mains travaillent, les marchandises sont fabriquées, la rationalisation du monde entier est un fait accompli, mais au terme, c'est la crise. La production est organisée selon un plan. On reçoit des crédits, on fait d'immenses investissements, l'économie est puissamment mise en train, mais la crise ne veut pas disparaître.

La suppression de la crise n'est pas un problème de rationalisation, d'organisation, de production, de crédits, c'est uniquement et seulement un problème de vente. Et résoudre le problème de la vente est, dans le monde capitaliste, résoudre le problème des besoins. Tu as faim ? Tu as besoin de pain ? Prends-en donc ! — Mais, halte-là ! Tu dois l'acheter. Le pain n'est pas fait pour les affamés, il est pour ceux qui ont de l'argent pour l'acheter. Pouvoir acheter et avoir faim, ce n'est pas toujours la même chose ! L'achat et le besoin ne coïncident pas nécessairement. La vente est une partie de l'économie capitaliste, mais un acte dans le processus économique qu'on peut supprimer en imagination. On peut même l'éliminer en pratique. Alors, ne restent que la production et la consommation. Elles suffisent à l'homme. Pour l'affamé, il suffit que le pain soit cuit ; il se chargera de le digérer. Il renoncera volontiers à l'acheter, à l'échanger contre un autre produit ou contre de l'argent. Et tous les millions d'hommes qui sont sans argent, tous les chô-

meurs, tous les mal salariés, tous les congédiés, tous les inutiles, tous ceux qui ont faim, mais n'ont pas d'argent pour s'acheter du pain, renoncent volontiers à l'acte économique qui s'appelle l'achat et à cet acte intermédiaire dans la circulation économique, qui s'appelle la vente. Ils se contentent de la production et de la satisfaction des besoins. Ils ne demandent pas l'aumône. Ils ne veulent pas de cadeaux. Ce qu'ils veulent, c'est seulement que l'économie revienne à son rôle primitif qui est d'approvisionner en biens tous les hommes. Ils veulent échanger du pain contre du travail. Aujourd'hui on les prive de travail et on leur demande de l'argent pour du pain ; et comme ils n'ont pas d'argent, on ne leur donne pas de pain. Mais si l'argent qui est aujourd'hui entre le producteur et le consommateur disparaît du processus d'échange, le produit du travail appartiendra au producteur. Celui-ci deviendra consommateur sur la base de son travail. C'est ce qu'on appelle l'économie destinée à la satisfaction des besoins. Cette économie simplifie le ravitaillement des hommes en biens. Bien plus : c'est elle seulement qui rend ce ravitaillement possible, car, grâce à elle, le fait de se pourvoir en biens devient indépendant de la situation du marché, du prix, du pouvoir d'achat et de la capacité de paiement. Elle libère les marchandises de leurs chaînes d'argent ; elle apporte au consommateur les marchandises invendables pour l'un et inachetables pour l'autre. Elle décongestionne les marchés et les magasins, elle favorise la reprise de la production. Par là, elle diminue l'armée des chômeurs, elle retransforme les receveurs d'aumône et les rentiers de la faim en producteurs ; elle écarte la crise. Cette forme d'économie réalise le salut de l'humanité.

Et voilà qu'on se creuse la tête et qu'on se fatigue le cerveau pour trouver le moyen de faire disparaître la crise. On écrit des livres et on prononce des discours. Les gens les plus intelligents inventent des systèmes très profonds. Les hommes d'État siègent dans des conférences interminables. Les ministres voyagent par les voies terrestres et aériennes, parcourant le monde à la recherche des emprunts, tout cela en vain. La crise ne cède pas et elle semble insurmontable.

Et voici qu'un homme se lève, prend l'œuf et le pose debout sur la table. L'œuf de Colomb. On écarte la crise en introduisant l'économie destinée à la satisfaction des besoins à la place de l'économie capitaliste des marchandises et de l'argent. Que c'est simple !

Mais le plus simple est aussi le plus difficile. Le problème du débit comprend le problème de la propriété, et il n'est pas possible de résoudre l'un sans l'autre. Celui-ci est incarné par les capitalistes, les possesseurs de la propriété privée et des moyens de production ; il est incarné aussi dans le cercle des maîtres de monopoles qui règnent sur les trusts et les konzerns ; il est incarné par les fabriques, les banques, les hauts fourneaux, les mines, les bateaux marchands, les plantations, le marché mondial que domine l'Amérique, la richesse des colonies qui afflue en Angleterre, le trésor gardé par la France. Les capitalistes tiennent à leurs possessions. Ils ne rendent pas leurs titres de propriété. Ils insistent à ne faire parvenir les biens au consommateur que par la voie du marché, au moyen de l'achat contre argent, car cette voie du débit est la voie qui leur procure le profit. C'est dans la marchandise que se trouve le profit, et ce profit, il faut

qu'il aille dans leurs poches, c'est pourquoi il doit se transformer en argent grâce à l'achat.

La propriété privée des moyens de production rend donc insoluble le problème du débit. Elle rend également impossible une solution du problème de la crise. A cause d'elle, le problème du chômage, le problème des salaires, le problème des cartels, tout le problème social ne trouve pas de solution. La propriété privée plonge l'humanité dans la misère la plus profonde, et elle l'empêche même de sortir de cette misère.

Mais la propriété privée ne frappe pas seulement de détresse ceux qui ne possèdent rien ; elle se venge aussi de ses possesseurs. Si, en produisant, ceux-ci ne pensaient qu'à faire face aux besoins des hommes, ils devraient d'emblée renoncer aux profits, mais ils ne le veulent pas. Ils produisent des marchandises pour obtenir des profits par la voie du débit et de l'achat. Mais la crise éclate et le débit s'arrête, la marchandise ne se vend pas, et le profit ne peut pas être réalisé. En vain, le capitaliste espère-t-il son profit. Maintenant ni l'un ni l'autre n'ont rien : le consommateur n'a pas de marchandises, et le capitaliste n'a pas de profits. Et, des deux côtés, le nombre de ceux qui n'ont rien augmente sans cesse. L'armée des millions d'hommes qui ne peuvent rien acheter s'accroît, mais l'armée de ceux qui ne peuvent rien vendre s'accroît aussi. Les uns souffrent de la pénurie, les autres de la pléthore. Les uns ont besoin de marchandises, les autres d'acheteurs. Les uns aimeraient faire face à leurs besoins de biens, les autres, à leur besoin de profits et ni les uns ni les autres n'y trouvent leur compte. L'économie des marchandises les abandonne à leur sort. Le capitalisme fait faillite.

Les prolétaires comprennent cela, car ils le sentent dans leur chair. Les capitalistes aussi le comprennent, car ils le sentent à leurs bourses. Ils reconnaissent que le capitalisme d'État n'est qu'une solution de misère, qu'un pis aller, qu'il est simplement une prolongation d'existence, non une guérison. Ils se rendent compte qu'il n'y a pas d'issue dans la « défense nationale » et l'autarchie. Ils comprennent que même la puissante coalition du capital mondial ne peut pas les sauver de la perte finale, car cette puissance mondiale non plus ne peut pas résoudre le problème du débit. Aucun pas en arrière, aucun pas de côté n'apporte de soulagement. Seul un pas en avant, seule une transformation fondamentale de la structure économique peut aider ; seul le passage de l'économie des marchandises, de l'achat et de l'argent, à l'économie destinée à la satisfaction des besoins, car seule, cette économie peut relever le niveau de la production, puisque seule elle mesure la production non par la conjoncture du marché et par le pouvoir d'achat, mais d'après les besoins.

Il est vrai que pour adapter la production à la mesure des besoins, il faut que cette nouvelle forme de l'économie puisse disposer des moyens de production. De là, la nécessité de mettre les moyens de production entre les mains de la communauté. Pour que tous les consommateurs qui veulent échanger du travail contre du pain puissent en même temps devenir des producteurs, il faut que les moyens de production soient arrachés aux maîtres des monopoles qui, pour garder le profit, empêchent aujourd'hui les masses de travailler et leur refusent des biens, et qu'ils soient transmis aux producteurs. C'est seulement quand tout le monde sera devenu possesseur des moyens de pro-

duction, que tout le monde pourra produire pour satisfaire les besoins de tout le monde. Alors sera établie l'unité de la production, de la propriété et de la satisfaction des besoins. Le système du collectivisme sera constitué.

Nous ignorons de quelle manière les hommes résoudront ce problème. Peut-être les uns feront-ils une révolution. Peut-être les autres feront-ils une guerre mondiale. Peut-être faudra-t-il pour cela encore beaucoup de révolutions et beaucoup de guerres. « Une formation sociale ne disparaît jamais avant que toutes les forces productives pour lesquelles elle est assez vaste soient développées ; et les rapports de production nouveaux et d'un degré supérieur ne la remplacent jamais avant que leurs conditions matérielles d'existence aient mûri au sein de la société ancienne. C'est pourquoi l'humanité ne se pose que des problèmes qu'elle peut résoudre. »

Le 4 août 1931.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE 7

CHAPITRE I. — Essor de la technique 11

— II. — Chômage et baisse des salaires 35

— III. — Crise économique 58

— IV. — Profits des monopoles 90

— V. — Politique des subventions 120

— VI. — Economie planifiée 150

— VII. — Essor des Soviets 179

— VIII. — Capitalisme d'État 210

Imprimerie CHANTENAY, Paris — 14-4-1932

"Les documents bleus"

L'HOMME

N° 2 Lt-Colonel ÉMILE MAYER
Trois Maréchaux
Joffre, Galliéni, Foch

N° 6 MAX EASTMAN
La Jeunesse de Trotzky

N° 7 HENRI DROUIN
Femmes Damnées

N° 12 PIERRE ABRAHAM
Figures

N° 16 MAURICE GARÇON
Trois Histoires diaboliques

N° 17 J.-M. BOURGET
Si Napoléon en 1914...

N° 19 Prof. SIGMUNG FREUD
Le mot d'esprit et ses rapports avec l'inconscient

N° 21 ÈVE LAVALLIÈRE
Ma Conversion

N° 25 HENRY THETARD
Les Dompteurs

N° 29 IDA TREAT
La Croisière secrète

N° 32 LADY KATHLEEN SIMON
Esclavage

N° 33 SIGMUND FREUD
Délire et rêves

N° 36 Dr E. F. PODACH
L'effondrement de Nietzsche

N° 37 G. BOYE et M. DURAND
Le Secret professionnel et la médecine de demain

NOTRE TEMPS

N° 3 GEORGES R. MANUE
Sous le Signe du Dragon

N° 4 KATHERINE MAYO
L'Inde avec les Anglais

N° 10 ROGER FRANÇO
L'Économie rationnelle

N° 13 PIERRE LŒWEL
Tableau du Palais

N° 14 GAETANO SALVEMINI
La Terreur Fasciste

N° 15 PIERRE BÉARN
Paris Gourmand

N° 20 PAUL MONET
Les Jauniers

N° 22 EUGÈNE DIEUDONNÉ
La Vie des Forçats

N° 24 GEORGES R. MANUE
Sur les marches du Maroc insoumis

N° 26 Lettres d'étudiants allemands tués à la guerre

N° 27 J. STEINBERG
Souvenirs d'un commissaire du peuple

N° 28 ALBERT RHYSS WILLIAMS
La Terre russe

N° 30 JEAN NORTON CRU
Du témoignage

N° 31 TARASSOV RODIONOV
La Révolution de Février 1917

N° 34 ALBERT RHYSS WILLIAMS
A travers la Révolution russe

N° 38 E.-J. GUMBEL
Les crimes politiques en Allemagne 1919-1929

N° 42 RAYMOND PHILIPPE
Le Drame Financier

N° 43 ARTHUR FEILER
L'expérience du Bolchevisme

N° 44 JACQUES KAYSER
La Paix en Péril

L'UNIVERS

N° 1 Docteur HELAN JAWORSKI
Le Géon ou la Terre vivante

N° 5 JEAN-RICHARD BLOCH
Cacaouettes et Bananes

N° 8 EUGÈNE SZATMARI
Les Grandes Catastrophes

N° 18 HENSHAW WARD
Exploration de l'Univers

N° 23 STÉPHANE FAUGIER
Quand j'étais Négrier

LES ARTS

N° 9 FRÉDÉRIC LEFÈVR
Une heure avec.... (5e série)

N° 11 MARCEL HERWEGH
Au Printemps des Dieux

N° 35 PIERRE DE PRESSAC
Considérations sur la Cuisine

N° 40 MUSETTE
Cagayous